



# TRINOVAL

Site de THIEULLOY-L'ABBAYE (80)

## Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE)

### Dossier n°2 : Notice descriptive des installations

Rapport

Réf : CDMCNO141022 / RDMCNO00918-04

AVO / KE / AC













20/12/2019



# TRINOVAL

Site de THIEULLOY-L'ABBAYE (80)

Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter  
Dossier n°2 : Notice descriptive des installations

Objet de l'indice	Date	Indice	Rédaction		Vérification		Validation	
			Nom	Signature	Nom	Signature	Nom	Signature
Rapport	06/11/15	02	A.VOGT		K.ESCANDE		A.CHEREL	
Modifications suite relecture DREAL	01/12/17	03	A.VOGT		K.ESCANDE		A.CHEREL	
Corrections	25/11/19	03	S.HAMADANI		K.ESCANDE		K.ESCANDE	
Corrections	20/12/19	04	S.HAMADANI		K.ESCANDE		K.ESCANDE	

Numéro de contrat / de rapport :	Réf : CDMCNO141022 / RDMCNO00918-04
Numéro d'affaire :	A23381
Domaine technique :	SD03
Mots clé du thésaurus	DDAE DECHETS ISDND ISDI

BURGEAP AGENCE NORD-OUEST  
5, chemin des Filatiers  
62 223 SAINT CATHERINE LES ARRAS  
Téléphone : 33(0)3.21.24.38.00 Télécopie : 33(0)3.21.24.38.09  
agence.arras@burgeap.fr

Réf : CDMCNO141022 / RDMCNO00918-04	
AVO / KE / AC	
20/12/2019	Page 2/114

# SOMMAIRE

<b>Avant-propos .....</b>	<b>6</b>
<b>1. Présentation générale du projet.....</b>	<b>8</b>
1.1 Données générales .....	8
1.2 Implantation et localisation du projet.....	8
1.3 Configuration et installations actuelles du site .....	9
1.4 Accès .....	11
1.5 Installations projetées – plans de référence .....	11
<b>2. Conditions de gestion des déchets .....</b>	<b>13</b>
2.1 Gisement pris en compte .....	13
2.2 Déchets admis.....	13
2.3 Déchets interdits.....	13
2.4 Procédure d'information préalable .....	13
2.5 Procédure d'admission des déchets.....	13
<b>3. Installations actuellement présentes sur le site .....</b>	<b>15</b>
3.1 Installation de stockage de déchets non dangereux.....	15
3.1.1 Classement .....	15
3.1.2 Description de l'installation .....	15
3.2 Zones techniques de traitement et de valorisation des effluents gazeux et liquides .....	16
3.2.1 Gestion et traitement des lixiviats .....	17
3.2.2 Gestion et traitement du biogaz .....	20
3.3 Plateforme de compostage de déchets verts.....	22
3.3.1 Classement .....	22
3.3.2 Description de l'installation .....	22
3.3.3 Collecte et récupération des eaux de la plateforme .....	24
3.4 Casier de stockage d'amiante lié .....	26
3.4.1 Classement .....	27
3.4.2 Description de l'installation .....	27
3.5 Zone de stockage provisoire de déchets inertes .....	28
<b>4. Projet d'aménagement envisagé .....</b>	<b>29</b>
4.1 Installation de stockage de déchets non dangereux – aménagement du casier 2 en mode bioréacteur et augmentation de la capacité de stockage.....	29
4.1.1 Aménagement de l'installation .....	29
4.1.2 Gestion des effluents sur l'ISDND.....	44
4.1.3 Infrastructures .....	53
4.1.4 Aménagements naturels et paysagers .....	54
4.1.5 Exploitation de l'ISDND .....	55
4.2 Plateforme de valorisation et casier de stockage de déchets inertes .....	61
4.2.1 Admission des déchets inertes .....	62
4.2.2 Description des campagnes de broyage-valorisation .....	62
4.2.3 Création d'une plateforme de déchets inertes.....	63
4.2.4 Aménagement et exploitation de l'ISDI.....	64
4.2.5 Réaménagement .....	65

<b>4.3</b>	<b>Création d'un nouveau casier d'amiante lié.....</b>	<b>66</b>
4.3.1	Description de l'installation .....	66
4.3.2	Modalités et période d'exploitation des casiers mono-déchets amiantés .....	69

## ANNEXES

Annexe 1.	Rapport d'activité de la station de traitement des lixiviats .....	70
Annexe 2.	Conformité de l'ISDI avec l'arrêté du 12/12/2014 .....	74
Annexe 3.	Conformité de l'ISDI avec l'arrêté 26/11/2012 .....	85
Annexe 4.	Conformité de l'ISDND avec l'arrêté du 15/02/2016 .....	98

## FIGURES

Figure 1 :	Localisation des installations actuelles sur le site (source : TRINOVAL) .....	10
Figure 2 :	Localisation des installations futures .....	12
Figure 3 :	Photographie de l'installation de stockage de déchets non dangereux .....	15
Figure 4 :	Schéma d'un casier d'enfouissement (source : TRINOVAL) .....	16
Figure 5 :	Localisation des installations de la zone technique (source : TRINOVAL) .....	17
Figure 6 :	Schéma de principe de l'installation de lixiviation .....	18
Figure 7 :	Photo de l'installation existante OVIVE pour le traitement biologique des lixiviats .....	19
Figure 8 :	Photographie de l'évaporateur (source : TRINOVAL) .....	20
Figure 9 :	Photographie de la torchère (source : TRINOVAL) .....	21
Figure 10 :	Schéma de principe d'utilisation du biogaz (source : TRINOVAL) .....	21
Figure 11 :	Localisation de la plateforme de compostage .....	22
Figure 12 :	Schéma de principe de la plateforme de compostage .....	23
Figure 13 :	Plateforme de compostage (Source : BURGEAP le 19/05/2014) .....	24
Figure 14 :	Description des travaux réalisés pour la réduction des apports à la station de traitement des lixiviats .....	25
Figure 15 :	Gestion des eaux de la plateforme de compost .....	26
Figure 16 :	Localisation du casier d'amiante lié .....	26
Figure 17 :	Installation existante de stockage d'amiante lié .....	27
Figure 18 :	Localisation de la zone de stockage provisoire de déchets inertes .....	28
Figure 19 :	Stockage provisoire de déchets inertes .....	28
Figure 20 :	Modification du casier 2 .....	31
Figure 21 :	Géographie du casier .....	33
Figure 22 :	Plan des terrassements .....	35
Figure 23 :	Fiche technique géosynthétique fond de casier .....	37
Figure 24 :	Fiche technique géosynthétique .....	38
Figure 25 :	Coupes des aménagements des barrières passives et actives pour les talus Nord-Ouest et talus Sud-Est .....	38
Figure 26 :	Coupes des aménagements des barrières passives et actives pour le talus Sud-Ouest .....	39
Figure 27 :	Stockage des produits .....	41
Figure 28 :	Aménagement inter-alvéole .....	43
Figure 29 :	Schéma de principe de mise en œuvre des soudures .....	44
Figure 30 :	Mise en œuvre massif filtrant .....	45
Figure 31 :	Relevage des lixiviats .....	46

Figure 32 : Schéma de principe de migration des lixiviats dans les casiers .....	47
Figure 33 : Schéma des réseaux de captage lixiviats, biogaz et réinjection des lixiviats.....	51
Figure 34 : Schéma du système de réinjection des lixiviats .....	51
Figure 35 : Schéma du réseau de biogaz actuel .....	52
Figure 36 : Schéma représentant la structure des fossés drainants.....	53
Figure 37 : Schéma représentant le sens d'exploitation des casiers .....	56
Figure 38 : Création d'une plateforme de déchets inertes .....	64
Figure 39 : Terrassement de l'ISDI.....	65
Figure 40 : Réhabilitation de la zone .....	66
Figure 41 : Plan du futur Casier de déchets amiantés .....	67
Figure 42 : Coupe type du casier.....	67
Figure 43 : Conditionnement des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (Source : INRS).....	69
Annexe 1. Rapport d'activité de la station de traitement des lixiviats .....	70
Annexe 2. Conformité de l'ISDI avec l'arrêté du 12/12/2014 .....	74
Annexe 3. Conformité de l'ISDI avec l'arrêté 26/11/2012.....	85
Annexe 4. Conformité de l'ISDND avec l'arrêté du 15/02/2016.....	98

## TABLEAUX

Tableau 1 : Objectifs pour le traitement biologique des lixiviats .....	19
Tableau 2 : Caractéristiques initiales des casiers 1 et 2 d'après le DDAE de 2000 .....	32
Tableau 3 : Caractéristiques du casier 2 .....	32
Tableau 4 : Estimation des volumes de déblais (source : TRINOVAL) .....	34
Tableau 5 : Définition de la barrière passive .....	36
Tableau 6 : Paramètres suivis afin de décider de la réinjection directe ou du traitement des lixiviats .....	49
Tableau 7 : Contrôle de l'installation.....	59

## Avant-propos

Le centre d'enfouissement est situé sur les communes de Thieulloy l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg. Le syndicat « SIRTOM des 4 cantons » est autorisé à exploiter ce centre d'enfouissement depuis le 28 juin 1982. L'exploitation des 2 premiers casiers s'est déroulée entre 1983 et 2002.

En 2001, le syndicat acquiert de nouveaux terrains et dépose une demande d'autorisation d'exploiter afin de lui permettre de poursuivre son activité lorsque les 2 premiers casiers seront comblés. Le syndicat est alors autorisé par l'arrêté du 11 juin 2001 à ouvrir 2 nouveaux casiers de 540 000 tonnes en tout et d'exploiter pendant 25 ans.

Parallèlement le « SIRTOM des 4 cantons » devient le « SIRTOM des 7 cantons », son territoire de collecte et de traitement s'agrandit.

Les compétences collecte et traitement sont ensuite séparées et le « SIRTOM des 7 cantons » est divisé en 2 entités : le « SMITOP » (Syndicat Mixte Interdépartemental de Traitement des déchets de l'Ouest Picard) pour le traitement et le « SIROM des 7 cantons » (Syndicat Intercommunal de Ramassage des Ordures Ménagères) pour la collecte.

Le « SIROM des 7 cantons » est composé des communes des cantons de CONTY, HALLENCOURT, HORNOY-LE-BOURG, MOLLIENS DREUIL (sauf Bovelles, Clairly-Saulchoix, Creuse, Guignemicourt, Pissy, Revelles et Quesnoy-sur-Airaines), OISEMENT, PICQUIGNY, POIX-DE-PICARDIE, et des communes de ARGOEUVES et SAINT-SAUVEUR.

Le « SMITOP » est constitué du SIROM des 7 cantons et de la Communauté de Communes de la Picardie Verte.

En 2009, le « SMITOP » est dissous. Le SIROM des 7 cantons devient alors le « SMIRTOM PICARDIE OUEST » (Syndicat Mixte Interdépartemental de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères Picardie Ouest) et reprend également la compétence traitement.

Les communautés de communes du Sud-Ouest Amiénois, du canton de Conty, de l'Ouest Amiénois, du canton de Gamaches, du val de Nièvre, de la région d'Hallencourt, de la région de Oisemont, ainsi que les communes d'Argoeuves, Saint-Sauveur, et Bettencourt Rivière, adhèrent au syndicat pour les compétences collecte et traitement.

La communauté de communes de la Picardie Verte adhère au syndicat pour la compétence traitement uniquement.

Enfin, en vue de simplifier et de donner une image plus dynamique du syndicat, il est décidé en 2013 de renommer le SMIRTOM PICARDIE OUEST tout en conservant l'identité juridique. Le nom de **TRINOVAL** est retenu avec pour signification **TRIER, INNOVER, VALORISER**.

Pendant ces années, le site a évolué en s'adaptant naturellement aux nouvelles réglementations faisant du lieu un site plus sûr et réduisant ainsi l'impact environnemental lié à ses activités.

Dans un contexte réglementaire en perpétuelle évolution où la protection de l'environnement et de la santé publique est évidemment très forte, et où la concurrence est relativement importante, TRINOVAL doit évoluer, élargir ses compétences afin d'améliorer la qualité du service et de maintenir la satisfaction des usagers tout en maîtrisant les coûts.

L'évolution des activités projetées par TRINOVAL sur son site de Thieulloy-l'Abbaye permet d'en réduire l'impact environnemental en proposant de nouveaux services et en améliorant ceux existants.

L'aménagement d'une plateforme de valorisation des **déchets inertes** tels que les gravats, terres et cailloux provenant des usagers et des artisans permettra, une fois ces déchets triés, de revendre la partie valorisable et participer à la préservation de ressource en matériaux minéraux.

Afin de pérenniser l'activité du syndicat dans le secteur géographique, le TRINOVAL prévoit également l'augmentation du **tonnage** et la prolongation de la **durée d'autorisation** d'exploiter. En effet, pour

pérenniser l'activité et améliorer la qualité de service, il est indispensable de poursuivre l'exploitation du site actuel.

Dans le contexte économique actuel, les collectivités cherchent à optimiser les coûts de chaque service aux usagers. Les coûts de collecte et de traitement des déchets tendent à augmenter et les collectivités cherchent logiquement à maîtriser cette augmentation. Pour cela un des leviers pour maîtriser le budget est le passage de marchés publics pour obtenir le meilleur rapport qualité/prix.

TRINOVAL souhaite être en mesure de répondre à ces marchés et/ou faire adhérer de nouvelles collectivités, et pour cela il lui est nécessaire d'être en capacité d'accepter des tonnages supplémentaires. TRINOVAL souhaite donc étendre son volume d'activité de stockage de déchets non dangereux à 45 000 tonnes par an et 10 000 tonnes par an pour le stockage de déchets inertes.

En effet, TRINOVAL se doit de trouver des relais de croissance pertinents afin de se développer structurellement mais surtout géographiquement et ainsi concourir à une plus grande maîtrise des coûts supportés par les usagers.

Aujourd'hui, nous constatons que nous n'avons pas encore atteint une taille critique qui nous permettrait d'assurer notre pérennité tout en garantissant un mix « fonctionnement/redevance » supportable par nos concitoyens. Et cette taille critique, ne peut être atteinte que par l'arrivée de nouveaux adhérents.

C'est ainsi que dans le cadre de la réforme territoriale, nous sommes déjà en discussion avec différents Syndicats et/ou Communautés de Communes (Communauté de Communes du Haut Clocher, Amiens-Métropole, SMIRTOM Plateau Picard-nord, etc.), mitoyens de notre territoire pour développer une plus grande efficacité et synergie dans nos métiers.

L'augmentation du tonnage permettra également de faire face à d'éventuelles fluctuations du marché ou d'aléas qui surviendraient sur les déchèteries, les recycleries, le centre de tri et les refus de déchets inertes, gérés par le TRINOVAL et ses partenaires en amont du stockage.

De plus, actuellement, la fin de l'autorisation d'exploiter est prévue dans l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001 dans 12 ans soit en 2026.

L'exploitation en du stockage en mode **bioréacteur** permet d'optimiser le volume du casier tout en réduisant les contraintes de gestion des eaux pluviales et du biogaz, et ainsi réduire les effets sur l'environnement.

Ce dossier comprend :

- Partie 1 : Pièces administratives ;
- **Partie 2 : Notice descriptive des installations ;**
- Partie 3 : Etude d'Impact et son résumé non technique ;
- Partie 4 : Volet sanitaire ;
- Partie 5 : Etude de Dangers et son résumé non technique ;
- Partie 6 : Notice Hygiène et Sécurité ;
- Partie 7 : Plans incluant les plans réglementaires ;
- Partie 8 : Annexes techniques.

## 1. Présentation générale du projet

### 1.1 Données générales

Le SMIRTOM Picardie Ouest, aujourd'hui TRINOVAL, exploite depuis 1982 un site de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy le Bourg (80).

Les activités actuellement présentes sur le site sont les suivantes :

- un stockage d'amiante lié ;
- une plateforme de tri et de valorisation des déchets verts ;
- un stockage de déchets non dangereux équipé d'un système de traitement des lixiviats et de valorisation in situ du biogaz.

Ces activités relèvent de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Actuellement, le site est autorisé à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001 complété le 10 décembre 2013.

Afin d'optimiser et de pérenniser l'exploitation, TRINOVAL souhaite faire évoluer son site de Thieulloy l'Abbaye. Dans ce cadre, une demande d'autorisation a été soumise à la Préfecture en décembre 2014 pour la gestion de l'installation de stockage de déchets non dangereux en mode **bioréacteur**.

TRINOVAL souhaite également développer les installations suivantes :

- l'augmentation du tonnage de l'installation de **stockage de déchets non dangereux** ;
- une plateforme de valorisation des **déchets inertes** (plateforme de valorisation et casier de stockage)
- un nouveau casier amiante ;
- l'évolution des modalités d'exploitation de l'ISDND vers une **exploitation en mode bioréacteur**. Dans ce cadre, une demande d'autorisation a déjà été soumise à la Préfecture en décembre 2014 et complétée en juin 2015 pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux en mode **bioréacteur**. Les éléments de cette demande sont intégrés dans le présent DDAE.

L'aménagement d'une plateforme de valorisation des **déchets inertes** tels que les gravats, terres et cailloux provenant des usagers et des artisans permettra, une fois ces déchets triés, de revendre la partie valorisable et participer à la préservation de ressource en matériaux minéraux.

Afin de pérenniser l'activité du syndicat dans le secteur géographique, TRINOVAL prévoit également l'augmentation du **tonnage** et la prolongation de la **durée d'autorisation** d'exploiter de son site. En effet, pour améliorer la qualité de service, il est indispensable de poursuivre l'exploitation du site actuel.

### 1.2 Implantation et localisation du projet

Le site d'exploitation de TRINOVAL est implanté sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg dans le département de la Somme (80).

Il est situé en zone rurale, à environ 2,5 km d'Hornoy-le-Bourg, à 1,7 km au nord de Thieulloy-l'Abbaye et à une trentaine de kilomètres à l'Ouest d'Amiens (cf. **Dossier 7 – Plans**).

Le site TRINOVAL est actuellement localisé sur les parcelles cadastrales n°3a à 3i, 3z, 4a, 4z et 17 (en partie) de la section YX de la commune d'Hornoy Le Bourg et n°39 et 56 (en partie) de la section ZH de la commune de Thieulloy-l'Abbaye. Le nouveau projet d'aménagement sera implanté sur les mêmes parcelles.



### 1.3 Configuration et installations actuelles du site

Les activités actuelles du site de TRINOVAL occupent une surface d'environ 24 ha.

Ces dernières sont listées ci-après et celles faisant l'objet d'une modification dans le cadre du projet sont indiquées en gras.

- une installation de stockage de déchets non dangereux comprenant :
  - un casier en fonctionnement (casier 1b),
  - un casier fermé (casier 1a),
  - un centre de stockage fermé depuis 1998,
  - un casier 2 en projet (exploitation en mode bioréacteur),
  - une zone technique avec une station de traitement des lixiviats,
  - 3 bassins de stockage lixiviats et eaux de ruissellement de la plateforme déchets verts (B1, B2, B3),
  - une torchère,
  - une chaudière biogaz et un évaporateur,
  - une station de traitement des lixiviats ;
- une plate-forme de compostage de déchets verts ;
- une zone de stockage d'amiante lié ;
- des bassins de collecte (CET1 et CET2, CET fond) et d'infiltration des eaux pluviales (bassin d'infiltration CET fond) ;
- une plateforme déchets inertes (valorisation et ISDI).

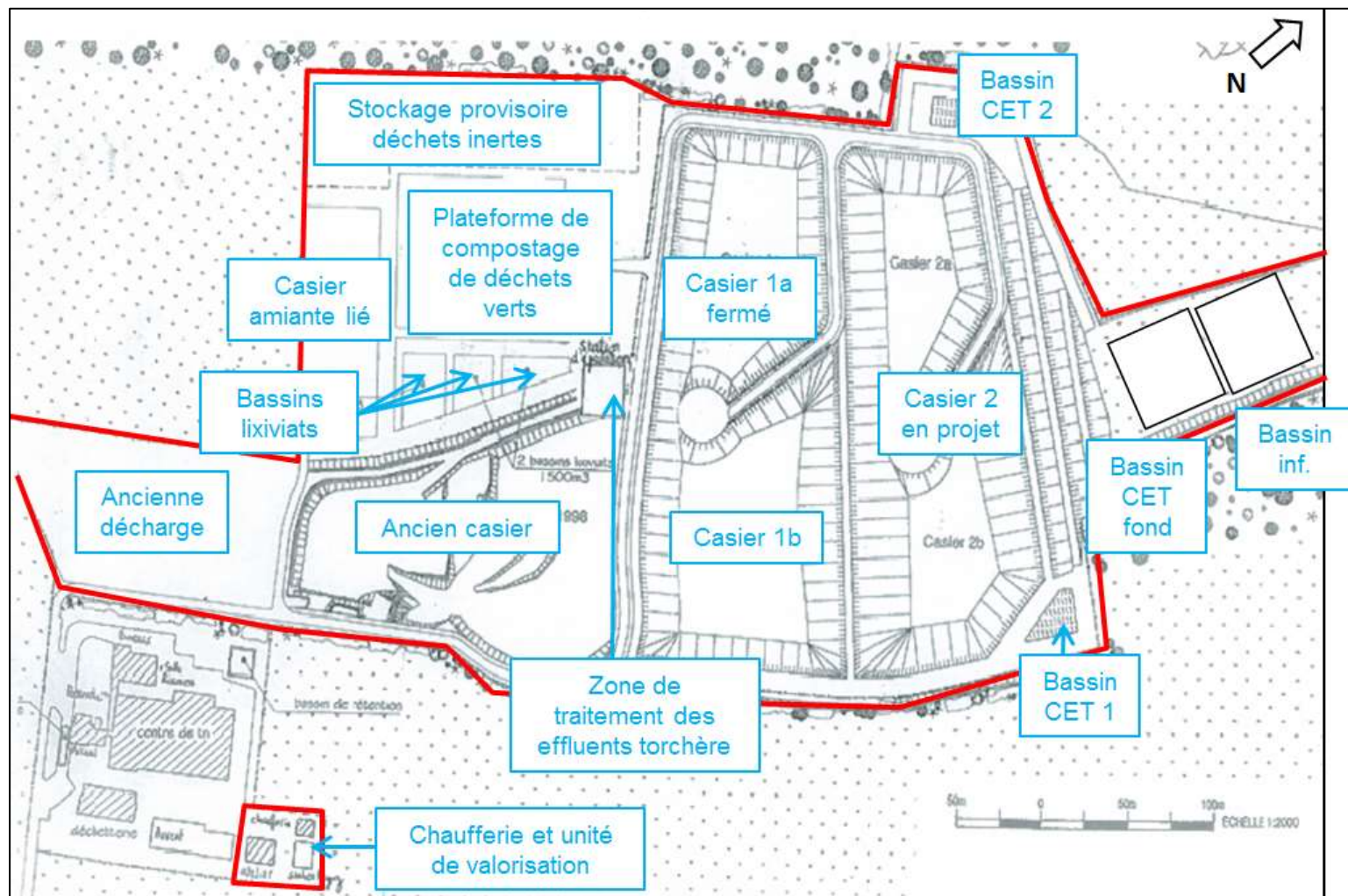
Le site comprend également :

- des bassins de récupération des eaux pluviales ;
- des bassins infiltration des eaux pluviales ;
- une chaufferie.

L'implantation globale des installations actuelles est illustrée sur la figure suivante. **Un plan plus détaillé des installations est présenté dans le Dossier n°7 – Plans.**

Les **secteurs concernés par la création d'activité** sont situés en limite nord du site existant. A ce jour, ils sont constitués d'une zone enherbée en friche.

Le détail des installations actuellement présentes sur le site est présenté au **§ 2 du présent document**.



**Figure 1 : Localisation des installations actuelles sur le site (source : TRINOVAL)**

## 1.4 Accès

Le site étant implanté au sud-ouest du département de la Somme, les déchets réceptionnés sur le site proviennent majoritairement des communes situées au sud-ouest de la Somme et des communes limitrophes de l'Oise.

L'accès au site s'effectue sur son côté est, par la route départementale 901 puis via le chemin communal n°3.

Les modalités d'accès resteront inchangées lors de la création des extensions du site.

## 1.5 Installations projetées – plans de référence

Les installations qui seront adaptées et créées seront réalisées sur des parcelles appartenant à TRINOVAL et jouxtant les activités actuelles du site, au sein de la même emprise ICPE actuellement autorisée. Il n'y a pas de modification de la surface totale du site.

TRINOVAL souhaite développer les installations suivantes :

- l'augmentation du tonnage de l'installation de **stockage de déchets non dangereux** ;
- une plateforme de valorisation des **déchets inertes** (plateforme de valorisation et casier de stockage)
- un nouveau casier amiante ;
- l'évolution des modalités d'exploitation de l'ISDN vers une **exploitation en mode bioréacteur**. Dans ce cadre, une demande d'autorisation a déjà été soumise à la Préfecture en décembre 2014 et complétée en juin 2015 pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux en mode **bioréacteur**. Les éléments de cette demande sont intégrés dans le présent DDAE.

Les installations projetées et les différents plans et coupes de référence sont répertoriés sur les plans figurant dans le **Dossier n°7 - Plans**.

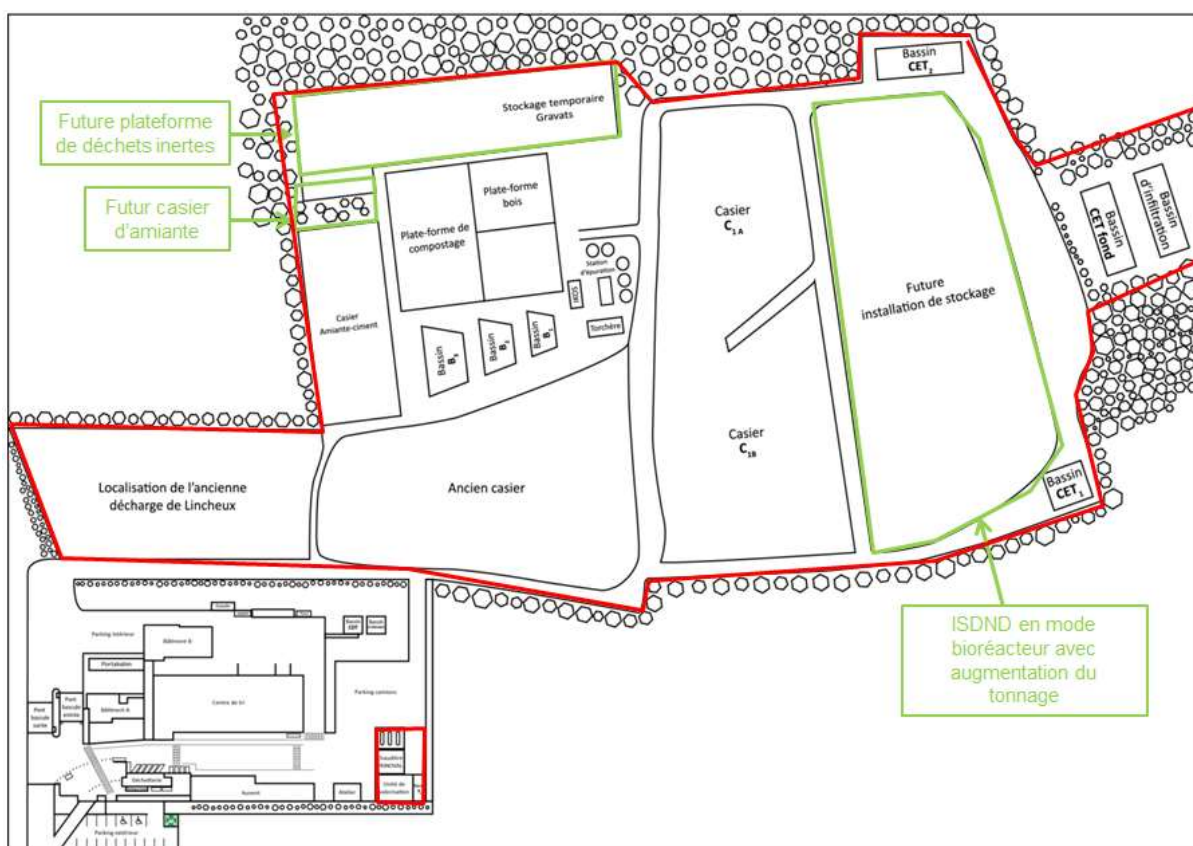


Figure 2 : Localisation des installations futures

Le détail technique des installations projetées sur le site est présenté au **§ 3 du présent document**.

## 2. Conditions de gestion des déchets

### 2.1 Gisement pris en compte

Le gisement pris en compte est détaillé dans le **Dossier n°1** du présent Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter. Les nouvelles activités concerneront les déchets inertes (10 000 t/an pour la valorisation, dont 8 000 t/an pour le stockage).

### 2.2 Déchets admis

**Déchets admis dans les installations actuelles** : voir § 1.1. à 1.5. de la **Pièce VIII** du **Dossier n°1**.

**Déchets admis dans les futures installations** : voir § 2.2. à 2.5. de la **Pièce VIII** du **Dossier n°1**.

### 2.3 Déchets interdits

Les déchets interdits dans les **installations existantes** sont détaillés en § 1.6. de la **Pièce VIII** du **Dossier n°1**.

Les déchets interdits dans les **futures installations** sont détaillés en § 2.6. de la **Pièce VIII** du **Dossier n°1**.

### 2.4 Procédure d'information préalable

**TRINOVAL continuera d'appliquer les procédures d'information déjà en place et décrites ci-après.**

Avant d'admettre un déchet sur site, l'exploitant demande au producteur du déchet une information préalable qui précise :

- la provenance ;
- les opérations de traitement préalables éventuelles ;
- les modalités de collecte et de livraison ;
- toute information pertinente pour caractériser le déchet.

L'exploitant peut solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser son admission selon son souhait.

Chaque information préalable (avec acceptation ou refus) est conservée sur le site pendant toute la durée de l'exploitation et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

La validité d'une information préalable est fixée à 1 an, son renouvellement se fait soit :

- à la suite du constat lors d'une livraison que les caractéristiques physico-chimiques du déchet sont restées constantes ;
- à la suite d'une nouvelle demande d'information préalable motivée par une variation significative d'une des caractéristiques du déchet.

### 2.5 Procédure d'admission des déchets

**TRINOVAL continuera d'appliquer les procédures d'acceptation déjà en place.**

Toute réception de déchet est conditionnée par l'existence d'une information préalable en cours de validité, d'un contrôle visuel et olfactif du chargement et d'un contrôle de la non radioactivité du chargement. En cas de non-conformité, le chargement doit être refusé.

L'exploitant tient en permanence à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées un registre d'admission où il consigne :

- le tonnage et la nature du déchet ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ;
- la date et l'heure de réception ;
- l'identité du collecteur et le n° d'immatriculation du véhicule de collecte ;
- le résultat des contrôles d'admission ;
- les précisions concernant les raisons d'un refus éventuel.



### 3. Installations actuellement présentes sur le site

#### 3.1 Installation de stockage de déchets non dangereux

La conformité à l'arrêté ministériel du 15 février 2016, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND), notamment le Titre V – chapitre 1, est présentée en **Annexe 4**.

##### 3.1.1 Classement

Cette activité est classée sous la rubrique 2760-2 pour le stockage de déchets non dangereux.

Le volume maximal autorisé par an est de 30 000 t (AP du 11 juin 2001, article 18), pour une capacité totale de stockage de 600 000 m<sup>3</sup> ou 540 000 t sur les casiers 1 et 2.

La durée de vie autorisée de l'ISDND est de 25 ans (jusqu'en 2031).

##### 3.1.2 Description de l'installation

La zone d'enfouissement en exploitation est constituée de :

- 2 casiers eux-mêmes découpés en casiers. Le casier 1a est fermé, le casier 1b est en exploitation, et le casier 2 est en projet ;
- une zone technique dans laquelle est implantée la station de traitement biologique des lixiviats, trois bassins de stockage, et la torchère.

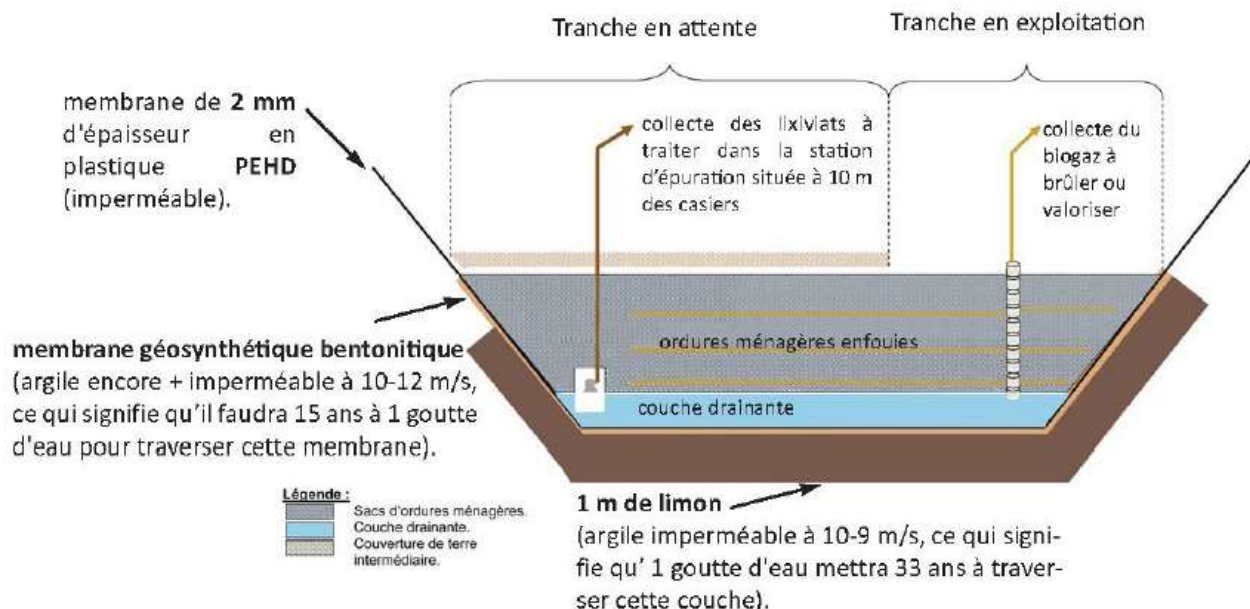


**Figure 3 : Photographie de l'installation de stockage de déchets non dangereux**

L'aménagement des casiers est réalisé au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. Les terrassements progressifs comprennent la construction de digues périphériques, et des diguettes ainsi que

l'aménagement des fonds de forme. Les aménagements de protection des eaux souterraines et de gestion des effluents produits sont réalisés conformément aux exigences réglementaires en vigueur et notamment l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Les casiers sont équipés de réseau de captage du biogaz et de puits de pompage de lixiviats.



**Figure 4 : Schéma d'un casier d'enfouissement (source : TRINOVAL)**

A l'issue de l'exploitation des différentes alvéoles, une couverture finale est mise en place. Elle est constituée :

- d'une couche imperméable d'1m composée de 30 cm de craie, 30 cm de limons à  $10^{-9}$  m/s, 30 cm de craie et une couche de support de matériaux inertes ;
- 0,2 m de matériau granulaire drainant d'une perméabilité supérieure à  $10^{-4}$  m/s ou tout autre dispositif équivalent ;
- 0,3 m de terre végétale.

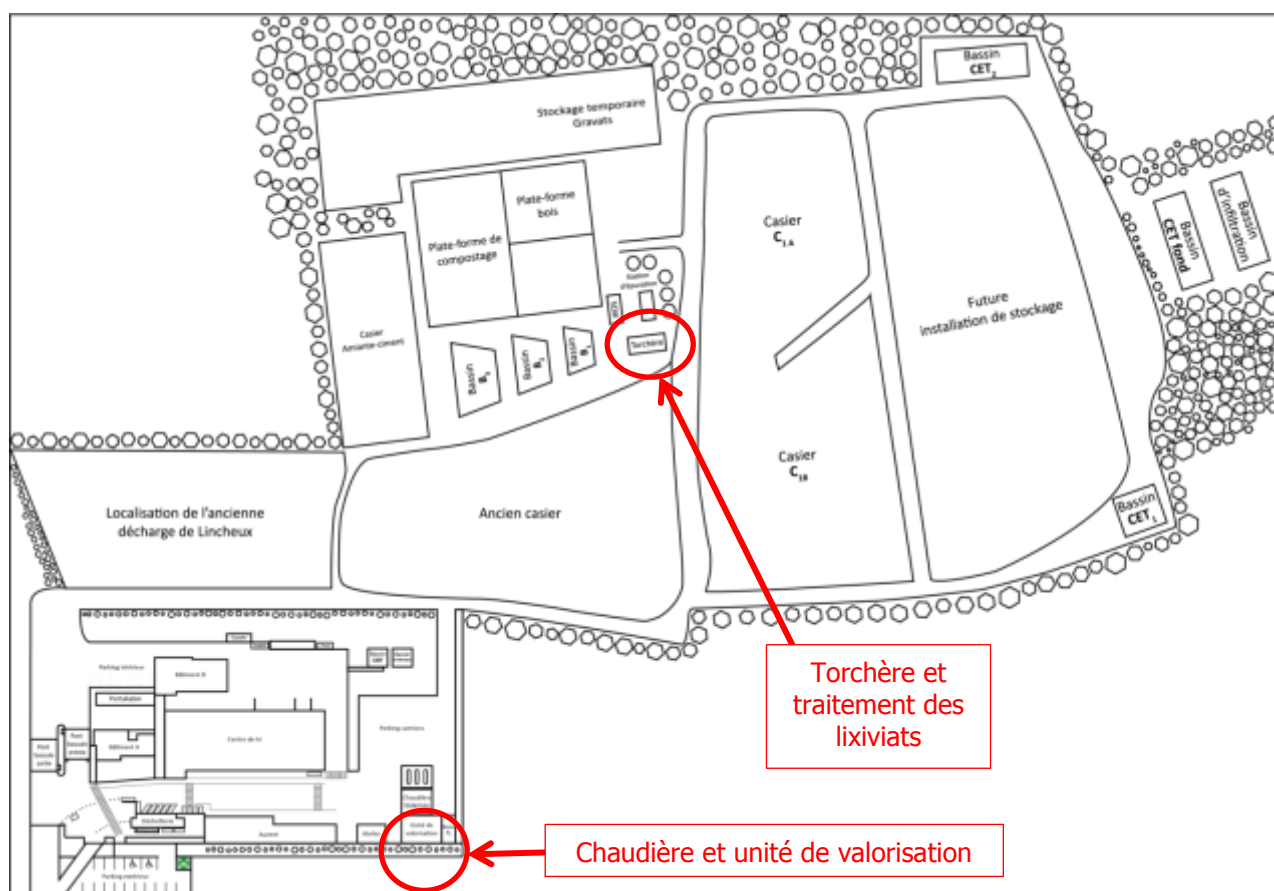
Cette couverture finale limite la production de lixiviats et favorise un meilleur captage du biogaz réduisant ainsi les impacts olfactifs et permettant ainsi sa réutilisation ultérieure.

### 3.2 Zones techniques de traitement et de valorisation des effluents gazeux et liquides

La zone technique est située à l'intérieur du site à proximité de la zone d'exploitation. Elle rassemble les équipements de traitement du biogaz et des lixiviats.

Elle a pour objectif de gérer par traitement et valorisation les effluents liquides et gazeux du site de stockage.





**Figure 5 : Localisation des installations de la zone technique (source : TRINOVAL)**

### 3.2.1 Gestion et traitement des lixiviats

Les jus issus des déchets et les eaux pluviales ruisselant dans le casier en exploitation sont des lixiviats. Ils sont captés et collectés au sein des casiers par des puits de pompage et recueillis dans deux bassins. Chaque puits est équipé d'un débitmètre. Un autre débitmètre permet de totaliser le volume par ligne collectrice de lixiviats.

Les lixiviats pompés sont stockés dans 2 bassins étanches, B1 de 2 100 m<sup>3</sup> et B2 de 2 000 m<sup>3</sup>. L'étanchéité de ces bassins est assurée par une couche de 1 m de matériaux argileux compactés recouverts d'une géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur.

L'excédent des eaux traitées et évaporées est stocké au bassin B3 de 2 400 m<sup>3</sup>.]

Le bassin B2 capte les lixiviats provenant de la plateforme de compostage et des casiers. Les eaux sont aérées et ensuite dirigés manuellement vers le bassin B1 afin d'abaisser la DCO avant leur envoi à la STEP. Des travaux ont été réalisés en 2017 afin de réaliser le recouvrement du bassin B1 et réduire l'apport volumique par les eaux pluviales tombant au droit du bassin.

Ces travaux ont consisté en la réalisation :

- Terrassement de longrines périphériques rectilignes et parallèles aux côtés du bassin et coulage ;
- Couverture du bassin par une toile PVC armé arrivée par des cliquets inox à longrine béton coulée dans les ancrages de la géomembrane, en périphérie extérieure du bassin.

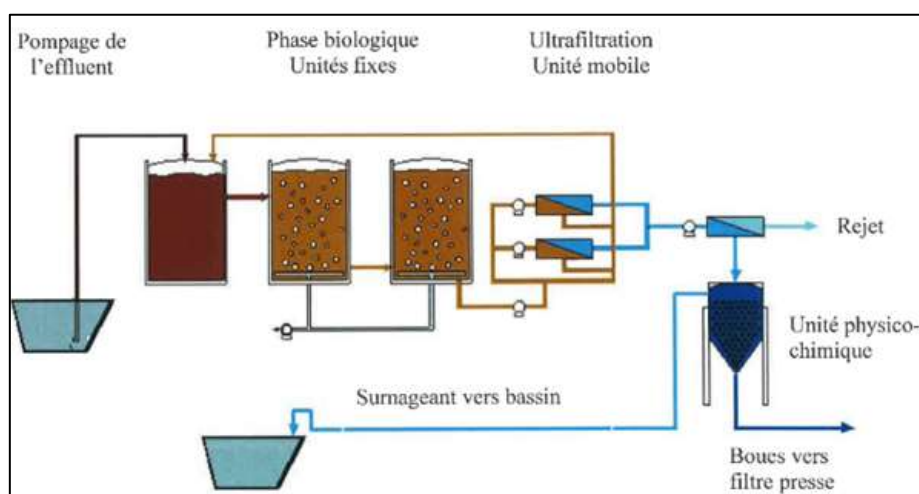
Ces travaux ont permis de réduire les apports de la station de traitement des lixiviats de 900 m<sup>3</sup> (superficie de couverture de 1 200 m<sup>2</sup> en considérant une pluviométrie de 740 mm).

La communication entre les bassins de lixiviats se fait par la mise en place manuelle de pompage entre les bassins. Les pompes et les tuyaux sont mobiles, installés au besoin et commandés manuellement.

Le traitement des lixiviats est assuré par une station de traitement biologique propre au site, exploitée par la société OVIVE. Cette installation est constituée d'un bioréacteur à membrane externe (BRM) et d'un filtrage sur charbon actif permettant ainsi un rejet conforme aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 15/02/2016.

Le principe de fonctionnement se résume en 4 points :

- Une homogénéisation en lagune :
  - Permet d'éviter les variations importantes de la qualité de l'effluent envoyés à la station de traitement ;
  - Permet d'absorber les pointes de production de l'effluent pour envoyer vers le traitement en débit continu ;
- Une unité mobile de traitement de type réacteur biologique constituant la phase biologique :
  - Permet de biodégrader les pollutions organiques de piéger partiellement certains éléments minéraux (les substances métalliques en particulier) ;
- Une unité d'ultrafiltration en sortie de biologie :
  - Permet de séparer l'eau traitée et les boues ;
- Un traitement des concentrats par unité charbon actif :
  - Permet de piéger la pollution DCO dure par adsorption.



**Figure 6 : Schéma de principe de l'installation de lixiviation**

Elle traite actuellement environ 10 000 m<sup>3</sup> de lixiviats par an.

Les quantités de lixiviats traités en STEP entre 2013 et 2017 sont les suivantes :

- 2013 : 14746 m<sup>3</sup> ;
- 2014 : 14446 m<sup>3</sup> ;
- 2015 : 10039 m<sup>3</sup> ;
- 2016 : 12236 m<sup>3</sup> ;

- 2017 : 9265 m<sup>3</sup>.



**Figure 7 : Photo de l'installation existante OVIVE pour le traitement biologique des lixiviats**

Les objectifs de traitement en sortie de l'installation sont les suivants :

**Tableau 1 : Objectifs pour le traitement biologique des lixiviats**

Paramètres	Valeurs à respecter	Outils / moyens de régulation
Aération	[O <sub>2</sub> d] > 2,5 mg/l ; idéalement supérieure à 4 mg/l pour encaisser d'éventuelles variations de charge en tête.	- Augmenter/baisser la quantité d'air dans les cuves. - Augmenter / baisser la fréquence du surpresseur, voir ajout d'un surpresseur, dans la limite de 6 à 10 Nm <sup>3</sup> /h et par plateau fines bulles (suivant modèles)
pH	entre 7 et 8	- Correction du pH par dosage de soude ou d'acide sulfurique
Température	idéale entre 27 et 33°C	- Mise en route / arrêt échangeurs (tubulaire et/ou à plaques) - Isolation des cuves - Fonctionnement de la filtration par intermittences pour refroidir
Phosphates disponibles	[PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> ] > 0,5 mgP/l [PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> ] > 1 mgP/l sur effluent coloré (DCO perméat UF>1000mgO <sub>2</sub> /l)	- Mesure bi-mensuelle sur le perméat UF. - Mise en place d'un dosage TECSEL NP si nécessaire
Charge en carbone	Cm < 0,08 kgDBO / kgMVS / j	
Charge en azote	Cm < 3-4 kgN / kgMVS / j	- Fichier capacité nitrification/dénitrification

Le rejet par infiltration des eaux traitées par une station d'épuration étant interdit, le syndicat a fait évoluer sa méthode de traitement en ajoutant un procédé complémentaire d'évaporation des eaux traitées.

La chaleur permettant cette évaporation est issue de la valorisation thermique du biogaz (voir section suivante).

L'arrêté du 10 décembre 2013 autorise ainsi TRINOVAL à exploiter une unité de d'évaporation des eaux traitées. L'exploitation de l'installation est également à la charge de la société OVIVE, prestataire d'IKOS environnement.

L'excédent des eaux traitées et évaporées est stocké au bassin B3 de 2 400 m<sup>3</sup>. Ces eaux sont utilisées en interne pour l'arrosage du compost.



**Figure 8 : Photographie de l'évaporateur (source : TRINOVAL)**

La station de traitement BRM+Evap'Ovive sont des activités soumises à la réglementation ICPE, comme installations connexes à une ISDND. L'évaporateur relève de la réglementation ICPE sous la rubrique 2921.2.

Le rapport d'activité de la station de traitement des lixiviats, disponible en **Annexe 1** du présent document, permet de valider que les éléments de traitement de la station permettent d'assurer un niveau de traitement suffisant et son efficacité.

L'efficacité théorique de l'évaporateur est de 85 %. Des purges de déconcentrations sont réalisées de manière régulière afin d'éviter l'encrassement de l'évaporateur. L'excédent du BRM est rejeté dans le bassin B3. La chaudière de l'évaporateur a une capacité de puissance maximale de 1 950 kW et ne peut donc traiter que 9 000 m<sup>3</sup>. Le surplus des lixiviats est donc dirigé vers le bassin B3, qui ne sert donc qu'à récupérer le surplus des lixiviats traités.

Ces eaux sont ensuite utilisées pour l'arrosage du compost.

La station de traitement des lixiviats BRM+Evap'Ovive est dimensionnée pour un volume compris entre 12 000 et 15 000 m<sup>3</sup>/an.

### 3.2.2 Gestion et traitement du biogaz

Le biogaz issu de la fermentation des déchets est capté grâce à un réseau de canalisations.



**Figure 9 : Photographie de la torchère (source : TRINOVAL)**

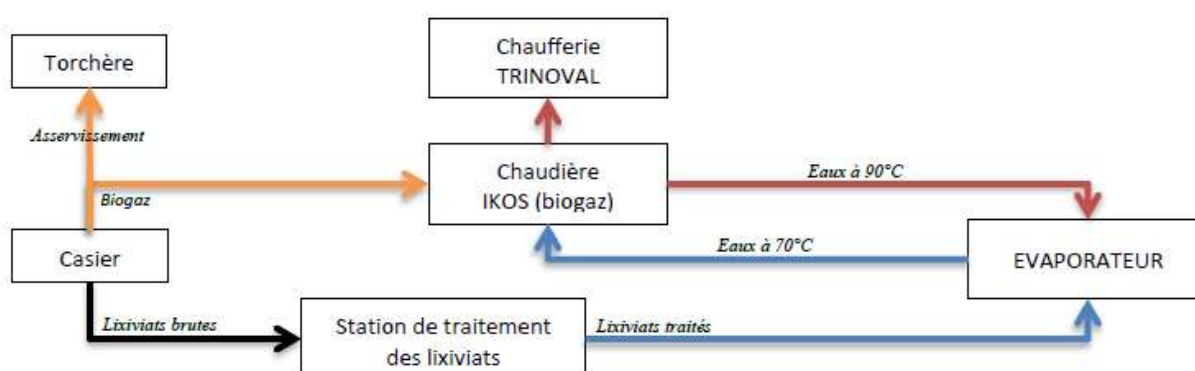
L'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013 autorise le syndicat à exploiter une chaudière fonctionnant au biogaz.

Le principe de fonctionnement de l'installation de valorisation du biogaz est le suivant :

Le biogaz capté sur le site est brûlé dans une chaudière qui réchauffe une boucle d'eau. Cette chaleur va servir ensuite à évaporer le rejet d'eau résiduelle issu du traitement biologique des lixiviats (cf. partie 3.1.3). L'eau refroidie par l'échange avec l'évaporateur, retourne à la chaudière pour recommencer le cycle.

Un débitmètre est placé sur la conduite d'alimentation en biogaz afin de comptabiliser le volume de biogaz valorisé.

Une torchère est maintenue sur le site. Un asservissement, permet en cas d'arrêt de la chaudière (arrêt programmé de maintenance ou dysfonctionnement), de continuer à traiter le biogaz.



**Figure 10 : Schéma de principe d'utilisation du biogaz (source : TRINOVAL)**

La chaudière IKOS et la chaufferie TRINOVAL sont des activités soumises à la réglementation ICPE, comme installations connexes à une ISDND. L'évaporateur relève de la réglementation ICPE sous la rubrique 2921.2.



### 3.3 Plateforme de compostage de déchets verts

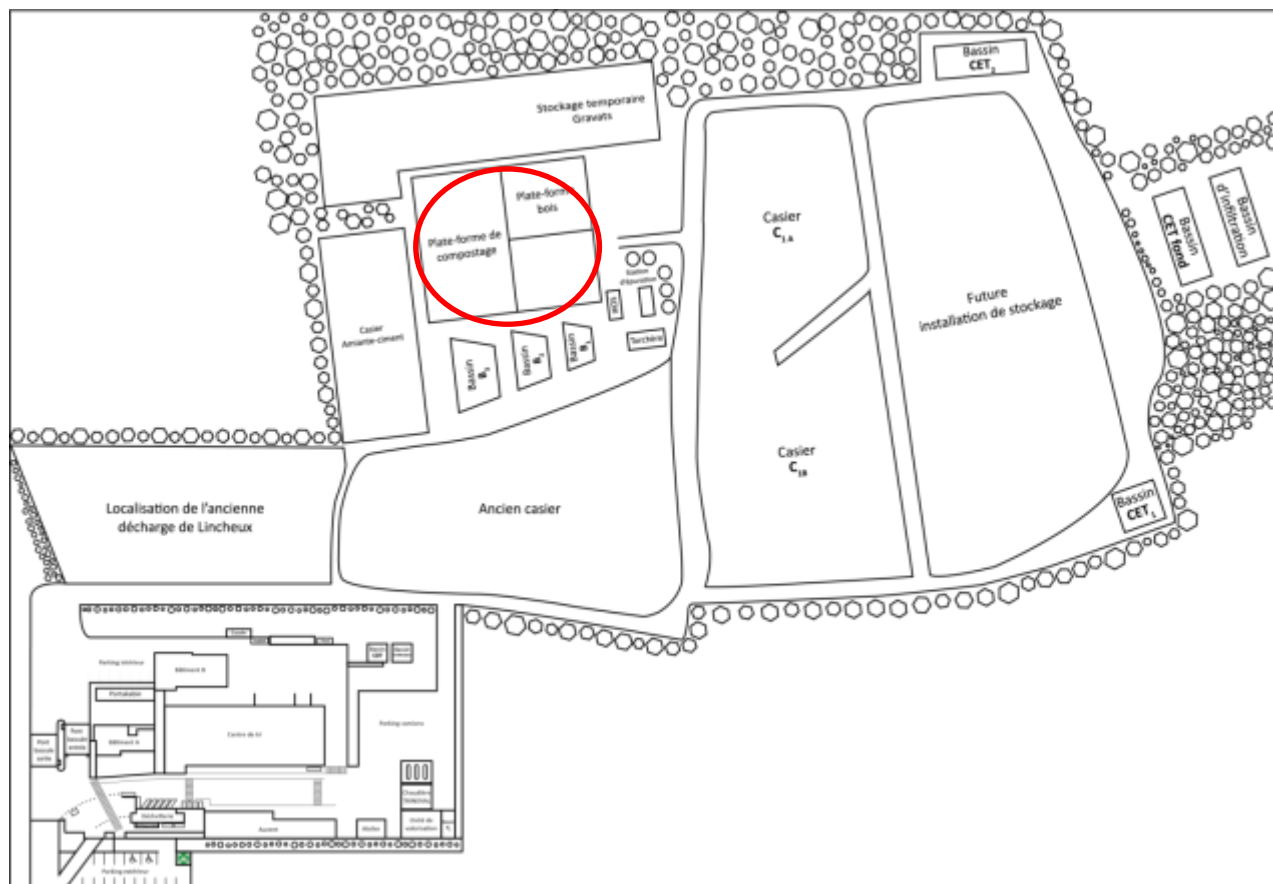


Figure 11 : Localisation de la plateforme de compostage

#### 3.3.1 Classement

Cette activité est classée sous les rubriques :

- 2714.1 pour le stockage de déchets de bois (volume autorisé 4 500 m<sup>3</sup>) ;
- 2781.1-B pour le compostage de matière végétale brute, d'effluents d'élevage et de matière stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires (volume autorisé inférieur à 30 t/j) ;
- 2515 pour le broyage de déchets de bois (puissance de 315 kW).

#### 3.3.2 Description de l'installation

La plateforme de compostage est située au nord du site, à proximité du casier amiante-ciment. La plateforme a une surface de 80 x 10 m soit 0,8 hectare. Le volume autorisé est inférieur à 30 t/j pour le compostage de matière végétale brute, d'effluents d'élevage et de matière stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001.

En 2014, 4 546,13 tonnes de déchets verts entrants ont été acceptés sur la plateforme.

Elle est constituée d'une couche de forme (100 cm) en craie (provenant des déblais des casiers) et d'une couche de finition en béton concassé, en grave ciment (10 cm minimum) ou en béton bitumineux.

Le procédé de compostage est de type « végétère », c'est-à-dire qu'après le broyage des végétaux, les végétaux sont mis en andains qui sont retournés régulièrement à l'aide d'une chargeuse. Le retournement dépend du taux d'oxygène et d'humidité.

La durée du processus de compostage est de 6 à 9 mois décomposés en 2 phases :

- fermentation active (3 mois) : correspond à une intense dégradation des matières végétales consommant de grandes quantités d'oxygène ;
- maturation (3 à 6 mois) : correspond à la recombinaison des matières dégradées pour former des substances humiques et pré-humiques. La consommation d'oxygène est plus faible.

Lorsque le compost est mature, il peut être criblé en vue de sa valorisation. L'essentiel de la valorisation s'effectue via la filière agricole.

Avant chaque commercialisation, le compost est envoyé en analyse afin de vérifier sa conformité à la norme NF U 44-051.

Le refus de criblage est valorisé en combustible pour chaudières industrielles, ou utilisé dans la confection des pistes sur le casier d'enfouissement.

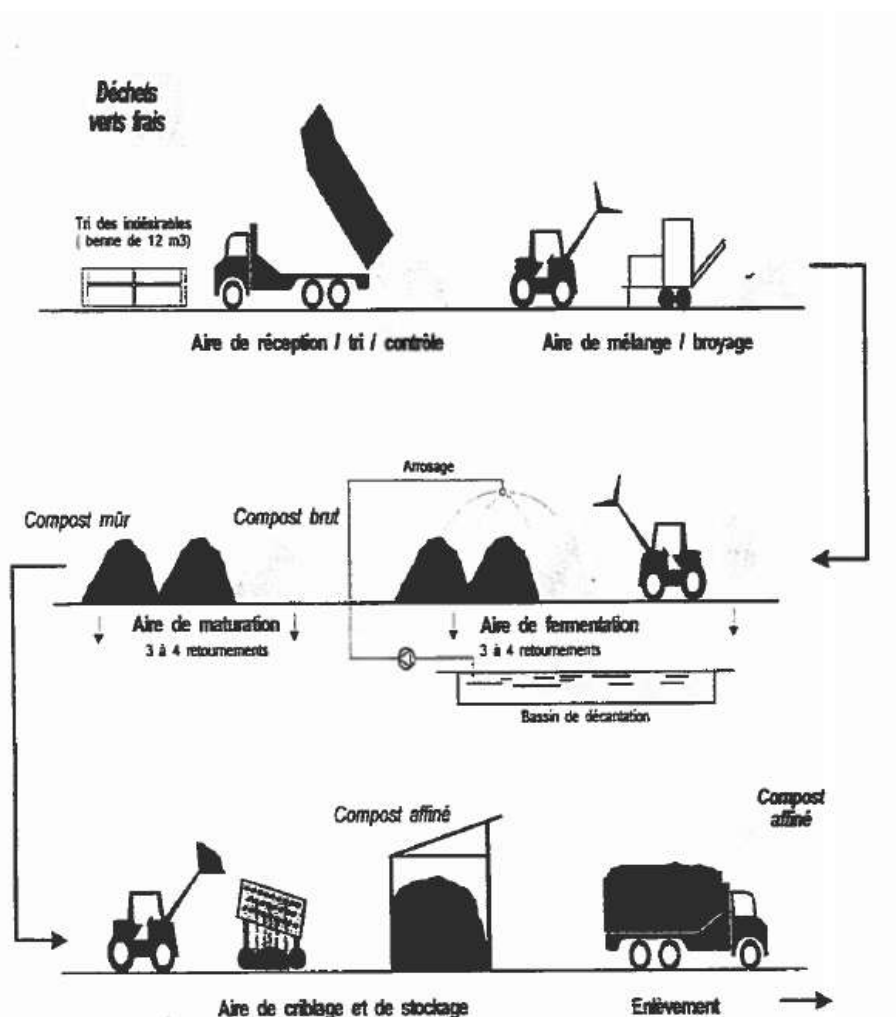


Figure 12 : Schéma de principe de la plateforme de compostage



**Figure 13 : Plateforme de compostage (Source : BURGEAP le 19/05/2014)**

### 3.3.3 Collecte et récupération des eaux de la plateforme

TRINOVAL admet annuellement sur sa plateforme de compostage un maximum de 4 600 tonnes de déchets. La plateforme recevant les déchets verts mesurant 60 x 120 m, soit 7 100 m<sup>2</sup>, est surdimensionnée.

TRINOVAL a modifié, en mai 2017, les pentes de cette plateforme en créant 2 bassins versants.

L'un correspondant la plateforme d'accueil et de compostage des déchets verts, et l'autre correspondant à une zone de circulation et parkings de véhicule. Sur cette zone, les eaux pluviales ne sont pas en contact avec les déchets. Elles correspondent à des eaux de voirie.

La superficie de cette zone est de 2 400 m<sup>2</sup>.

En considérant une pluviométrie de 740 mm, moyenne relevée sur 6 ans, environ **1 800 m<sup>3</sup>** d'eaux pluviales sont ainsi déviées des lixiviats et des apports à la station de traitement des lixiviats.

Ces eaux sont dirigées vers le réseau de collecte des eaux pluviales (CET1/CET2, puis CET fond-rétention et le bassin CET fond-infiltration).

Un synoptique de gestion des eaux est présent dans le **Dossier n°3 – Etude d'impact**.

**Le dimensionnement des bassins est présenté en Annexe 8 du Dossier n°3.**





**Figure 14 : Description des travaux réalisés pour la réduction des apports à la station de traitement des lixiviats**

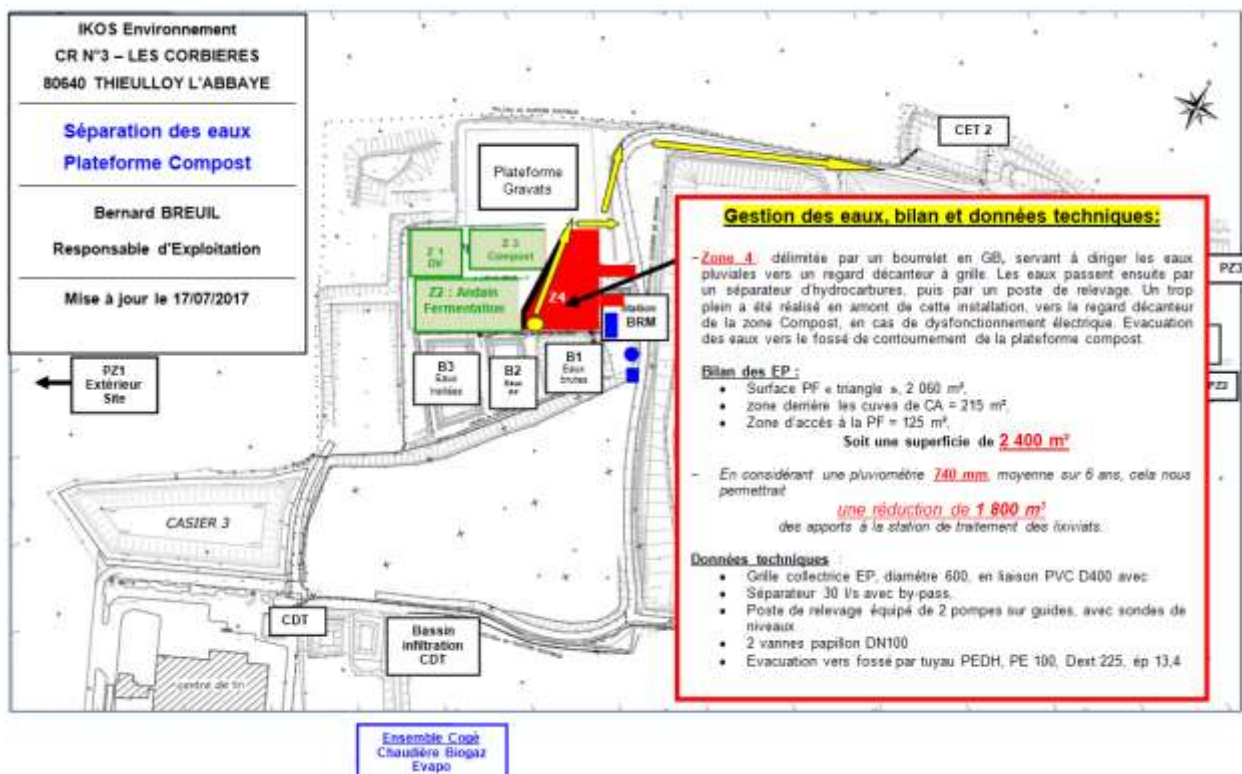


Figure 15 : Gestion des eaux de la plateforme de compost

### 3.4 Casier de stockage d'amiante lié

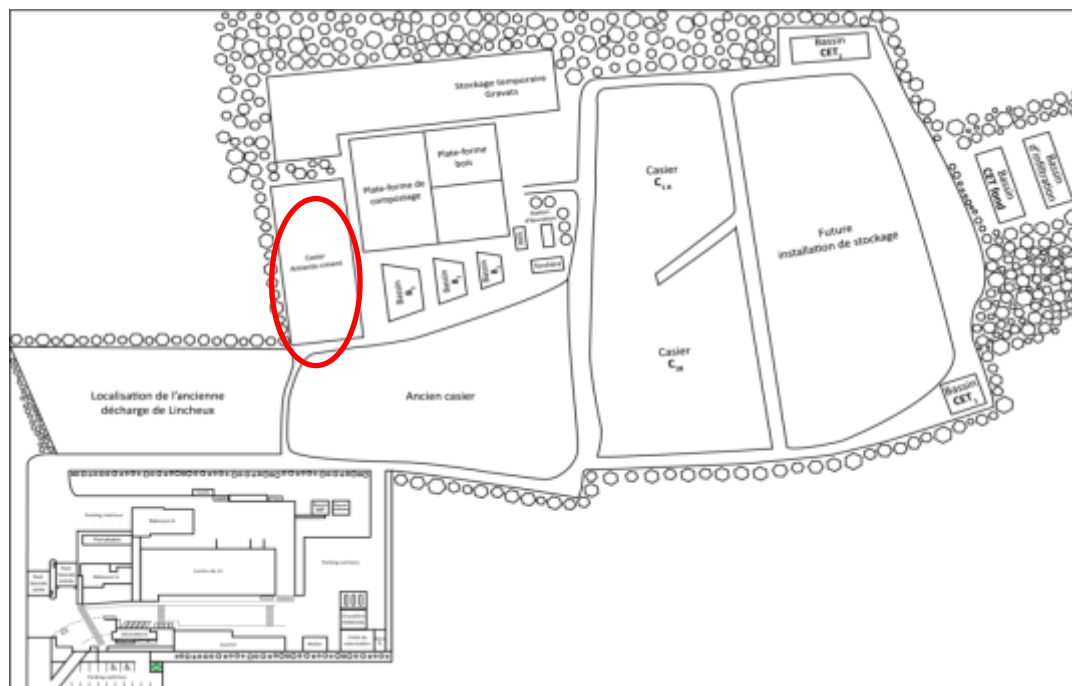


Figure 16 : Localisation du casier d'amiante lié

### 3.4.1 Classement

Cette activité est classée sous la rubrique 2760-2 pour l'installation de stockage de déchets non dangereux. Aucun volume de stockage spécifique n'est fixé par arrêté préfectoral pour les déchets amiantés.

### 3.4.2 Description de l'installation

Une procédure d'acceptation spécifique à ces déchets a été mise en place. Chaque chargement est enregistré grâce à un bordereau de suivi qui indique la provenance et le tonnage, de façon à assurer la traçabilité des déchets.

Les déchets d'amiante lié sont stockés dans un casier spécifique. Le casier amiante est complètement indépendant des casiers de déchets non dangereux.

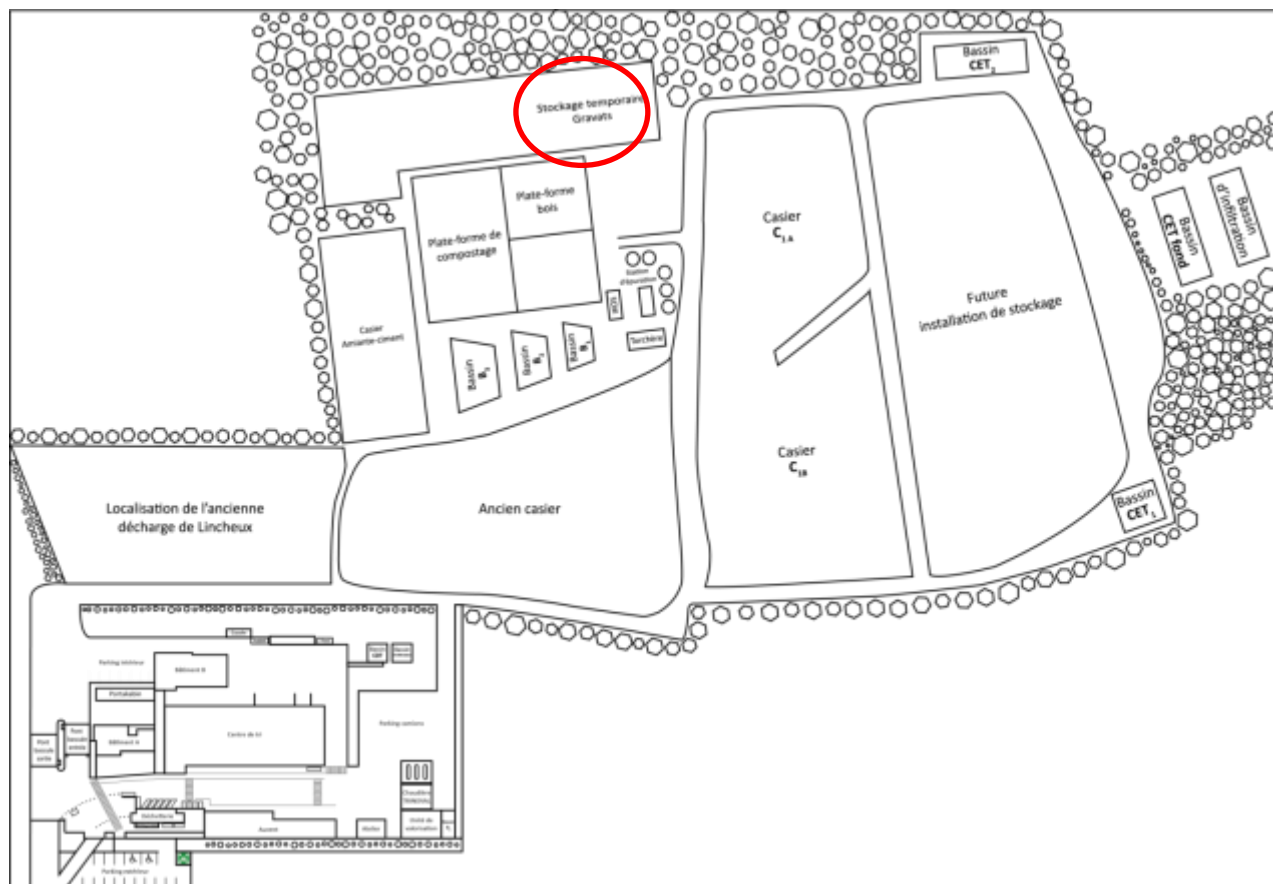


**Figure 17 : Installation existante de stockage d'amiante lié**

La réalisation de l'alvéole de stockage est faite sur une zone stabilisée. Le fond de forme de l'alvéole est en pente et drainé gravitairement vers un puits de collecte des eaux de percolation.

Le déchargement, l'entreposage et le stockage des déchets sont effectués de manière à limiter les envols de poussières.

### 3.5 Zone de stockage provisoire de déchets inertes



**Figure 18 : Localisation de la zone de stockage provisoire de déchets inertes**

Actuellement, les déchets inertes (gravats, terre) réceptionnés par TRINOVAL sont stockés provisoirement en partie ouest du site, à proximité de la plateforme de déchets verts. Ces déchets inertes sont ensuite réutilisés sur site (route, couverture...). Le volume de déchets inertes collectés est d'environ 4 kt/an (donnée 2013).



**Figure 19 : Stockage provisoire de déchets inertes**



## 4. Projet d'aménagement envisagé

### 4.1 Installation de stockage de déchets non dangereux – aménagement du casier 2 en mode bioréacteur et augmentation de la capacité de stockage

La conformité de l'installation avec l'arrêté du 15/02/2016 est présentée en **Annexe 4** du présent document.

#### 4.1.1 Aménagement de l'installation

##### 4.1.1.1 Documents de référence

Outre les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'élaboration du projet s'appuie également sur :

- les arrêtés préfectoraux régissant le site et en vigueur actuellement ;
- la circulaire du 14 mai 2012 quant au caractère substantiel ou non d'une modification notable ;
- la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- le guide de l'ADEME « Etat des connaissances techniques et recommandations de mise en œuvre pour une gestion des installations de stockage de déchets non dangereux en mode bioréacteur » de décembre 2007.

Les principales hypothèses qui ont été posées pour ce projet sont les suivantes :

- superficie de l'extension disponible pour le casier 2 (fond de casier) : 8 000 m<sup>2</sup> ;
- nombre de cellules : 10 ;
- durée d'exploitation maximale : 24<sup>1</sup> mois pour chaque cellule, donc maximum 15 ans ;
- type de déchets stockés : déchets ménagers et assimilés et déchets ultimes au sens de la loi n°76-663 issus des déchets ménagers pour une quantité annuelle de 44 000 tonnes ;
- volume total de stockage : 431 195 m<sup>3</sup> ;
- cote maximale du dôme une fois réhabilité : 154 m NGF.

Par ailleurs, s'agissant d'une extension, les aménagements et installations seront connectées à l'existant : aménagements internes (clôtures, voirie, etc.), réseaux, bassins, postes de relevage, etc.).

##### 4.1.1.2 Définition de la zone de stockage

Le projet de la zone de stockage est situé au droit du casier 2, au nord-est de l'actuel casier 1b en exploitation.

<sup>1</sup> Délais modifié par autorisation dans un courrier du 11 octobre 2018 qui juge cette modification comme non substantielle.

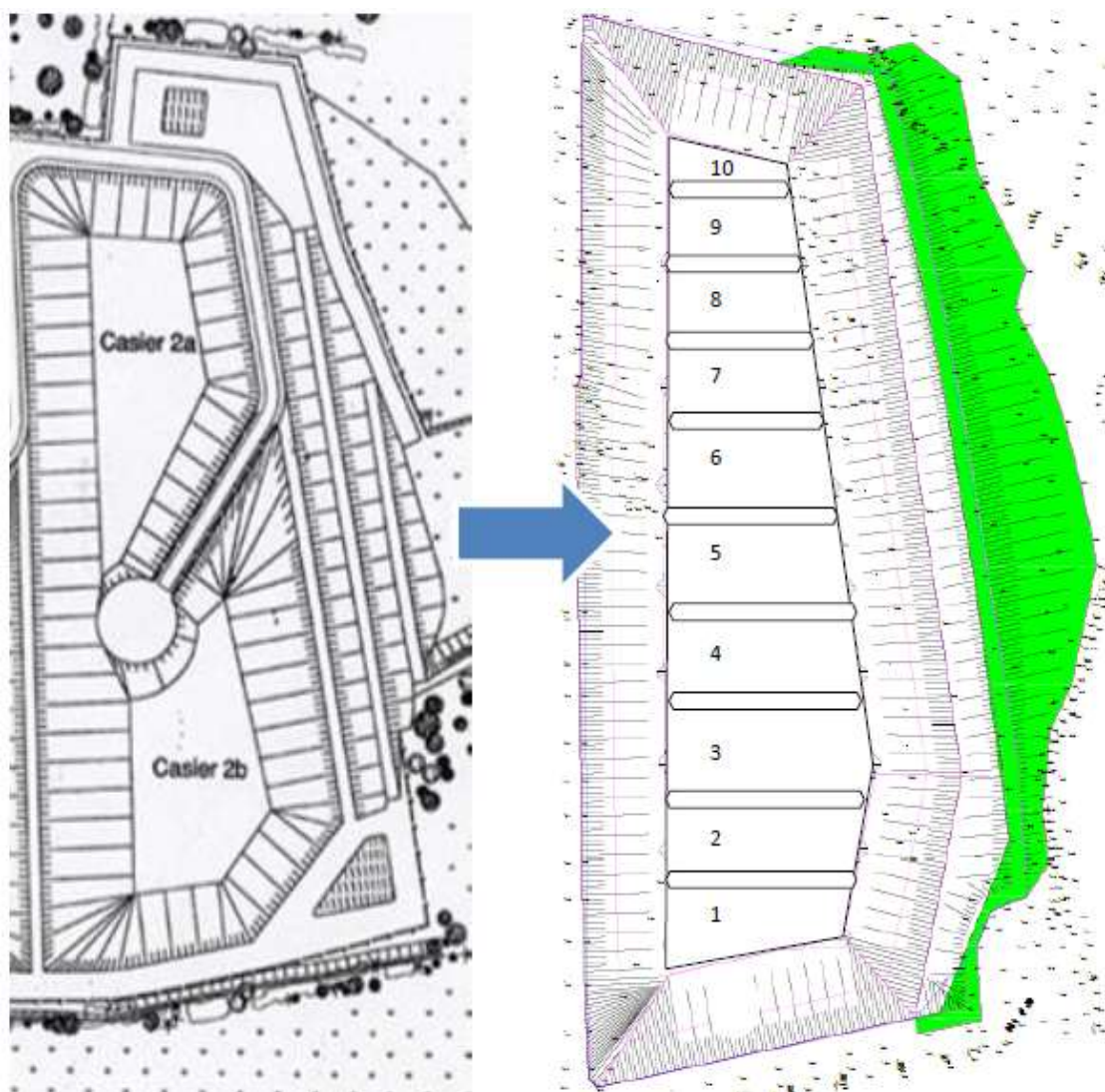
#### 4.1.1.3 Géométrie du casier et des alvéoles

Remarque : La particularité du dossier réside dans le fait que l'extension est située sur la même surface précédemment autorisée. Du fait de la reconfiguration, la capacité de stockage est augmentée. L'ex-casier C2 a été divisée en 10 casiers dénommé Bloc 1 à bloc 10. Les casiers bloc 1 à 4 sont autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2016.

Dans un souci de cohérence, les blocs 1 à 10 seront étudiés dans leur intégralité dans la suite du rapport.

Le casier 2 actuellement désignés 2a et 2b sera modifié en 10 casiers (blocs) désignés. Afin de bénéficier au maximum de la superficie utilisée pour traiter les déchets et ainsi optimiser la surface d'exploitation, il a été décidé de créer 9 casiers de 45 000 m<sup>3</sup> et 1 casier de 26 000 m<sup>3</sup> en rehaussant le point haut du dôme final de 4 m par rapport à la hauteur autorisée par l'arrêté en vigueur. Cette modification permettra également une meilleure gestion du biogaz.

Les casiers bioréacteurs sont exploités pour une durée n'excédant pas 24 mois. Ils sont séparés les uns des autres par des diguettes couvertes d'une géomembrane afin de les rendre hydrauliquement indépendants.



**Figure 20 : Modification du casier 2**

L'exploitation du stockage se fera sur une surface maximale de fond de casier de l'ordre de 8 000 m<sup>2</sup> comme initialement prévu dans le dossier de demande d'autorisation de 09/2000. Le casier de stockage sera divisé en 10 cellules permettant de limiter les nuisances :

- de limiter l'emprise des déchets et les envols ;
- de mieux gérer le captage du réseau de biogaz par la mise en œuvre de puits de dégazage horizontaux et verticaux, à l'avancement ;
- de limiter la production de lixiviats, par un captage des eaux pluviales sur la zone restante.

Chaque sous-casier ou bloc aura une superficie inférieure à 7 000 m<sup>2</sup>.

Le **Tableau 3** en page suivante est extrait du DDAE de 2000 page 23, partie A.2.3. VOLUME et DUREE DE VIE DU SITE.

Il présente un volume initial de 290 000 m<sup>3</sup> pour le casier 2.

**Tableau 2 : Caractéristiques initiales des casiers 1 et 2 d'après le DDAE de 2000**

Le tonnage cumulé de déchets ménagers à stocker dans le projet d'extension est égal à **540 000 tonnes**.

Casier	Surface fond casier M2	Surface couverture M2	Niveau fond fouille Nloc <sup>1</sup>	Niveau couverture moyen Nloc	Hauteur moyenne ML	Volume déchets M3	Tonnage déchets T
1a	5 000	14 000	37	50	12	130 000	117 000
1b	7 000	19 000	35	50	14	180 000	162 000
2a	4 000	13 000	31	46	14	130 000	117 000
2b	4 000	17 000	30	46	15	160 000	144 000
En global	20 000	63 000	suit le TN	maxi 50	12 à 15 m	600 000	540 000

Afin de bénéficier au maximum de la superficie utilisée pour le traitement des déchets et ainsi optimiser la surface d'exploitation, le casier 2 a été redimensionné sur la base des données suivantes :

- la durée maximale d'exploitation de 24 mois par casier, ce qui pour 30 000 tonnes par an équivaut à un volume de 45 000 m<sup>3</sup> environ par alvéole avec une densité de 1,5 d'après les données d'IKOS (remarque : le tonnage annuel a ensuite été revu à la hausse, mais le dimensionnement a été conservé) ;
- la configuration du site qui permettrait en modifiant la forme des dômes, d'augmenter le volume final de l'ensemble initialement prévu pour le casier 2, et ainsi d'optimiser le site actuel avec un cumul pour l'ensemble des alvéoles exploitées en mode bioréacteur de 431 195 m<sup>3</sup>.

Avec ces données, il est possible de créer 9 casiers de 45 000 m<sup>3</sup> et un 10<sup>ème</sup> casier complémentaire de 26 000 m<sup>3</sup>. Ces données seront ajustées après la phase de travaux sur la base des relevés topographiques :

**Tableau 3 : Caractéristiques du casier 2**

N° du casier	Nombre de m3	Cumul en m3
1	45 032	45 032
2	44 783	89 815
3	45 188	135 003
4	45 559	180 562
5	44 929	225 491
6	45 012	270 503
7	44 443	314 946
8	44 974	359 920
9	45 102	405 022
10	26 173	431 195



Il est à noter que les 4 premiers casiers ont fait l'objet d'une demande de modification non notable auprès de la DREAL en décembre 2014, complété en juin 2015 pour leur fonctionnement en mode bioréacteur.

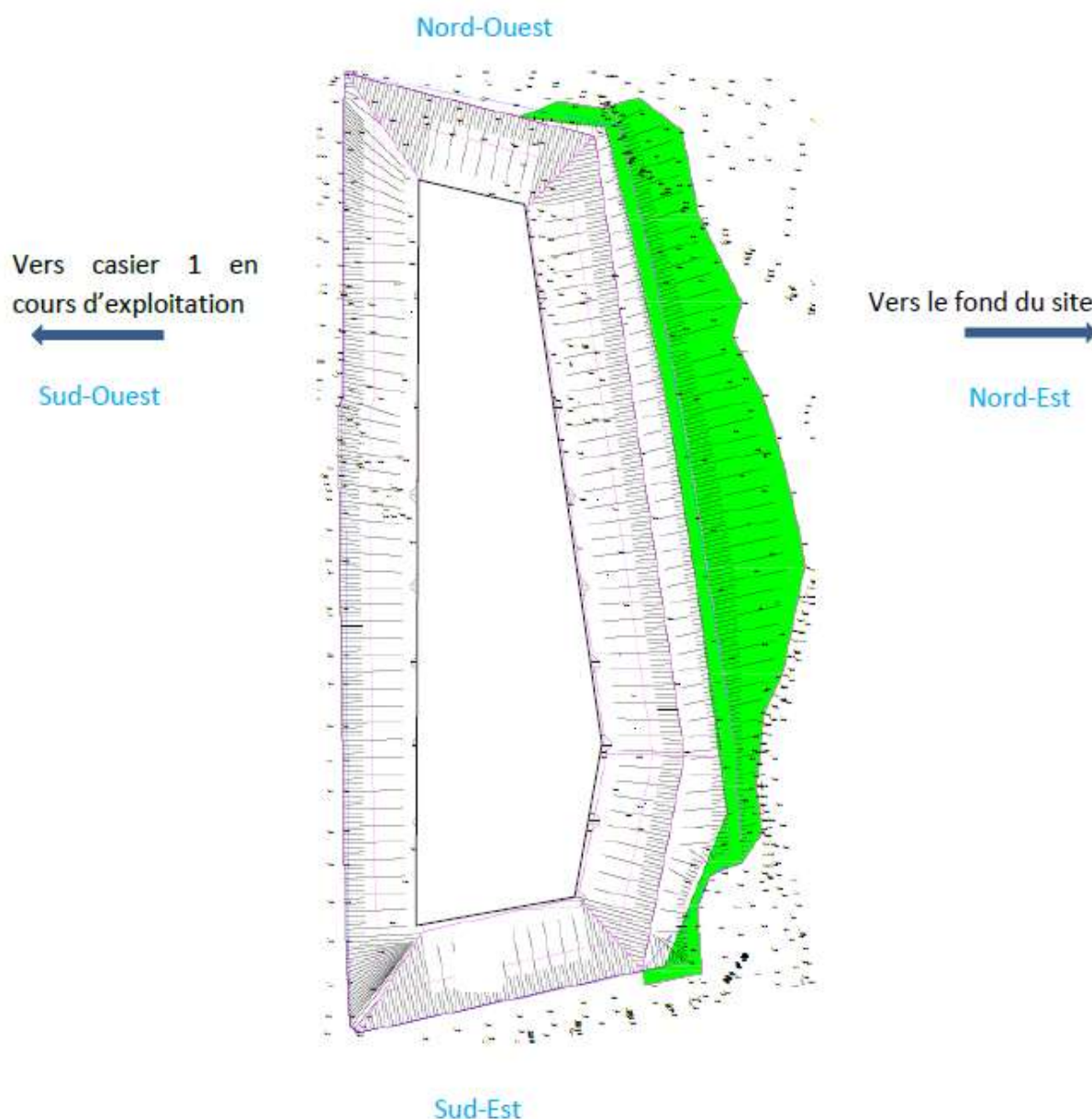


Figure 21 : Géographie du casier

#### 4.1.1.4 Réalisation des casiers et alvéoles

##### ► Terrassements en déblais

Les différents travaux d'excavation concerneront les ouvrages suivants :

- vide de fouille du casier de stockage ;
- création des fossés de collecte des eaux pluviales.

Ces terrassements en déblais génèreront au total environ 155 000 m<sup>3</sup> de matériaux.

Ces matériaux seront utilisés de la manière suivante :

- la terre végétale sera stockée sur le site pour les opérations de réhabilitation des casiers en fin d'exploitation ;
- les limons et argiles à silex seront utilisés pour la reconstitution de la barrière passive ;
- la craie et les gravats seront stockés sur le site et utilisés pour les pistes et le recouvrement.

Le tableau suivant présente une estimation des volumes de déblais.

**Tableau 4 : Estimation des volumes de déblais (source : TRINOVAL)**

Offre en m3 de matériaux - Estimation des volumes par types de matériaux				
Emplacement	Type de matériaux	Epaisseur moyenne de la couche	Surface moyenne de la couche	Volume estimé
		ml	m <sup>2</sup>	m3
Emprise du Casier 2 - Déblais à exécuter	Terre végétale	0,1	10 000	1 000
	Limons sablo-argileux	Poches locales		
	Argiles à silex			
	Craie altérée	1,0	20 000	20 000
	Craie saine	Terrassements dans la masse		99 000
	Gravats	1,0	13 000	13 000
	Total déblais			133 000
Stocks existants	Limons supposés à confirmer	2,6	8 400	22 000
Total Offre de matériaux				<b>155 000</b>

Les plans de terrassements sont intégrés au **Dossier n°7 – Plans** du présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter.



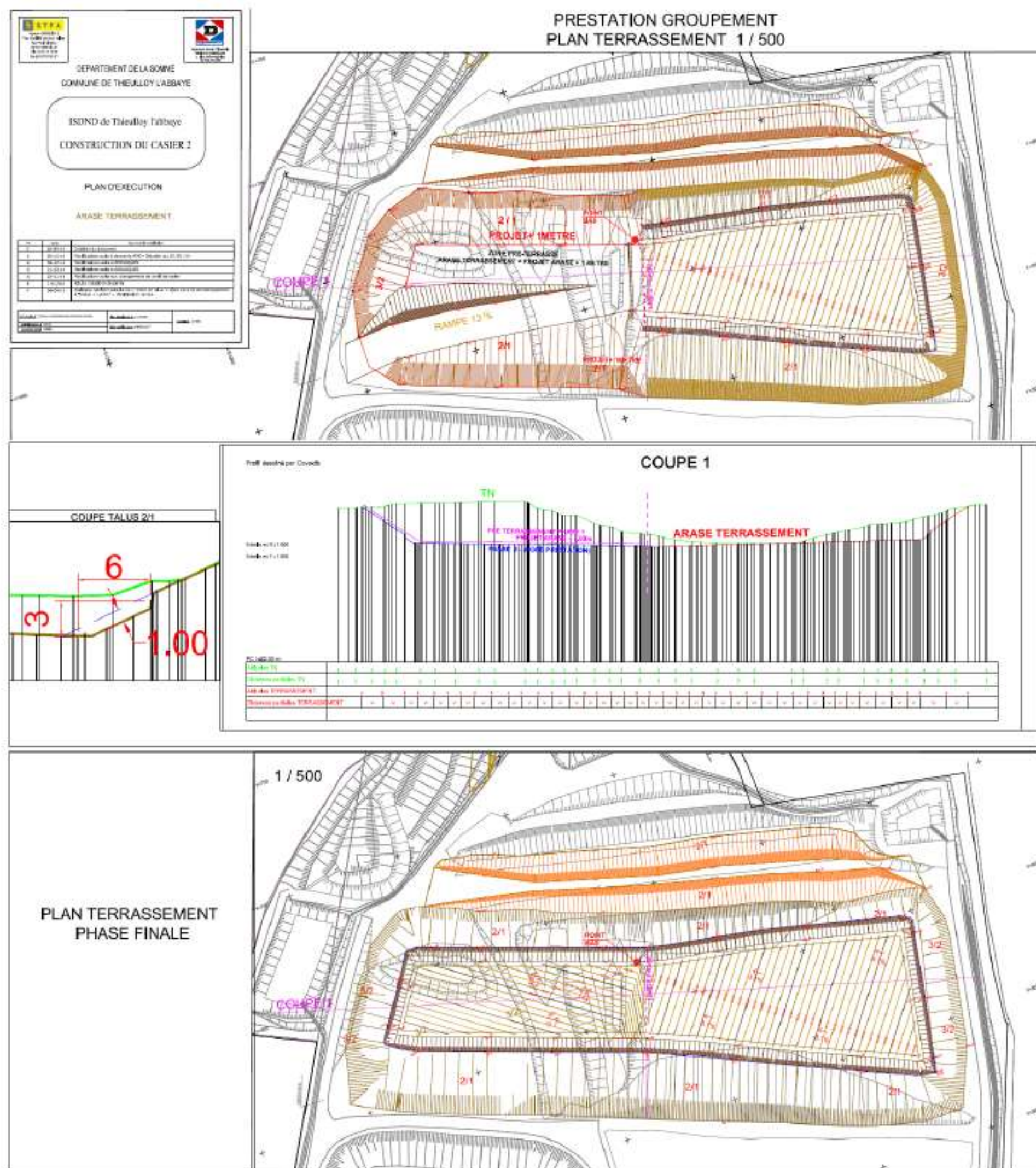


Figure 22 : Plan des terrassements

## Barrières passives et actives

La législation impose, pour la constitution de casiers de stockage de déchets non dangereux, des critères d'épaisseur et de perméabilité pour la barrière passive (BP).

**Tableau 5 : Définition de la barrière passive**

Définition de la BP selon l'Arrêté Préfectoral			
Arrêté	Article	Prescriptions	
Articles concernés de l'Arrêté du 11 juin 2001 - ISDND	Article 14 : Barrière de sécurité passive et active	Barrière de sécurité passive de bas en haut	Substratum du site
			Couche de 1 mètre d'épaisseur sur le seul fond. Elle est constituée d'argile ou de limon argileux éventuellement traité à la bentonite et compacté afin d'obtenir une perméabilité mesurée sur le fond en plusieurs points inférieure à $1.10^{-9}$ m/s
			Géosynthétique bentonitique de perméabilité inférieure à $1.10^{-12}$ m/s
		Barrières de sécurité	Plan de contrôle qualité soumis pour avis à l'inspection des installations classées Rapport de contrôle par un organisme tiers indépendant

La barrière passive du site ne répond pas aux attentes de l'arrêté ministériel du 09/09/1997 modifié, en ce qui concerne à la fois la présence :

- d'une couche d'au moins 5 m d'épaisseur et de perméabilité  $< 1.10^{-6}$  m/s ;
- d'une couche d'au moins 1 m d'épaisseur et de perméabilité  $< 1.10^{-9}$  m/s.

Ceci a été appréhendé au droit du casier 1 par la reconstitution de la couche 2 et par la mise en place d'un GéoSynthétique Bentonitique (GSB) de perméabilité  $< 1.10^{-12}$  m/s en complément de barrière passive. Cette solution a été préconisée par l'Hydrogéologue Agréé (rapport BPH 1100-34 de novembre 2000).

A ce jour, les GSB ont des performances moindre ( $1$  à  $5.10^{-11}$  m/s). Pour la création du casier 2, la solution équivalente utilisée jusqu'ici a été vérifiée, principe autorisé par l'arrêté ministériel du 15/02/2016 :

*« Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle peut être complétée artificiellement et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de deux mètres par rapport au fond. En tout état de cause, l'étude montrant que le niveau de protection sur la totalité du fond et des flancs de la barrière reconstituée est équivalent aux exigences fixées au premier alinéa figure dans le dossier de demande d'autorisation. »*

Le dossier a donc été complété par l'étude d'équivalence demandée dans l'arrêté ministériel du 15/02/2016. La réalisation de cette étude a été confiée par TRINOVAL à la société ACOSOL (rapport 27-14 du 05/09/2014) (cf. **Dossier 8 – Annexe 1 – Equivalence de barrière passive du casier 2**).

Dans cette étude, les dispositions proposées sont équivalentes à la demande dans l'arrêté ministériel du 15/02/2016 :

- reconstitution du mètre de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s sur la totalité du fond et en remontée de 2 m par rapport au fond sur les flancs périphériques du casier 2, à l'aide des limons argileux disponibles sur le site ;



- complément de la barrière passive par Géosynthétique Bentonitique (GSB) de perméabilité inférieure à  $5.10^{-11}$  m/s sur la totalité des 4 flancs périphériques.

Afin d'accréditer les conclusions du bureau d'études ACOSOL, et assurer toute indépendance avec les contrôles qui auront lieu au moment de la réalisation du chantier, TRINOVAL a fait réaliser une seconde étude d'équivalence par le BRGM (cf. **Dossier 8 – Annexe 2 – Tierce expertise de la proposition d'équivalence de la barrière d'étanchéité passive en fond et flanc de casier**).

TRINOVAL adaptera les travaux en suivant les remarques du BRGM. TRINOVAL a pris notamment en compte les remarques concernant le GSB et étudié les différentes propositions de GSB calcique, sodique avec géofilm et sodique avec enduit pour les flancs de casiers.

Pour le fond des casiers, TRINOVAL a opté pour l'option GSB sodique pour compléter la barrière passive :

- un géosynthétique bentonitique aiguilletté composé de granules de bentonite de sodium naturelle, d'un géotextile tissé et d'un géotextile non tissé en polypropylène ;

Fiche technique (mars, 2012)		<b>BENTOSHIELD 5500</b>	
		BentoShield 5500 est un géosynthétique bentonitique aiguilletté composé de granules de bentonite de sodium naturelle, d'un géotextile tissé et d'un géotextile non tissé en polypropylène.	
Norme	Valeur <sup>(2)</sup>	Fréquence	DOMAINE D'APPLICATION
<b>GEOCOMPOSITE</b>	<b>Perméabilité</b> XPP 84705 en m/s	$\leq 5 \times 10^{-11}$ m/se/10 kPa $\leq 10^{-11}$ m/se/160 kPa $\leq 5 \times 10^{-10}$ m/se/160 kPa	25.000m <sup>2</sup>
	<b>Flux XPP 84705 en m<sup>3</sup>/s/m<sup>2</sup></b>	$\leq 10^{-9}$ m/10 kPa	25.000m <sup>2</sup>
			 Déchet solide

**Figure 23 : Fiche technique géosynthétique fond de casier**

Et pour la barrière active :

- une géomembrane PEHD d'épaisseur 2,0 mm certifiée ASQUAL ;
- un géotextile anti-poinçonnant sur géomembrane de masse surfacique 800 g/m<sup>2</sup>, certifié ASQUAL, traité UV 3 ans.

Pour les flancs des casiers, TRINOVAL a donc opté pour l'option GSB sodique avec une membrane PE pour compléter la barrière passive :

- un géosynthétique bentonitique aiguilletté composé de granules de bentonite de sodium naturelle, d'un géotextile tissé et d'un géotextile non tissé en polypropylène et une membrane PE de 0,2 mm ;

## BENTOSHIELD LML 5500

Fiche technique  
(mars, 2012)

BentoShield 5500 est un géosynthétique bentonitique aiguilletté composé de granulés de bentonite de sodium naturelle, d'un géotextile tissé et d'un géotextile nontissé en polypropylène.

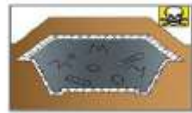
	Norme	Valeur <sup>(2)</sup>	Fréquence	DOMAINE D'APPLICATION
GEOCOMPOSITE	Perméabilité	$\leq 5 \times 10^{-11}$ m/se/10 kPa	25.000m <sup>2</sup>	 Déchet solide
	XPP 84705 en m/s	$\leq 6.10^{-12}$ m/se/160 kPa		
	Flux XPP 84705 en m <sup>3</sup> /s/m <sup>2</sup>	$\leq 5 \times 10^{-10}$ /160 kPa $\leq 5 \times 10^{-9}$ m/ 10 kPa	25.000m <sup>2</sup>	

Figure 24 : Fiche technique géosynthétique

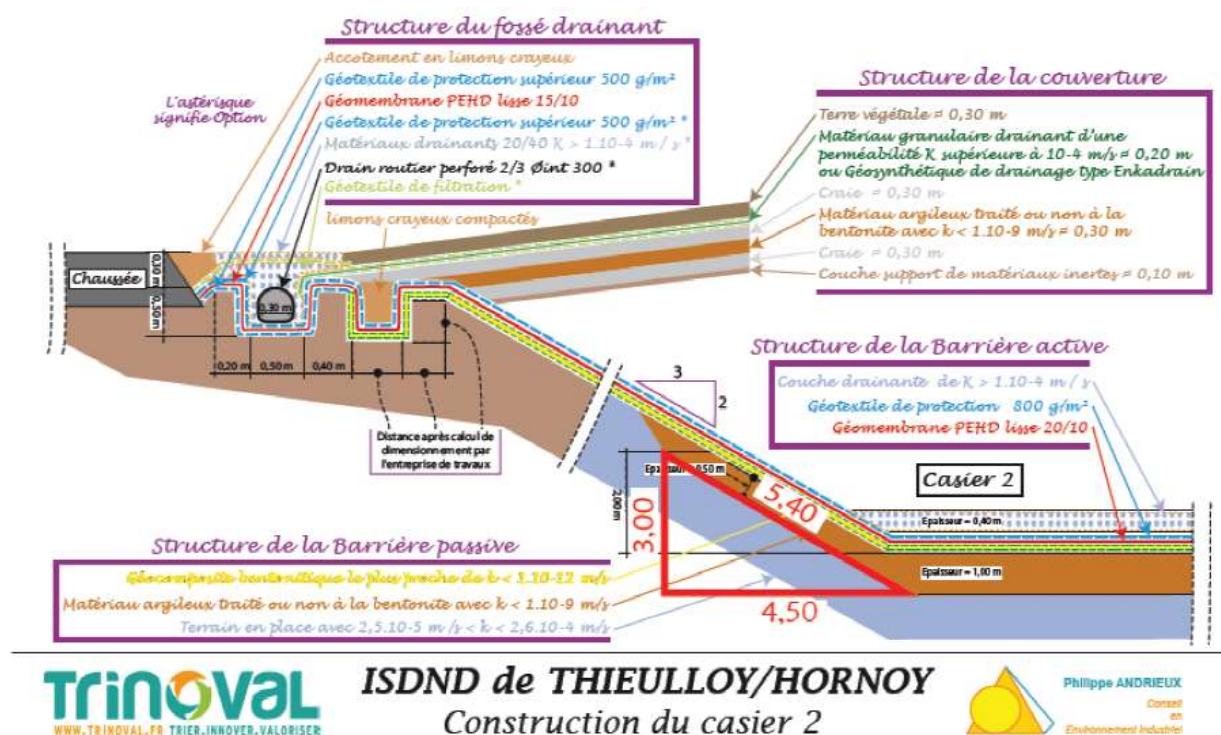


Figure 25 : Coupes des aménagements des barrières passives et actives pour les talus Nord-Ouest et talus Sud-Est

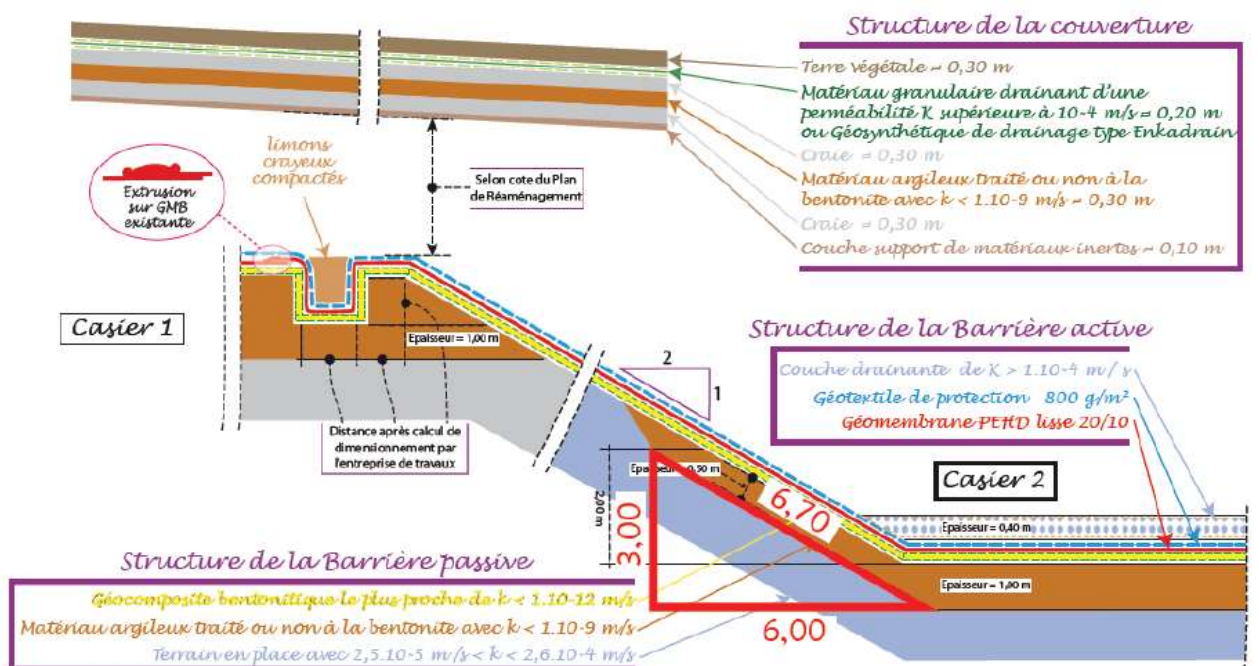


Figure 26 : Coupes des aménagements des barrières passives et actives pour le talus Sud-Ouest

### ► Mise en œuvre et contrôle de la couche d'argile de la barrière passive

#### 4.1.1.4.1 Mise en œuvre

La procédure spécifique de mise en œuvre sera définie à l'issue de la planche d'essai, mais la méthodologie générale devrait être la suivante :

- L'argile est reprise sur stock à l'aide de la pelle mécanique et transportée dans l'alvéole par tombereaux. Lors de cette reprise le stock sera aménagé pour le rechargement à l'aide d'une pelle à chenilles et d'un bull dans le but de faciliter le chargement, d'homogénéiser le matériau et sa teneur en eau en le brassant et en l'aérant. Cette reprise sur stock sera suivie par un technicien du laboratoire qui effectuera des échantillons pour réaliser des Proctors IPI et teneur en eau. Les compacités seront contrôlées quotidiennement lors de la mise en œuvre par des essais au gamma densimètre ;
- Régalage et réglage au bull de l'argile sur 40cm foisonnée afin d'obtenir une épaisseur compactée de 35cm ;
- Malaxage du matériau au pulvimixeur ;
- Apport d'eau sur les argiles si besoin par l'arroseuse ;
- Epandage de bentonite si nécessaire ;
- Malaxage au pulvimixeur en 2 passes ;
- Ecrêtage éventuel des silex et réglage de la couche au bull ;
- Compactage par VP5 conformément à la planche d'essai.

#### 4.1.1.4..2 Contrôles

Une planche d'essai spécifique au renforcement de la barrière passive sera réalisée en présence du contrôle extérieur, avec le matériau retenu suite aux reconnaissances géotechniques complémentaires effectuées pendant la période de préparation.

La planche d'essai a pour objectif d'identifier les modalités de mise en œuvre et de compactage de l'argile pour obtenir les caractéristiques attendues, d'organiser les moyens du contrôle intérieur et extérieur et la gestion des non-conformités.

De plus, des essais de perméabilité selon les normes en vigueur NF X 30-420, NF X 30-423, NF X 30-424 et/ou NF X 30-425 auront lieu tout au long de la reconstitution de la couche d'argile à différentes localisations sur le fond, les flancs et les points bas des casiers.

Des contrôles extérieurs seront également réalisés lorsque la barrière passive sera reconstituée.

En cas de contrôles non conformes, les couches d'argile concernées seront démontées. Un traitement spécifique à la bentonite pourra alors être envisagé s'il s'avère nécessaire pour atteindre la perméabilité minimale attendue.

### ► Moyens techniques

Durant la période de préparation du chantier, seront élaborés les PAQ et PPSPS spécifiques. Ils seront soumis à approbation et seront des documents vivants, qui évolueront autant que nécessaire. Une visite d'inspection commune se fera avant le démarrage effectif du chantier. Durant cette période pourront être également effectués les ajustements nécessaires d'organisation et d'interfaces avec le lot 1 (terrassement) ainsi que la production de notes de calculs ou procédures spécifiques. Par ailleurs, le chef de chantier disposera d'un classeur regroupant l'ensemble des documents ainsi que ses essais de contrôle, plan de calepinage.

En fin de chantier sera réalisé le DOE, à partir des éléments de ce classeur.

Ces travaux seront réalisés conformément aux prescriptions techniques de pose des fabricants de géosynthétiques, des règles de l'art et en particulier des :

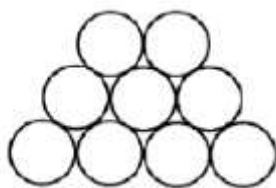
- spécifications du guide LCPC/SETRA « Etanchéité par géomembranes des ouvrages pour les eaux de ruissellement routier » ;
- des recommandations du Comité Français des Géosynthétiques (Fascicules 9, 10, 11 et 12 en particulier) ;
- la mise en œuvre sera assurée par une équipe de pose composée des moyens humains et matériels suivants :
  - un chef de chantier certifié ASQUAL,
  - deux soudeurs certifiés ASQUAL,
  - trois manœuvres,
  - une pelle hydraulique 20 T. sur chenilles avec chauffeur,
  - un chariot télescopique 12 m avec chauffeur.

### ► Stockage des produits

Les différents produits seront stockés de façon différenciée selon leur nature.

La rangée du bas comportera au maximum 4 rouleaux posés sur des cales. Le nombre de rangées superposées n'excèdera pas 3.





**Figure 27 : Stockage des produits**

### ► **Ancrage du dispositif d'étanchéité**

Après réception du support, des tranchées d'ancrage de section adaptée seront ouvertes en crête des talus du casier 2, pour l'ancrage des géosynthétiques.

Les dimensions de ces tranchées d'ancrage feront l'objet d'une note de calcul établie par un bureau d'étude.

Ces tranchées seront refermées en cours de chantier au moyen de limons crayeux compactés, afin d'éviter toute stagnation d'eau dans la tranchée d'ancrage pouvant déstabiliser la crête de talus.

### ► **Contrôle des soudures**

#### 4.1.1.4..1 *Contrôle interne*

Les soudures seront contrôlées en interne par le chef de chantier. Un contrôle supplémentaire sera réalisé par un tiers indépendant.

Les méthodes de contrôle interne sont :

- mise en pression du canal central de soudure afin de tester la soudure, le canal central sera mis en pression (2,0 bars) durant 5 minutes, la soudure est jugée bonne s'il n'y a pas de perte de pression de plus de 10 % sur cette période ;
- contrôle à la cloche à vide des points singuliers de l'eau savonneuse sera appliquée sur la zone testée ; une dépression de 0,3 bar sera créée par une cloche à vide durant 1 minute ; en cas de défaut, des bulles apparaîtront immédiatement lors de la dépression au travers de la cloche transparente et la dépression indiquée par le manomètre diminuera.

#### 4.1.1.4..2 *Contrôle extérieur par un bureau d'études*

Afin de garantir la conformité des travaux au niveau de la constitution des barrières passives et actives, TRINOVAL a fait appel à un bureau d'étude spécialisé ACOSOL.

Les missions et moyens du bureau d'études sont les suivantes :

- Conseil relatif aux bonnes pratiques de travaux :
  - Des visites techniques sur site seront programmées ;
  - Une étude des conditions géologiques et géotechniques des casiers précédents et du DDAE de 2000 ;
  - Une étude des plans et coupes d'exécution du casier 2, issus de la Maîtrise d'œuvre ;
  - Des avis justifiés sur les éventuelles modifications ou adaptations à apporter.
- Contrôle de la mise en œuvre de la barrière passive 10<sup>-9</sup> :
  - Définition d'un éventuel programme de caractérisation des matériaux existants pour la barrière passive ;

- Suivi d'une planche d'essais et validation de la méthodologie par essais de perméabilité (3 essais) ;
- Mesure épaisseur et perméabilité tous les 1 000 m<sup>2</sup>, soit 12 essais selon la norme NF X30-423 (8 essais en fond (80 000 m<sup>2</sup>) et 4 essais en remontée de flancs (4 flancs)) ;
- Rédaction et fourniture d'un compte rendu à chaque intervention.
- Contrôle de la mise en œuvre de la barrière active :
  - Validation préalable du plan de calepinage et du Plan d'Assurance Qualité des entreprises ;
  - Avis sur les demandes d'agrément ;
  - Validation de la presse de traction du chantier ;
  - Interventions de contrôle de mise en œuvre étanchéité, 4 vacations :
    - contrôle visuel de la mise en œuvre ;
    - mesure du dimensionnement des ouvrages ;
    - vérification de la conformité des matériaux pendant la mise en œuvre ;
    - vérification des dispositions constructives, des méthodes et moyens mis en œuvre, des procédures de contrôle interne de l'applicateur et des résultats obtenus par celui-ci dans le cadre de son autocontrôle ;
    - validation de toutes les soudures par contrôle in situ ;
  - Interventions de contrôle de la couche drainante, drains et puits : 2 vacations.
- Intervention du contrôle extérieur topographique :
  - La 1ère intervention aura pour but d'avoir un état à l'issue des terrassements en déblais (fin du fond de forme avant BP) ;
  - La 2ème intervention aura pour but d'avoir un état à l'issue des terrassements en remblais (fin de la barrière passive) de façon à vérifier notamment les altitudes, les pentes et les volumes mis en œuvre ;
  - La 3ème intervention aura pour but d'avoir un état à l'issue des travaux d'aménagement et de façon à vérifier notamment les altitudes, les pentes et les volumes mis en œuvre pour le niveau drainant.

### ► Drainage des écoulements de subsurface

L'article 15 de l'arrêté du 9 septembre 1997 modifié relatif aux ISDND précise que « *des dispositions doivent être prises pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers par une nappe ou des écoulements de subsurface.* »

Il n'y aura pas de drainage des eaux de subsurface sur le site, du fait que le fond de forme sera en tout point plusieurs mètres au-dessus du niveau de la nappe d'eaux souterraines. La cote du fond de casier est estimée à 127,70 m NGF et la cote du niveau des plus hautes eaux de la nappe à 87 m NGF. Ainsi, la nappe est située à 40 m sous le niveau du fond de casier.

Dès réception du support des casiers, des pompes électriques, alimentées par un groupe électrogène seront installées dans les points bas des alvéoles, soit au droit des puits de pompage.

Ces pompes seront mises en action par le responsable de chantier en cas de précipitations durant nos travaux afin d'assécher le fond des casiers, de conserver ainsi au mieux l'état de surface de la barrière passive et de ne pas induire d'arrêts trop longs en cas d'intempéries.

## D Dignes et diguettes de séparation

### 4.1.1.4..1 Remontées sur talus :

Les remontées seront réalisées après la mise en œuvre de la première couche de la barrière passive.

Elles sont réalisées par couches successives de 35 cm sur 2,00 m de hauteur et en sur largeur d'environ 2,50 m afin d'assurer le compactage en sécurité.

L'excédent de matériau est enlevé et utilisé pour les couches du fond.

Les talus seront réglés par une pelle à chenille avec godet de curage orientable.

### 4.1.1.4..2 Diguettes séparatrices :

Les diguettes sont créées par la mise en œuvre de couches de 35 cm sur 2,00 m de haut et en sur largeur de 0,50m de part et d'autre de la diguette.

La forme de la diguette est ensuite réglée par une pelle à chenilles munie d'un godet de curage orientable. (Pente 1H pour 1V).

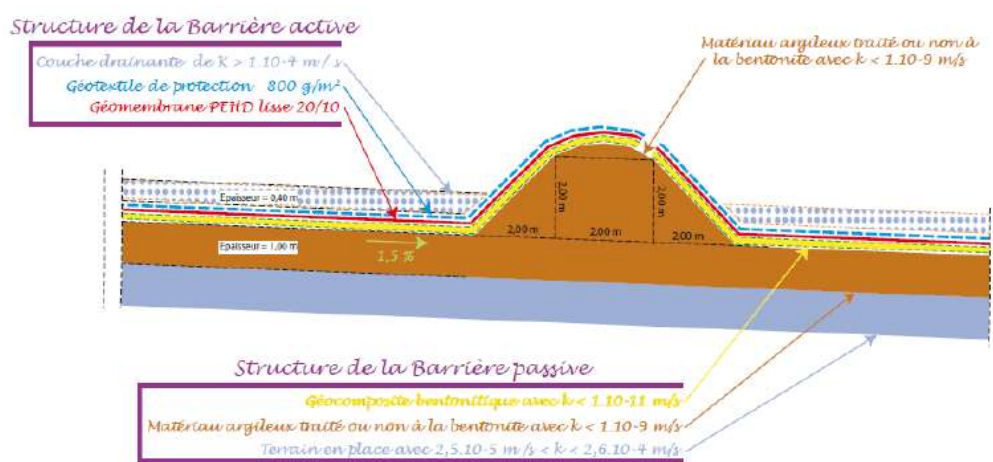


Figure 28 : Aménagement inter-alvéole

## D Couverture des alvéoles

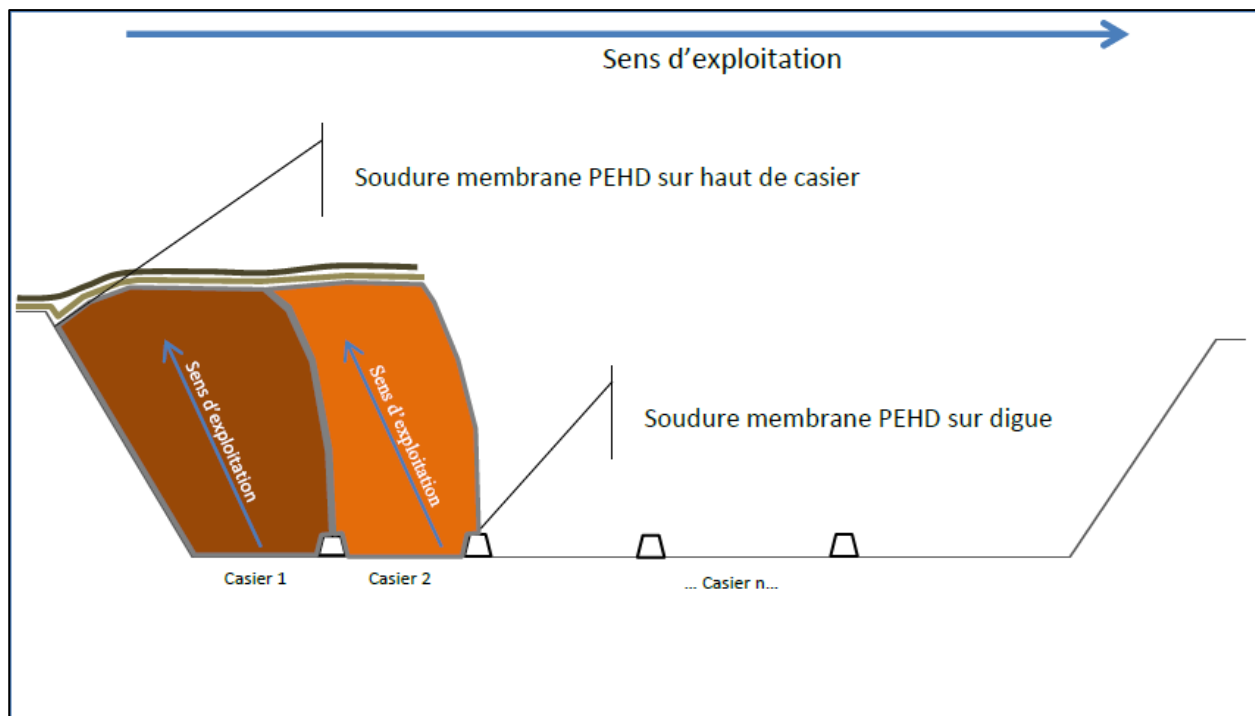
Les casiers exploités en mode bioréacteur seront équipés d'une couverture d'une épaisseur minimale de 0,5 m et d'une perméabilité inférieure à  $5.10^{-9}$  m/s au plus tard 6 mois après la fin du comblement de chaque casier.

Il est proposé que la couverture finale d'un casier bioréacteur soit composée de bas en haut par :

- Couche support de matériaux compactés de 30 cm ;
- Géomembrane PEHD ;
- Couche de 1 mètre de matériaux du site ;

- Géogrid ou géodrain ;
- Couche de 30 cm de terre végétale.

La membrane PEHD sera déroulée du haut du casier vers la digue de séparation puis soudée selon le schéma de principe ci-dessous.



**Figure 29 : Schéma de principe de mise en œuvre des soudures**

A la fin de l'exploitation du casier bioréacteur, le massif de déchets est recouvert dans un premier temps par une couche de forme provisoire de 20 cm en terre et sable.

Dans un délai d'environ 12 à 24 mois maximum et suivant les conditions climatiques, avant la pose des horizons supérieurs de la couverture finale, si un tassement significatif est constaté par rapport aux côtes projets, il sera procédé au comblement du vide provoqué par ce tassement pour revenir aux niveaux altimétriques prévus.

#### 4.1.2 Gestion des effluents sur l'ISDND

##### 4.1.2.1 Lixiviats

###### ► Mise en œuvre du massif filtrant

Une couche drainante est prévue dans chaque casier. La méthodologie de mise en œuvre pourrait être la suivante.

Durant les travaux, le matériau est déversé sur la géosynthétique à l'avancement, de telle façon à ce que les camions roulent toujours sur une épaisseur minimum d'un mètre. De cette manière, une piste principale de 6 m de large sur une épaisseur minimum d'un mètre est créée depuis le pied de la rampe d'accès.

Ensuite, de la même façon, des pistes secondaires sont créées en épi à partir de la piste principale, en respectant toujours l'épaisseur minimum d'un mètre. La surépaisseur de 0,60 m est ensuite éclatée par la pelle à chenille équipée d'un godet curage de part et d'autre de chaque piste, créant ainsi la couche de 0,40 m.



**Figure 30 : Mise en œuvre massif filtrant**

Objectif :

- Tolérance altimétrique : +0,03 à 0,00 m
- Tolérance planimétrique : +/- 0,05 m
- Perméabilité :  $> 1.10^{-4}$  m/s
- Épaisseur : 0,40 m minimum

#### ► **Pompage des lixiviats**

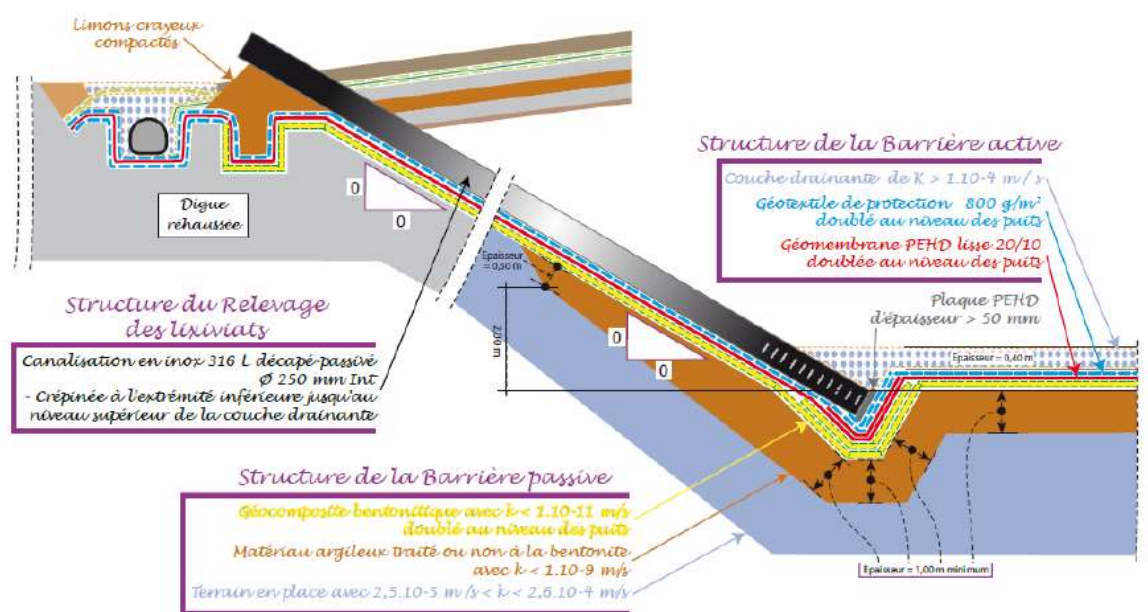
Les ouvrages de drainage sont réalisés après réception des géosynthétiques. Ils seront ensuite posés à l'avancement de la couche drainante, ils sont assemblés par manchons électro-soudables.

Une pente à 1,5 % assure une migration des lixiviats en direction de la digue nord, nord-est. Le point de pompage des lixiviats est positionné sur le côté du casier, facilitant la pose des réseaux sur le flanc du casier.

Les digues transversales séparent efficacement les lixiviats des eaux pluviales et répondent aux objectifs de valorisation des effluents mais elles assurent aussi l'indépendance hydraulique des différents casiers.

Les digues de séparation des casiers bioréacteurs sont réalisées sur une hauteur de 2 mètres avec une pente 1/1 en matériaux du site présentant une perméabilité inférieure à  $10^{-9}$  m/s depuis le toit de la couche de perméabilité  $10^{-9}$  m/s.




**Figure 31 : Relevage des lixiviats**

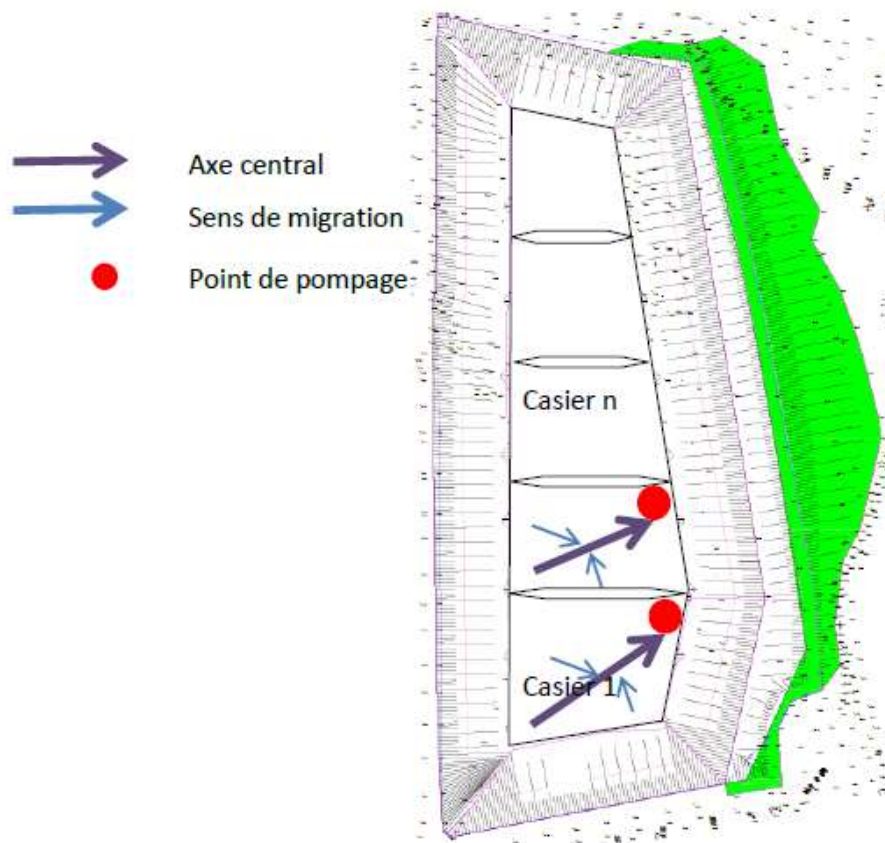
Le relevage des lixiviats sera constitué par une canalisation de diamètre 250 mm en inox connectée à chaque point bas de chaque casier.

Cette canalisation devra être maintenue par ancrage en sommet de talus. Elle sera munie d'une crépine à l'extrémité inférieure jusqu'au niveau supérieur de la couche drainante.

Ci-après une description des pompes pneumatiques qui pourront être utilisées :

- Pompe pneumatique immergée
- Fabricant : QED Environmental Systems
- Type de pompe : AP4B Lixiviats
- Certification ATEX (Zone 0) : ATEX II1G
- Admission par crépine basse
- Longueur totale : 1120 mm
- Diamètre extérieur : 89 mm
- Poids : 5.9 Kg
- Matériaux internes : inox 304, Viton, PVDF
- Corps de pompe : fibre de verre
- Débit max : 49 L/min
- Débit moyen pompé / cycle : 0.95 litres
- Pression de service : 0.5 – 8 bar
- Colonne d'eau minimum pour pompage : 770 mm

- Hmt maximum : 76 m
- Température maxi de fonctionnement : 65°C
- Limites de pH : 4 – 9
- Consommation d'air à 25 m de profondeur et 3 bars : 5.2 litres d'air / litre de fluide pompé
- Consommation d'air à 43 m de profondeur et 5.5 bars : 9 litres d'air / litre de fluide pompé



**Figure 32 : Schéma de principe de migration des lixiviats dans les casiers**

### ► Recirculation des lixiviats

Les lixiviats ne seront jamais réinjectés dans des casiers dédiés au stockage des mono-déchets, mais uniquement dans les casiers de déchets non dangereux issus de la collecte des déchets ménagers ou assimilés.

Le démarrage de la réinjection des lixiviats ne sera réalisé qu'après couverture, intermédiaire ou finale et où le captage à l'avancement sera en service.

La réinjection des lixiviats sera effectuée afin de maintenir la cinétique de production de biogaz.

La recirculation des lixiviats dans le massif de déchets se fait dans des conditions n'altérant pas les dispositions relatives à la collecte des lixiviats (couche drainante, drains, barrières active et passive...), ni la stabilité des installations.

#### 4.1.2.1.1 Quantités de lixiviats à réinjecter

Le volume des lixiviats pompés sur site est déjà actuellement enregistré dans un registre. Les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets seront également notés dans le registre. Leur gestion sera identifiée à l'échelle de chaque casier.

Les déchets entrants présentent un taux d'humidité global compris entre 32 et 35 %.

Les fréquences et débits de réinjections seront déterminés en fonction de plusieurs paramètres :

- le dimensionnement des ouvrages de réinjection ;
- les recommandations trouvées dans la bibliographie (entre quelques dixièmes et 1 litre par jour et par tonne) (étude réalisée pour le compte de l'ADEME et la FNADE) ;
- le taux d'humidité souhaité dans les casiers.

De ce fait, sur une base de 30 000 tonnes par an, et une réinjection maximale de 1 litre par tonne et par jour, environ 575 m<sup>3</sup> de lixiviats seront réinjectés chaque semaine (vs. 190 m<sup>3</sup>/semaine à l'heure actuelle). Ces lixiviats seront recirculés en 2 ou 3 fois par semaine, en essayant de maintenir un débit proche de 15 m<sup>3</sup>/h.

En se référant aux recommandations de mise en œuvre de l'étude de l'ADEME et de la FNADE, le taux de recirculation sera à adapter en fonction du stade de dégradation des déchets ainsi que des conditions météorologiques.

Ensuite on prévoira des périodes de repos : en effet il est préférable d'injecter à des débits plus élevés avec des périodes de repos plutôt que d'injecter en continu à des débits faibles.

De plus pour éviter un choc acide pour la masse bactérienne (blocage de la biodégradation), on préférera ne pas recirculer ou le faire à de faibles taux en début de stockage lors de la phase d'acidogénèse.

Enfin, la température du liquide injecté pouvant avoir un impact important sur l'activité biologique, on évitera de recirculer un lixiviat trop froid. On tiendra donc compte de cette contrainte qui peut fortement limiter les opérations d'injection en hiver.

#### 4.1.2.1.2 Type de lixiviats à réinjecter

La production de biogaz étant directement liée à l'humidité des déchets ainsi qu'à la qualité des lixiviats rejetés, le suivi de la production de biogaz constituera un bon indicateur de la méthanogénèse. Seuls les lixiviats non traités préalablement n'inhibant pas la méthanogénèse seront réinjectés. Si les résultats d'analyses ne sont pas satisfaisants, les lixiviats seront traités avant leur réinjection.

L'étude de l'ADEME et FNADE décrit que des travaux de laboratoire ont montré que la réintroduction de lixiviats riches en acides gras volatils ou en ions ammonium (concentration en NH<sub>4</sub><sup>+</sup> > 3000 mg/l), correspondant à des lixiviats jeunes (liés à un pH acide < 5), conduit à une inhibition de la méthanogénèse.

Ainsi d'après les expériences de laboratoire, il ne semblerait pas judicieux, en cas de valorisation et avant l'atteinte de la méthanogénèse stable, de recirculer du lixiviat nitrifié du fait des risques de perturbation de cette réaction.

En suivant ces recommandations de mise en œuvre les lixiviats seront pompés en fond de casiers. Les lixiviats seront acheminés vers le bassin de stockage B1.

Avant d'être réinjectés dans les casiers, les lixiviats pourront, si cela s'avère nécessaire et en fonction des résultats d'analyses, être partiellement traités par la station d'épuration :

- biologiquement (nitrification – dénitrification) pour dégrader l'azote ammoniacal toxique pour les micro-organismes (en forte concentration) ;
- par ultrafiltration afin de diminuer la teneur en sels et en matières en suspension (MES).

Ils seront ensuite redirigés vers les tranchées et galettes de réinjection par exemple.

Les lixiviats qui ne seront pas réinjectés seront traités en station d'épuration interne (biologiquement puis ultrafiltration) et seront ensuite dirigés vers le module évapo. L'excédent retournera en bassin de stockage B3 pour l'arrosage du compost et des pistes internes.

En considérant une estimation pessimiste avec une augmentation de tonnage à 44 000 tonnes de déchets par an et en conservant la configuration actuelle du site (même superficie de stockage), l'augmentation de la quantité de lixiviats produits est alors de 3,6 % (volume final de 10 872,21 m<sup>3</sup>). Ce volume de lixivat est supportable pour l'installation du site. Ainsi, l'augmentation du volume d'activité, entraîne une augmentation non significative du volume de lixivat et l'installation actuelle du site et donc bien dimensionné pour faire face à cette augmentation.

#### 4.1.2.1.3 Mode d'injection des lixiviats

La réinjection au droit du casier sera réalisée au moyen de tranchées d'infiltration, ou tout autre moyen équivalent (drains, fosses, puits, etc.) dimensionnés pour résister aux caractéristiques physico-chimiques des lixiviats. Le dimensionnement sera réalisé en fonction des volumes à réinjecter.

Tous les points d'injection seront distants d'au moins 5 mètres de la couche drainante présente sur les flancs et 10 mètres de la couche drainante présente sur le fond du casier.

Le réseau d'injection sera équipé de vannes sur chaque antenne d'alimentation ce qui permettra de les isoler hydrauliquement. Le réseau sera équipé de moyens de mesure de débits suffisants.

La production de biogaz étant directement liée à l'humidité des déchets ainsi qu'à la qualité des lixiviats rejetés, le suivi de la production de biogaz constitue un bon indicateur de la méthanogénèse.

La réinjection des lixiviats sera manuelle : elle sera uniquement réalisée sous contrôle et en présence d'un opérateur. L'opérateur contrôlera donc en direct la fonctionnalité du réseau, visuellement et à l'aide de capteurs de pression associés. Dans le cas d'une augmentation anormale de la pression dans le réseau, l'opérateur pourra ainsi immédiatement interrompre la réinjection de lixiviats.

L'opérateur dédié aux réseaux assurera le contrôle du bon état du système de réinjection, au même titre que des réseaux de pompage de lixiviats et captage du biogaz.

L'opérateur en charge de la surveillance du réseau en assurera la surveillance suivant les procédures adéquates, au même titre que pour le réseau de pompage de lixiviats, afin de prévenir tout risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau d'injection des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers.

Les paramètres qui seront suivis afin de décider de la réinjection directe ou du traitement sont présentés dans le tableau suivant.

**Tableau 6 : Paramètres suivis afin de décider de la réinjection directe ou du traitement des lixiviats**

Paramètres	Suivi trimestriel en interne	Suivi semestriel par un laboratoire externe
pH	X	X
Conductivité	X	X
Résistivité		X
DCO	X	X
NO <sub>2</sub>	X	X
NO <sub>3</sub>	X	X

Paramètres	Suivi trimestriel en interne	Suivi semestriel par un laboratoire externe
NH4	X	X
PO4	X	X
MES	X	X
DBO5	X (fait par un laboratoire externe)	X
AOX		X
Azote global		X
Ca		X
Mg		X
K		X
Na		X
Cl-		X
SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>		X
Mn		X
Cr		X
Hg		X
Cd		X
Cu		X
Ni		X
Pb		X
Zn		X



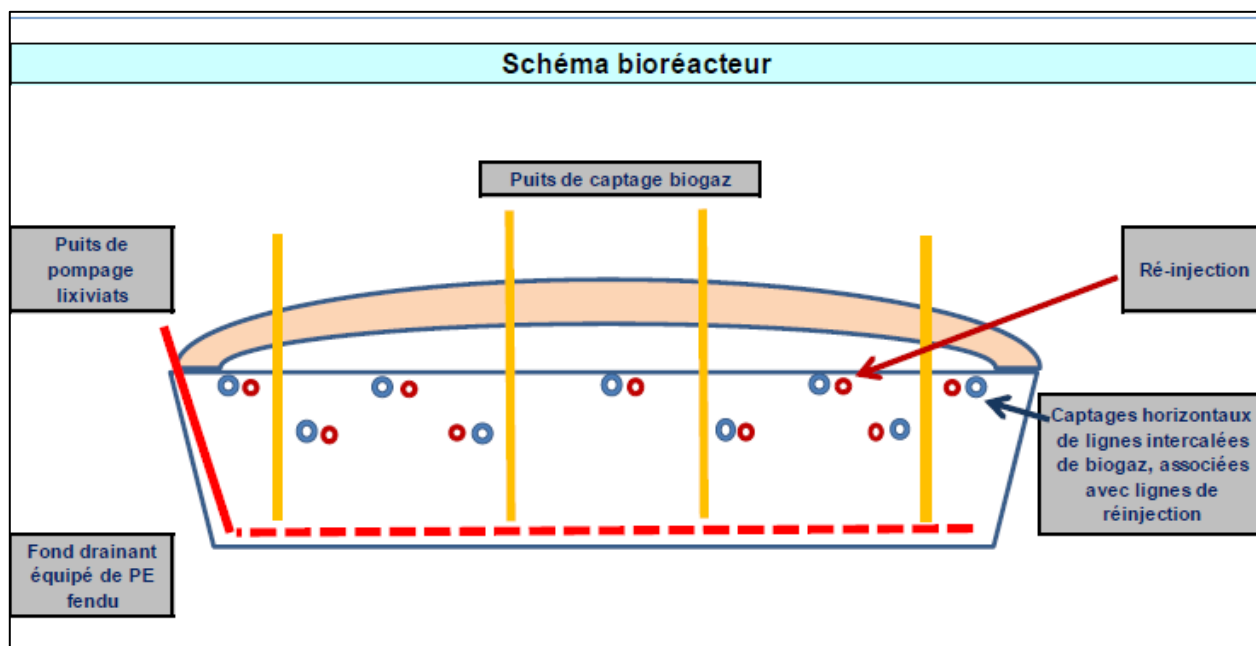


Figure 33 : Schéma des réseaux de captage lixiviats, biogaz et réinjection des lixiviats

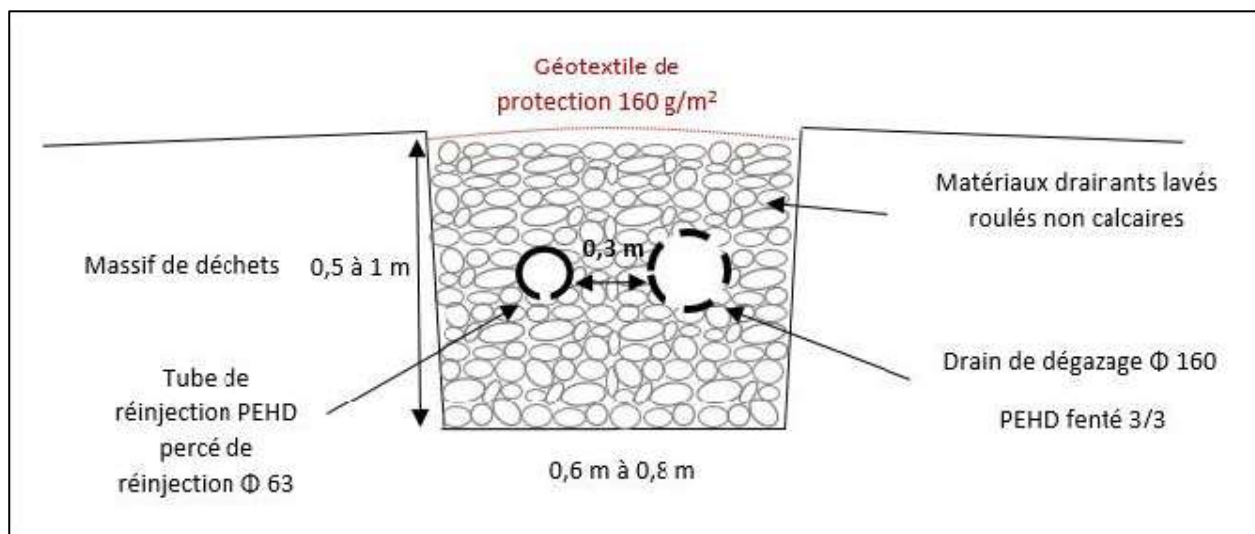


Figure 34 : Schéma du système de réinjection des lixiviats

#### 4.1.2.2 Gestion du biogaz

Le casier exploité en mode bioréacteur sera équipé d'un système de drainage organisé tel que :

- le réseau de drains horizontaux est mis en place tous les 10 mètres de hauteur environ avec un espace horizontal d'environ 30 mètres, à l'avancement du comblement en déchets ;
- lors de la mise en place de la couverture finale étanche, le réseau biogaz sera constitué de puits de captage du biogaz acheminés à un collecteur principal par un réseau de collecteurs.

Le réseau de drainage du biogaz ainsi constitué est relié aux équipements de valorisation du biogaz et asservi à une torchère en cas de défaillance ou de maintenance de l'unité de valorisation.

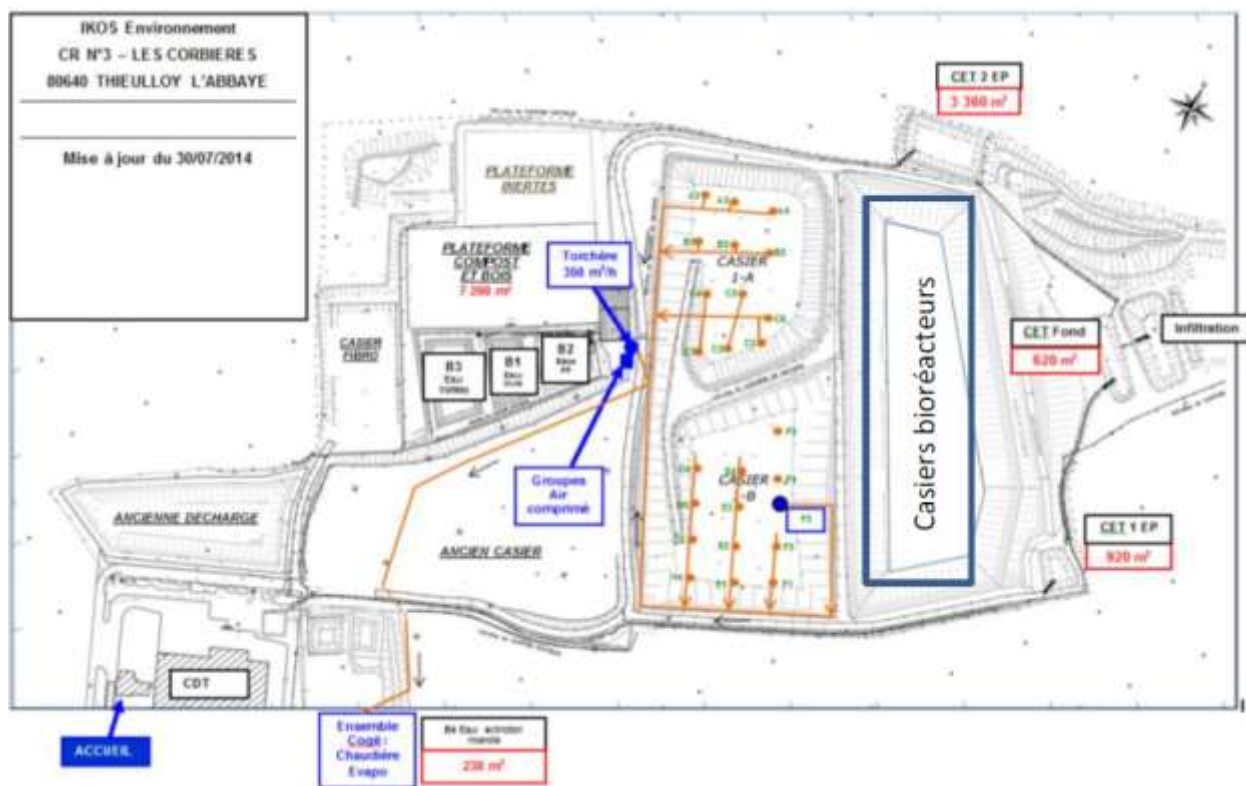


Figure 35 : Schéma du réseau de biogaz actuel

#### 4.1.2.3 Eaux pluviales

##### ► Eaux extérieures

Conformément à la réglementation un fossé permettant de récupérer le ruissellement des eaux extérieures au site sera mis en place.

Dans le cas présent, la partie existante du site est déjà pourvue de fossés permettant le dévoiement des eaux pluviales provenant des parcelles voisines.

##### ► Eaux intérieures

Le fossé périphérique du casier sera pré-terrassé et les deux descentes d'eau réalisées dès que l'avancement des travaux le permet. Le fossé sera reprofilé et les raccordements définitifs réalisés à l'avancement de la mise en œuvre du complexe d'étanchéité.

Le terrassement des fossés sera réalisé de la manière suivante :

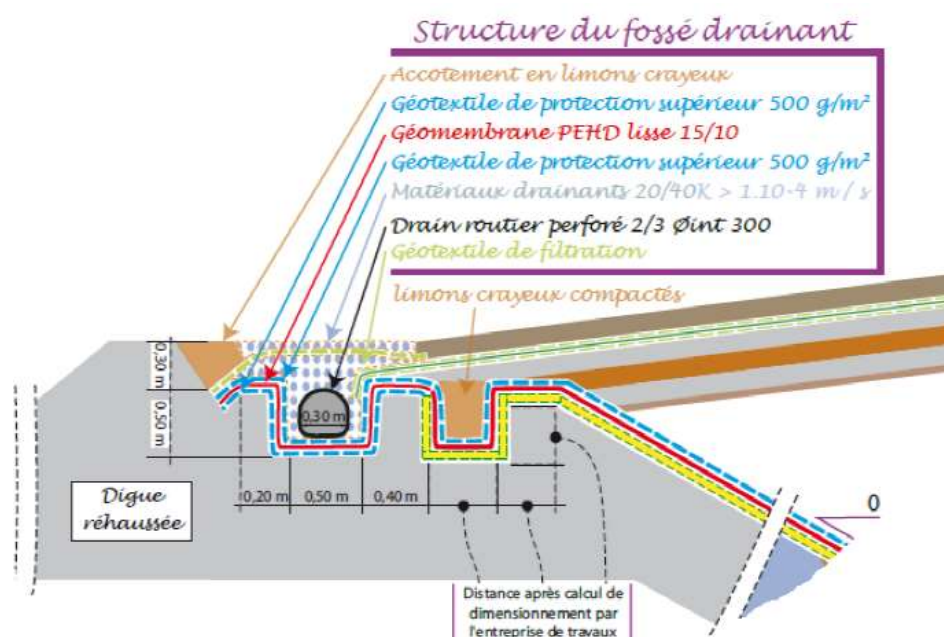
- implantation de l'axe du fossé et contrôle du bord extérieur pour ne pas sortir de la limite d'emprise ;
- sondages pour repérage des réseaux enterrés ;

- démarrage du terrassement en partant du point bas ;
- contrôle de la pente au laser ;

Les déblais seront mis en priorité en remblais d'accotement ; les déblais excédentaires seront mis en dépôt définitif sur le site.

Les talus Nord-Ouest, Nord-Est et Sud-Est autour de l'ensemble regroupant les casiers en mode bioréacteur seront équipés de fossés drainants représentés sur le schéma suivant. Ces eaux pluviales non souillées rejoindront les bassins existants.

La voirie d'exploitation sera positionnée en haut du talus Sud-Ouest, c'est-à-dire entre le casier 1 et les casiers bioréacteurs. Les eaux pluviales de cette voirie rejoindront donc les casiers où elles seront pompées.



**Figure 36 : Schéma représentant la structure des fossés drainants**

Le centre d'enfouissement est doté de deux bassins de collecte des eaux pluviales (CET 1 de 900 m³ et CET2 de 3 300 m³). Ces deux bassins déversent dans un troisième bassin (CET fond de 620 m³). Les eaux du CET fond migrent par déversement et sont comptabilisées par un débitmètre. Ces eaux sont ensuite infiltrées dans un bassin d'infiltration.

Les eaux pluviales des casiers non exploités seront pompées et injectées dans les bassins de stockage des eaux pluviales. Le pompage sera réalisé afin de respecter une charge hydraulique de 30 cm maximum en fond de casier.

### ► Eaux souterraines

Actuellement la qualité des eaux souterraines est suivie au droit du site à l'aide de 3 piézomètres : Pz1 situé en amont hydraulique du site et Pz2 et Pz3 situés en aval hydraulique du site.

Aucune modification de ce suivi n'est envisagée.

## 4.1.3 Infrastructures

Le projet utilisera les installations déjà existantes au droit du site.

Une voirie et une plateforme d'accès au futur quai de vidange seront construites en limite des casiers 1 et 2 et sur la moitié sud. La largeur de la voirie sera d'environ 7 m.

La structure sera la suivante :

- couche de forme de craie compactée ou traitée ;
- couche d'enduit bitumeux ;
- enrochement ou glissière de sécurité sur le côté du casier 2.

#### 4.1.4 Aménagements naturels et paysagers

Les aménagements projetés pour la création du bioréacteur et l'optimisation de l'emprise disponible au droit du casier 2 impliquent une rehausse du dôme final de 4 m par rapport à la cote prévue par l'arrêté d'exploitation initial.

Afin de limiter l'impact de cette rehausse sur l'intégration paysagère du site, un traitement paysager est prévu en phase de fin d'exploitation en frange nord du site. Il s'agit de renforcer l'effet naturel de bande boisée libre le long du site. Cette bande boisée préexistante qui borde le site préfigure le traitement paysager en bordure des dépôts, sa hauteur est suffisante pour filtrer les vues à terme, elle est cependant partielle.

Il s'agit de la renforcer par des essences arborées locales en pied de remblais afin de compléter la situation existante. Ce traitement végétal complètera ainsi la bordure naturelle de la vallée comme jadis avant l'exploitation, en soulignant la trame paysagère en place. Il permettra d'atténuer l'aspect artificiel du talus créé dans le front de la vallée.



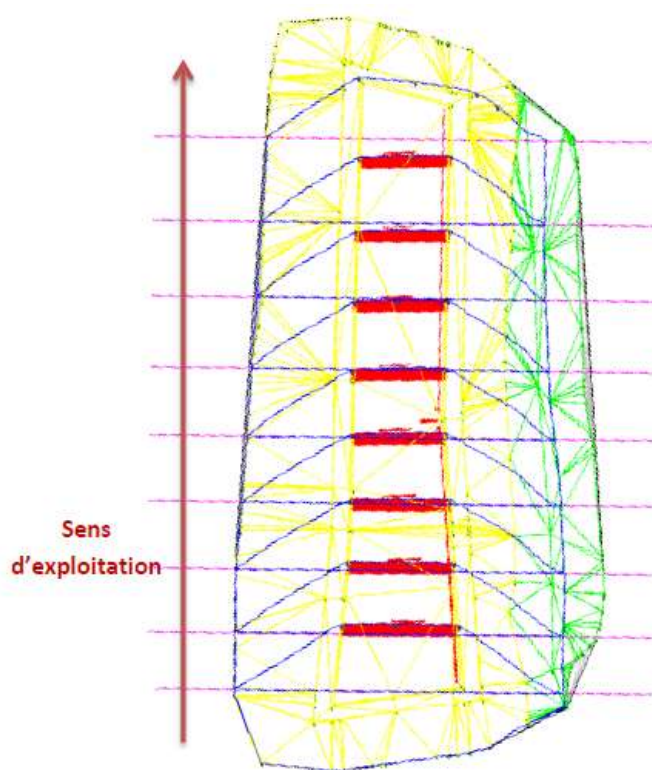


## 4.1.5 Exploitation de l'ISDND

### 4.1.5.1 Phasage de l'exploitation

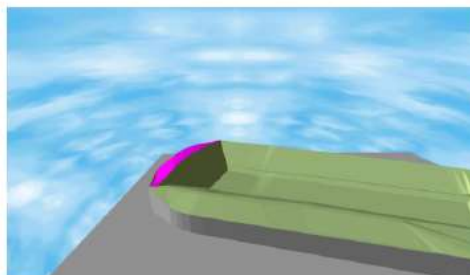
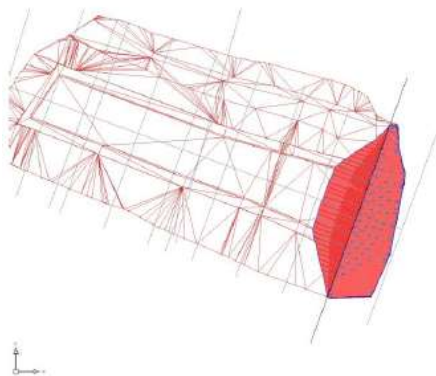
Le sens progression des casiers se fera du Sud-Est vers le Nord-Ouest conformément à l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001.



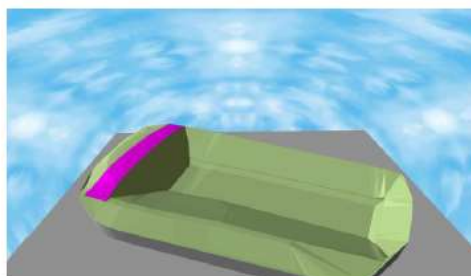
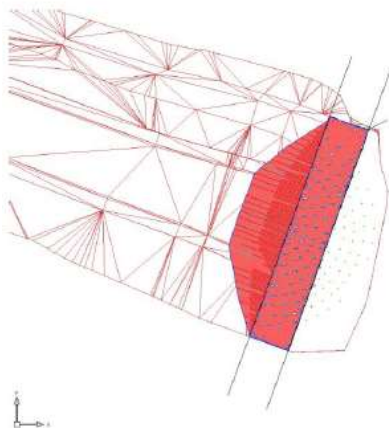


**Figure 37 : Schéma représentant le sens d'exploitation des casiers**

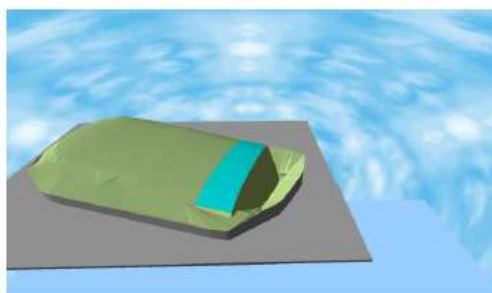
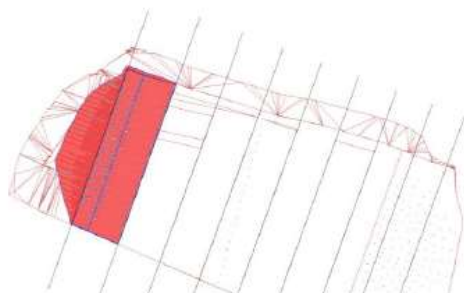
Casier1



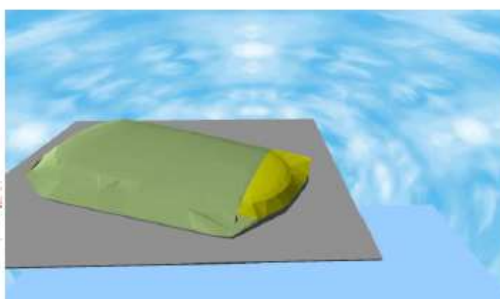
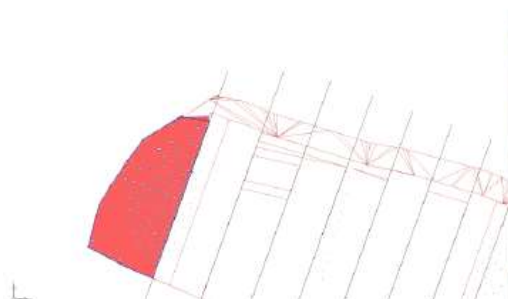
Casier2



Casier9



Casier 10



#### 4.1.5.2 Accès aux casiers

L'accès au casier se fera progressivement :

- dans un premier temps, les camions déchargent les déchets du haut du casier ;
- progressivement la rampe constituée de déchets se forme et la chargeuse à chaînes (TRAX) pourra alors l'aménager jusqu'au fond du casier ;
- puis, le compacteur à déchets descendra à son tour dans le fond du casier.

L'accès au casier par les camions se fera progressivement en fonction du remplissage de celui-ci, un quai de vidage sera aménagé sur la partie haute afin de sécuriser les opérations de vidage des camions.

#### 4.1.5.3 Contrôle de l'installation

Le programme de contrôle et de maintenance préventive en place pour la gestion des lixiviats sera adapté à la réinjection en casier. Ce programme spécifiera, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, dégradée ou accidentelle.

Les effluents liquides et gazeux sont contrôlés en suivant un programme de surveillance dans lequel sont listés les paramètres à suivre et leur fréquence d'analyse. Ce programme de surveillance est présenté dans les tableaux suivants afin d'en faciliter la lecture.

**Contrôle de la qualité des lixiviats** : la composition physico-chimique des lixiviats réinjectés sera contrôlée tous les trois mois. Dans ce cadre, les paramètres suivants seront analysés :

pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, phénols et légionnelles.

Tableau 7 : Contrôle de l'installation

X ROUGE / ANNUEL XX BLEU / SEMESTRIEL XXXX NOIR / TRIMESTRIEL	Eaux souterraines PZ1, PZ2, PZ3	Lixiviats traités Rejet station	Bassin des eaux pluviales CET1, CET2, CET fond	Proposition Lixiviats réinjectés
pH	XX	XXXX	XXXX	XXXX
Résistivité	XX	XXXX		
Conductivité à 25 °C			XXXX	
DCO (Demande Chimique en Oxygène)	XX	XXXX	XXXX	XXXX
DBO <sub>5</sub> (Demande Biologique en Oxygène)	XX	XXXX	X	XXXX
MES (Matières En Suspension)	XX	XX	XXXX	XXXX
Carbone Organique Total (COT)	XX	XX	X	XXXX
Composés organiques halogénés (AOX)	XX	XX	X	
Azote global (NGI)			X	
Azote Total Kjeldhal (NTK)				XXXX
Azote ammoniacal (NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> ) / ammonium	XX	XX		XXXX
Nitrates (NO <sub>3</sub> <sup>-</sup> )	XX	XX		
Nitrites (NO <sub>2</sub> <sup>-</sup> )	XX	XX		
Phosphore total (Pt)			X	XXXX
Phosphate (PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> ) (orthophosphate)	XX	XX		
Calcium (Ca <sup>2+</sup> )	XX	XX		
Magnésium (Mg <sup>2+</sup> )	XX	XX		
Potassium (K <sup>+</sup> )	XX	XX		
Sodium (Na <sup>+</sup> )	XX	XX		
Chlorures (Cl <sup>-</sup> )	XX	XX		XXXX
Sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> )	XX	XX		XXXX
Manganèse (Mn <sup>2+</sup> )	XX	XX	X	XXXX
Cyanures libres (CN libres)	XX		X	XXXX
Chrome hexavalent (Cr6+)			X	
Chrome total (Crt)	XX	XX	X	XXXX
Arsenic (As)	XX		X	XXXX
Mercure total (Hgt)	XX	XX	X	XXXX
Cadmium total (Cd)	XX	XX	X	XXXX
Cuivre total (Cu)	XX	XX	X	XXXX
Fer (Fe)	XX		X	XXXX
Nickel total (Ni)	XX	XX	X	XXXX
Plomb total (Pb)	XX	XX	X	XXXX
Zinc total (Zn)	XX	XX	X	XXXX
Etain (Sn)	XX		X	XXXX
Aluminium (Al)	XX		X	
Hydrocarbures totaux (HCT)			XXXX	XXXX
Composés phénoliques / Phénols			X	XXXX
Potentiel REDOX	XX			
Fluor et ses composés / Fluorures			X	
Légionnelles				XXXX

X ROUGE / ANNUEL XX BLEU / SEMESTRIEL XXX NOIR / TRIMESTRIEL	Gaz avant brûlage BIOGAZ	Gaz après brûlage Fumées TORCHERE	Gaz après brûlage Fumées CHAUDIERE
CH <sub>4</sub>	XXXX		X
CO <sub>2</sub>	XXXX		
O <sub>2</sub>	XXXX	X	X
H <sub>2</sub> S	XXXX		
H <sub>2</sub>	XXXX		
H <sub>2</sub> O	XXXX		
SO <sub>2</sub>		X	X
CO		X	X
HCl		X	
HF		X	
NO <sub>x</sub>			X
Poussières > 0,7 µm			X
COVT			X
COVNM (Composé Organique Volatil Non Méthanique)			X



## 4.2 Plateforme de valorisation et casier de stockage de déchets inertes

Une nouvelle activité de valorisation et stockage des déchets inertes sera installée sur le site dans le cadre du projet. Cette nouvelle activité utilisera les installations déjà existantes au niveau de la pesée des déchets en entrée de site.

Les ISDI relevaient jusqu'à présent d'un régime spécial d'autorisation réglementé par l'arrêté du 28 octobre 2010. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, elles sont devenues des ICPE par un décret qui a modifié la rubrique 2760 de la nomenclature des installations afin d'y introduire les installations de stockage de déchets inertes en leur appliquant le régime d'enregistrement. Un nouvel arrêté ministériel en date du 12 décembre 2014 est applicable pour les ISDI.

TRINOVAL projette sur cette installation un volume d'activité de 10 000 t/an pour la plateforme de valorisation (dont 80 % de non valorisable) et de 8 000 t/an pour le casier de stockage. La durée de vie de l'ISDI prévue par le TRINOVAL est estimée à environ 16 ans pour une capacité de stockage totale de 78 000 m<sup>3</sup> environ.

Les déchets admissibles sont inertes: il s'agit de déchets de béton, de pierres, de briques, de tuiles et de céramiques, de matériaux de terrassement, de terres...

Le caractère inerte des déchets admis sur l'ISDI sera confirmé par la mise en œuvre d'un test de lixiviation mesurant le potentiel polluant et contenu total, dont les résultats sont comparés aux seuils présentés ci-après :

1\* Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER (*) exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mn	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Se	0,04
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (****)	800
Fluorure	10
Sulfate (****)	1 000 (**)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total sur échantillon) (***)	500
FS (fraction soluble) (****)	4 000

(\*) Les valeurs limites à respecter peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions spécifiées à l'article 10.  
(\*\*) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.  
(\*\*\*) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur échantillon à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur échantillon si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.  
(\*\*\*\*) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER (*) exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(*) Les valeurs limites à respecter peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions spécifiées à l'article 10. (**) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

L'aménagement du casier sera conforme à l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime d'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (cf. **Annexe 2 du présent document**).

#### 4.2.1 Admission des déchets inertes

L'admission des matériaux sur la plateforme et le casier ISDI sera réalisée en conformité avec l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les déchets inertes seront en partie issus de la déchetterie ou par apport spécifique. A ce niveau, un contrôle visuel des déchets est déjà réalisé lors du déchargement du véhicule pour vérifier l'absence de déchets interdits.

Ils seront ensuite acheminés vers l'installation de stockage qui déchargera directement les déchets dans l'installation.

Les pesées des camions ou de tout véhicule apportant des déchets seront réalisées à l'entrée et à la sortie des véhicules sur le site.

L'ensemble des entrées seront consignées dans un registre informatique.

Les déchets inertes valorisables seront stockés temporairement sur une zone dédiée et identifiées dans l'attente de la campagne de traitement mécanique.

#### 4.2.2 Description des campagnes de broyage-valorisation

La plateforme des déchets inertes se situera à l'ouest du site, implantée à une distance de 20 mètres des limites du site respectant la distance minimale de l'article 6 de l'arrêté du 12 décembre 2014.

L'installation présentera une surface de 12 300 m<sup>2</sup> environ divisée en plusieurs zones :

- La zone de stockage provisoire d'environ 500 m<sup>2</sup> pour les déchets inertes « bruts » en attente de valorisation ;
- Une plateforme bétonnée d'environ 500 m<sup>2</sup> destinée à accueillir les équipements mobiles de criblage et broyage ;
- Une zone d'environ 500 m<sup>2</sup> pour le stockage des granulats produits ;
- La zone d'enfouissement et stockage des déchets inertes non valorisables (fines) sur une emprise de 10 800 m<sup>2</sup>, dont 7 900 m<sup>2</sup> pour le casier et une bande d'isolement représentant 2 900 m<sup>2</sup>.

Le projet prévoit la mise en place d'une plateforme de valorisation des déchets inertes par broyage, concassage et criblage à l'aide d'un équipement d'une puissance comprise entre 90 et 315 kW (puissance

standard). Les opérations de traitement mécanique (broyage, criblage) seront réalisées de manière ponctuelle sous la forme de campagnes réalisées par un prestataire extérieur.

Dans un premier temps, les déchets seront triés avec une pelle équipée d'un grappin et subiront si nécessaire un concassage primaire par brise-roche afin de réduire leur granulométrie et d'ôter les éventuelles ferrailles. Ensuite, les déchets passeront dans le crible afin de trier les différentes fractions. L'alimentation du brise-roche et du crible se fera à la pelle.

Les matériaux de granulométrie valorisable issus des déchets inertes seront chargés à la pelle soit directement pour évacuation et transport vers les chantiers où ils seront utilisés en sous couche de chemins agricoles ou forestiers, soit pour stockage sur la zone prévue à cet effet, pour réutilisation ultérieure.

Le broyeur fonctionnera durant les horaires d'ouverture du site, 1 fois par mois lorsque le tonnage de 1 kt sera atteint.

La mise en œuvre des déchets inertes non valorisables sera réalisée avec les précautions adaptées à la granulométrie de ces matériaux. En effet, il est attendu que ceux-ci soient composés de fines susceptibles de générer des émissions de poussières. Les opérations d'enfouissement seront donc réalisées en dehors des épisodes secs et sous arrosage si nécessaire.

La conformité des installations au regard de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est présentée en **Annexe 3** du présent document.

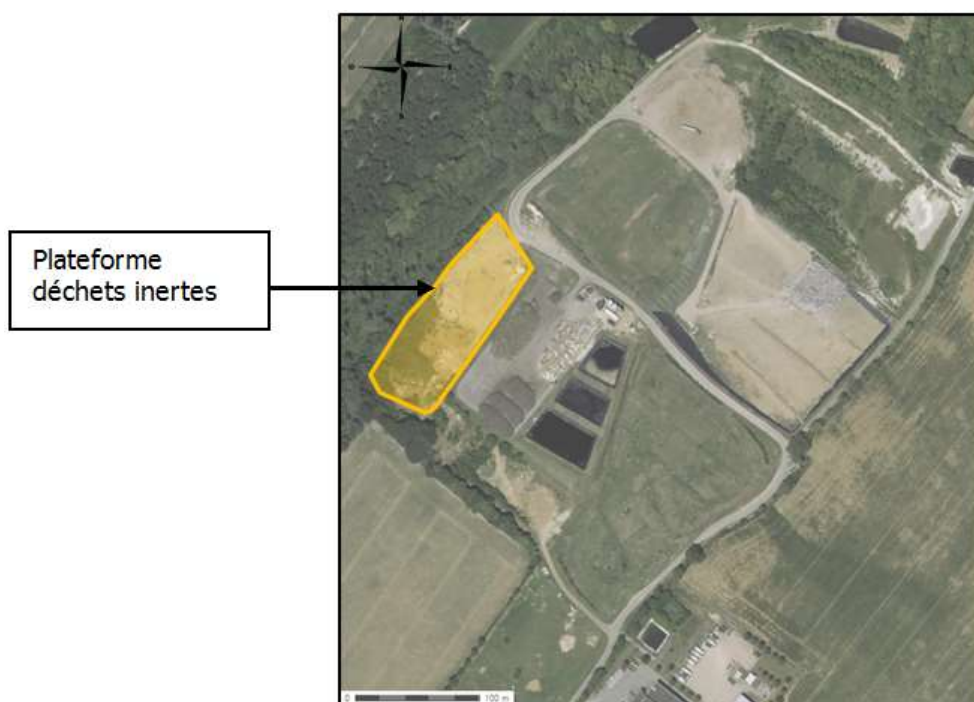
#### 4.2.3 Création d'une plateforme de déchets inertes

Actuellement, les déchets inertes (gravats, terre) réceptionnés par TRINOVAL sont stockés provisoirement en partie ouest du site, à proximité de la plateforme de déchets verts. Ces déchets inertes sont ensuite réutilisés sur site (route, couverture...). Le volume de déchets inertes collectés est d'environ 4 000 t/an (donnée 2013).

TRINOVAL a identifié une opportunité pour le développement d'une activité de valorisation de ces matériaux comprenant :

- une plateforme de valorisation de 10 kt/an dont 80 % de non valorisable ;
- un casier de stockage de déchets inertes de 8 kt/an.

L'emprise concernée représente une superficie d'environ 12 300 m².



**Figure 38 : Création d'une plateforme de déchets inertes**

L'aménagement du casier sera conforme à l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime d'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (cf. **Annexe 4 du Dossier n°3 - Etude d'impact**).

#### 4.2.4 Aménagement et exploitation de l'ISDI

Le casier ISDI sera réalisé selon les prescriptions techniques fixées par l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La conformité du projet à l'AM du 12/12/2014 est présentée en **Annexe 2 du présent dossier**).

L'aménagement est réalisé en creux et en légère rehausse par rapport au terrain naturel. La cote basse du terrassement est située à 138.07 m NGF, ce qui est compatible avec la profondeur de la nappe (50 m de profondeur environ à cet endroit du site). Le dôme sera réalisé jusqu'à la cote maximale autorisée (155 m NGF). Les zones de stockage accueilleront une hauteur de déchets inertes d'au maximum 17 m.

Les matériaux apportés seront mis en place par tranche d'épaisseur comprise entre 1,5 et 2 m en progressant au fur et à mesure jusqu'à l'atteinte de la cote maximale du projet moins 1 m (prévoyant ainsi la couverture finale de 1 m de terre végétale).

Les talus présenteront une pente 1 pour 1 permettant de respecter la bonne tenue des terrains.

La mise en place des matériaux se fera préférentiellement par bandes sur la largeur du casier. La mise en stock se fera donc progressivement, à l'aide d'engins adaptés (déjà présents au droit du site, dans le cadre de son activité actuelle) qui mettront en place et tasseront les matériaux entreposés.

Une piste de ceinture permettra l'accès à l'ensemble du casier. Un fossé sera réalisé en limite de site afin de collecter les eaux pluviales extérieures et de les dévier de l'ISDI. Elles rejoindront le réseau actuel de gestion des eaux pluviales.

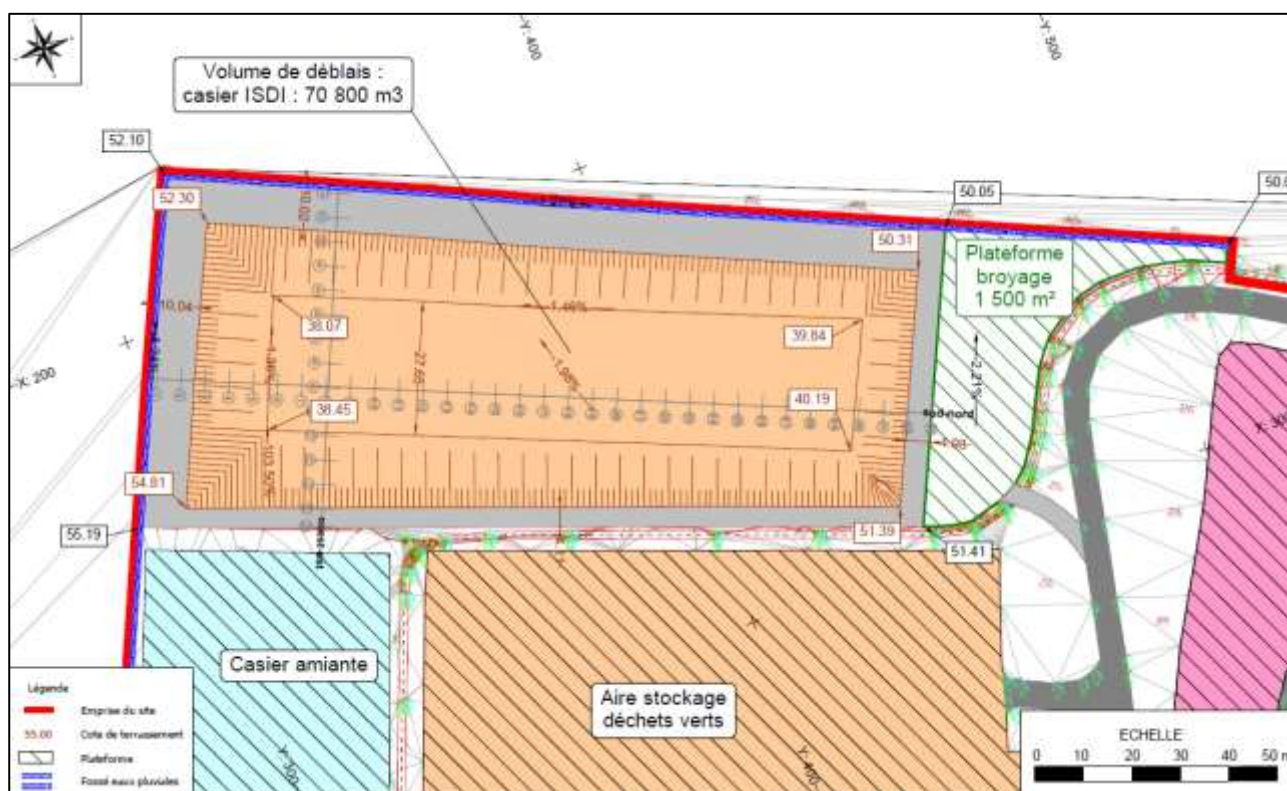


Figure 39 : Terrassement de l'ISDI

#### 4.2.5 Réaménagement

Le réaménagement du site sera réalisé conformément à l'article 20 de l'arrêté du 12 décembre 2014 présenté en **Annexe 4 du Dossier n°3 – Etude d'impact**.



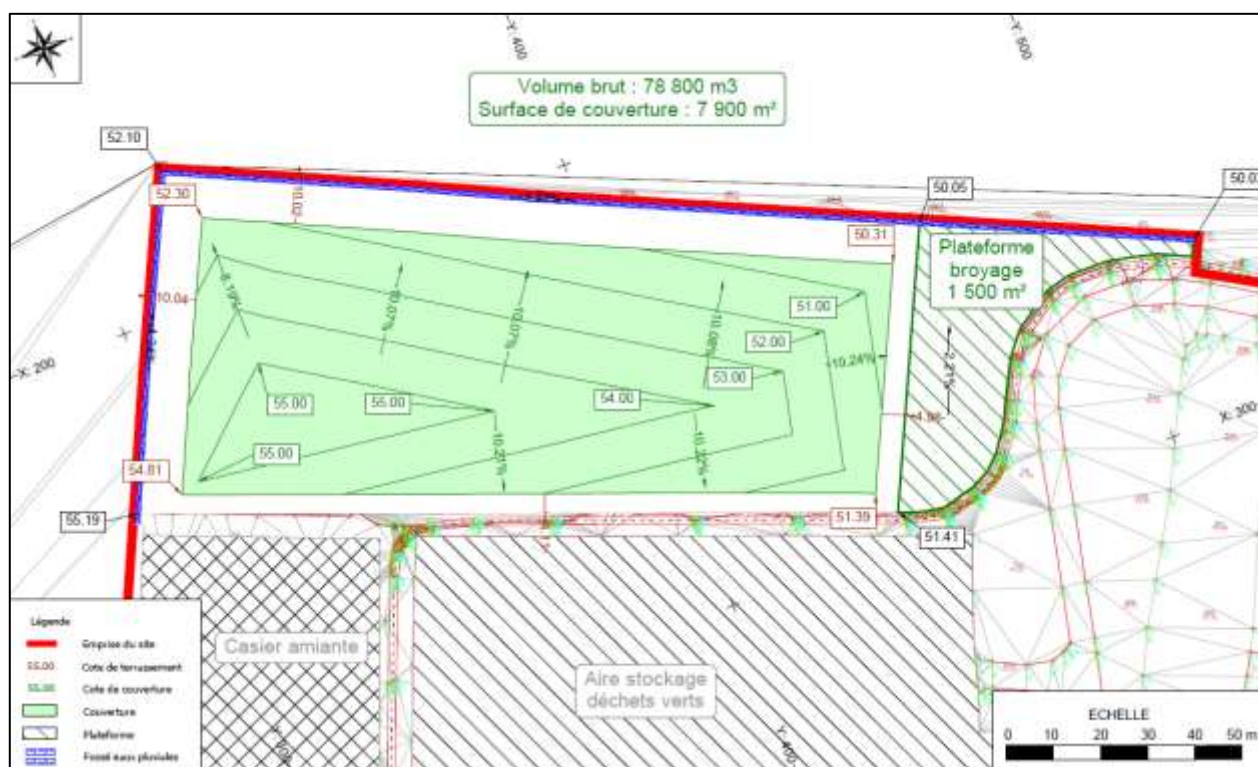


Figure 40 : Réhabilitation de la zone

## 4.3 Création d'un nouveau casier d'amiante lié

### 4.3.1 Description de l'installation

Le casier de déchets amiantés sera complètement indépendant, notamment hydrauliquement, du casier actuel et des casiers de déchets non dangereux.

Comme le casier actuel, l'aménagement est réalisé en excavation et en légère rehausse par rapport au terrain naturel. La cote basse du terrassement est située à 138.07 m NGF, ce qui est compatible avec la profondeur de la nappe (50 m de profondeur environ à cet endroit du site).

Les conditions d'aménagement spécifiques à ce casier mono-déchets amiantés sont conformes aux dispositions des articles 39 à 45 de l'AM du 15/02/2016.

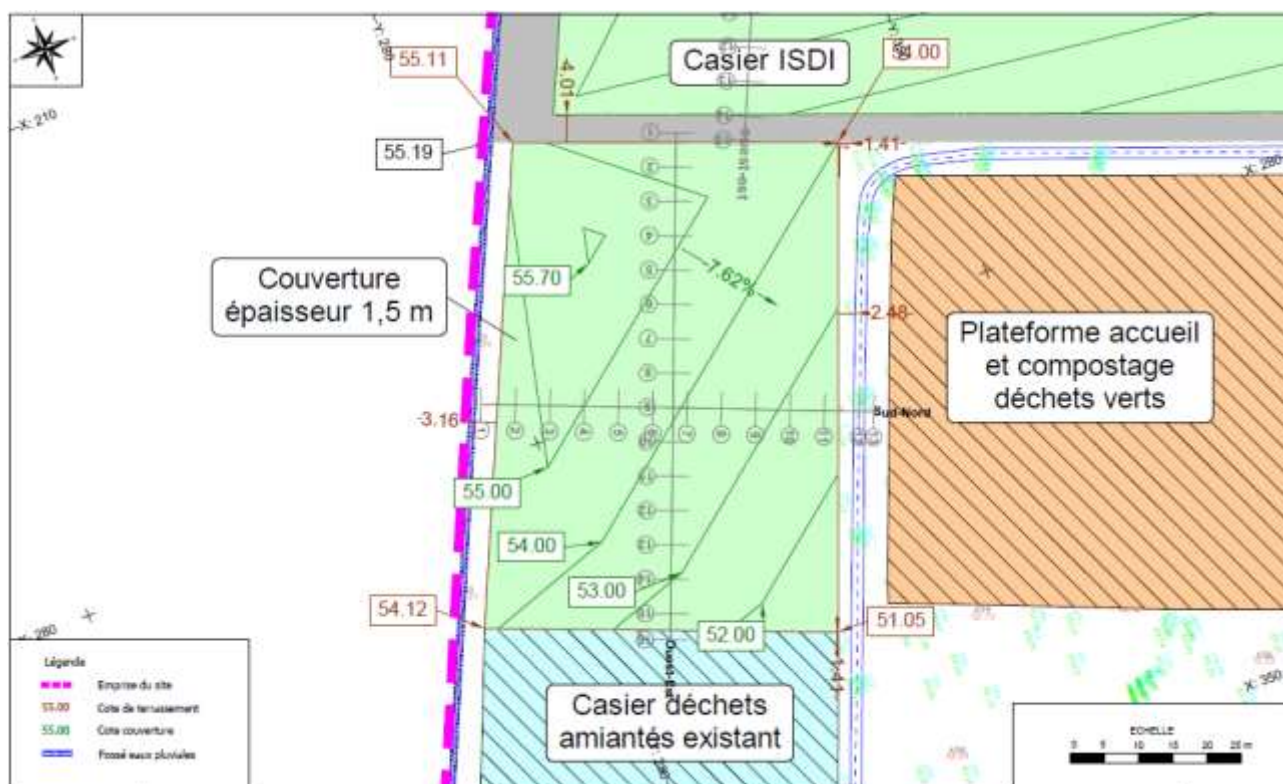


Figure 41 : Plan du futur Casier de déchets amiantés

#### 4.3.1.1 Conception du casier

Le schéma ci-après illustre le principe d'aménagement type du casier de stockage de déchets amiantés sur le site.

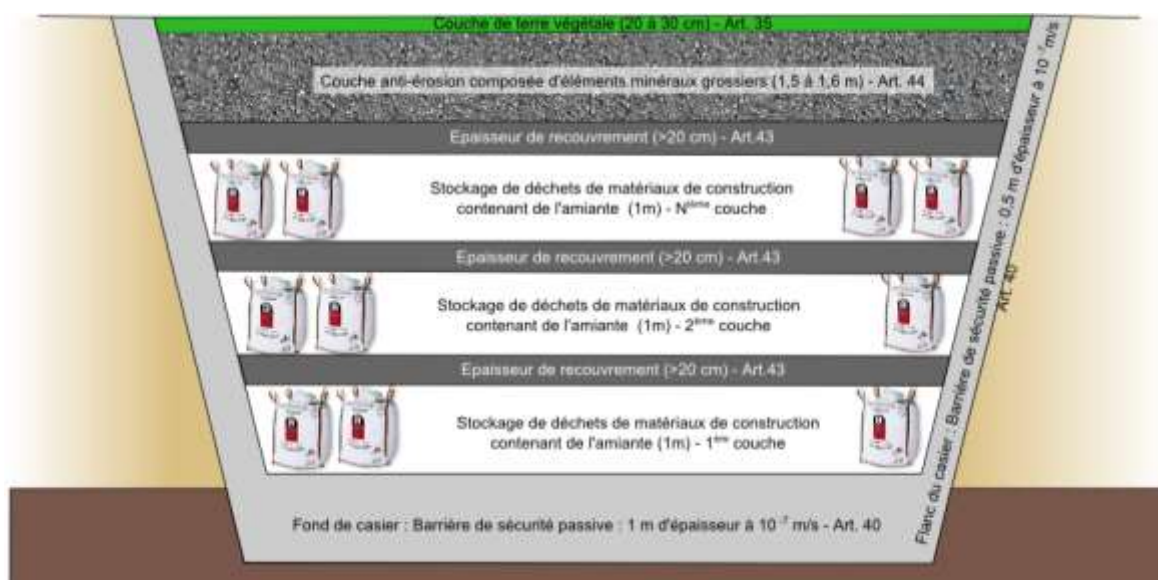


Figure 42 : Coupe type du casier

Les zones de stockage accueilleront une hauteur de déchets amiantés d'au maximum 17 m.

#### 4.3.1.2 Barrière passive

Conformément à l'article 39 de l'Arrêté Ministériel du 15 février 2016, les casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont soumis à la constitution d'une « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure à  $1.10^{-7}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur,
- les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à  $1.10^{-7}$  m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur.

Les terrains en place au droit du casier ne présentent pas ces niveaux de perméabilité. Par conséquent, la barrière passive sera reconstituée à l'aide de matériaux d'apport. Leur mise en œuvre devra faire l'objet de contrôles de perméabilité en cours de travaux, conformément aux règles de l'art.

Par ailleurs, l'article 9 de l'arrêté du 15 février 2016 n'étant pas applicable aux casiers mono-déchets dans lesquels sont stockés des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, aucune barrière de sécurité dite « active » n'est à aménager au niveau des flancs et fonds des casiers.

#### 4.3.1.3 Couverture des casiers

Dès que la cote maximale pour le dépôt des déchets sera atteinte, une couverture finale sera mise en place.

Conformément à l'article 44 de l'Arrêté Ministériel du 15 février 2016, les casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la couverture finale comprendra une couche anti-érosion composé d'éléments minéraux grossiers d'une épaisseur minimale d'un mètre.

Elle sera recouverte d'une couche de terre végétale de recouvrement de 20 à 30 cm issue du décapage des terrains pour une reprise agricole des terrains conformément à l'article 35 de l'AM du 15/02/2016.

#### 4.3.1.4 Gestion des effluents aqueux

##### ► Eaux d'infiltration

L'article 11 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, qui concerne la gestion des lixiviats, ne s'applique pas aux casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.

##### ► Eaux de ruissellement internes

Les eaux de ruissellement internes au casier récupérées par la couche de drainage située au fond de casier seront acheminées gravitairement jusqu'au point bas du casier.

Ces eaux seront ensuite renvoyées par pompage, qui évoluera dans le temps, vers le bassin CET1. Des mesures des fibres d'amiante seront réalisées dans ce bassin conformément à l'article 43 de l'AM du 15/02/2016.

##### ► Eaux de ruissellement externes

Un fossé permettant de dévier le ruissellement des eaux extérieures au site existe déjà autour de l'emprise du futur casier.

### 4.3.2 Modalités et période d'exploitation des casiers mono-déchets amiantés

Dans le cadre de l'activité existante, une procédure d'acceptation spécifique à ces déchets a été mise en place. Chaque chargement fait l'objet d'une détection de radioactivité et est enregistré grâce à un bordereau de suivi qui indique la provenance et le tonnage, de façon à assurer la traçabilité des déchets.

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante seront recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception, par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement sera supérieure à 20 cm (article 43 de l'AM du 15/02/2016).

En application de l'arrêté du 15 février 2016, les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante seront stockés sur une aire de déchargement isolée de l'aire de déchargement des autres déchets inertes.

Le déchargement sera effectué avec précaution à l'aide d'un chariot élévateur.

L'exploitant vérifiera que les sacs ou les palettes contenant de l'amiante arrivent sur le site en double conditionnement étanche ou filmés pour les palettes, et que ceux-ci sont étiquetés « amiante ».

Il vérifiera également que le chargement est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA) sur lequel sont indiqués les numéros des scellés.

L'exploitant procèdera ensuite au stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante. Conformément à l'arrêté du 12 mars 2012, les déchets d'amiante seront entreposés dans l'un des deux casiers dédiés sur le site. Les déchets d'amiante y seront quotidiennement recouverts par une couche de matériaux inertes de garantir leur confinement au sein du casier. L'exploitant s'assurera de disposer d'une réserve d'au moins 15 jours d'avance en matériaux de recouvrement.

En fin d'exploitation d'un casier d'amiante, une couverture de terre végétale sera régalaie sur le casier afin de faciliter le retour à une vocation agricole. Il sera également procédé à la constitution des servitudes réglementaires au droit de l'emprise des casiers mono-déchets amiante.

Le casier, d'un volume de 26 092 m<sup>3</sup>, a été dimensionné pour accueillir environ 25 000 tonnes de déchets amiantés. Le volume d'activité projeté étant de 1 000 t/an, la période d'exploitation de ce casier est de 25 ans.



Figure 43 : Conditionnement des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (Source : INRS)

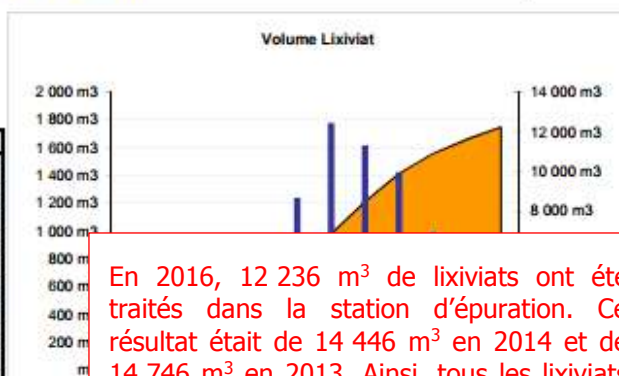
Annexe 1.

# **Rapport d'activité de la station de traitement des lixiviats**



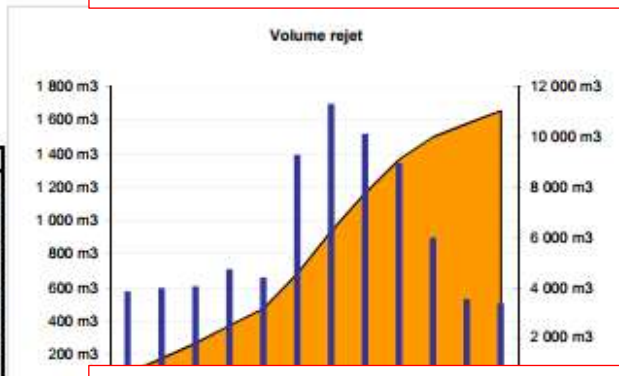
Destinataires	Helene Batteur Bernard Breuil Stephane Carlier Agnes Joron	<a href="mailto:helene.batteur@hotelier.fr">helene.batteur@hotelier.fr</a> <a href="mailto:bernard.breuil@ikos.fr">bernard.breuil@ikos.fr</a> <a href="mailto:stephane.carlier@ikos.fr">stephane.carlier@ikos.fr</a> <a href="mailto:agnes.joron@ikos.fr">agnes.joron@ikos.fr</a>
Emetteur	Juën Tintilier	<a href="mailto:jtintilier@ovive.fr">jtintilier@ovive.fr</a>

Historique	Mensuel	Cumulé
Janvier	704 m <sup>3</sup>	704 m <sup>3</sup>
Février	817 m <sup>3</sup>	1 521 m <sup>3</sup>
Mars	755 m <sup>3</sup>	2 276 m <sup>3</sup>
Avril	831 m <sup>3</sup>	3 107 m <sup>3</sup>
Mai	750 m <sup>3</sup>	3 857 m <sup>3</sup>
Juin	1 241 m <sup>3</sup>	5 098 m <sup>3</sup>
Juillet	1 778 m <sup>3</sup>	6 876 m <sup>3</sup>
Août	1 616 m <sup>3</sup>	8 492 m <sup>3</sup>
Septembre	1 423 m <sup>3</sup>	9 915 m <sup>3</sup>
Octobre	989 m <sup>3</sup>	10 904 m <sup>3</sup>
Novembre	723 m <sup>3</sup>	11 627 m <sup>3</sup>
Décembre	609 m <sup>3</sup>	12 236 m <sup>3</sup>



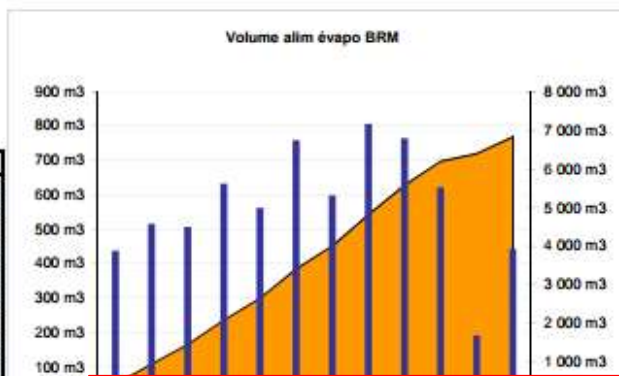
En 2016, 12 236 m<sup>3</sup> de lixivats ont été traités dans la station d'épuration. Ce résultat était de 14 446 m<sup>3</sup> en 2014 et de 14 746 m<sup>3</sup> en 2013. Ainsi, tous les lixivats de la STEP sont bien traités, le dispositif est donc bien dimensionné.

Historique	Mensuel	Cumulé
Janvier	577 m <sup>3</sup>	577 m <sup>3</sup>
Février	596 m <sup>3</sup>	1 173 m <sup>3</sup>
Mars	607 m <sup>3</sup>	1 780 m <sup>3</sup>
Avril	709 m <sup>3</sup>	2 489 m <sup>3</sup>
Mai	660 m <sup>3</sup>	3 149 m <sup>3</sup>
Juin	1 392 m <sup>3</sup>	4 541 m <sup>3</sup>
Juillet	1 695 m <sup>3</sup>	6 236 m <sup>3</sup>
Août	1 517 m <sup>3</sup>	7 753 m <sup>3</sup>
Septembre	1 341 m <sup>3</sup>	9 094 m <sup>3</sup>
Octobre	897 m <sup>3</sup>	9 991 m <sup>3</sup>
Novembre	532 m <sup>3</sup>	10 523 m <sup>3</sup>
Décembre	505 m <sup>3</sup>	11 028 m <sup>3</sup>



11 028 m<sup>3</sup> de lixivats sont rejetés de la STEP (hors boues).

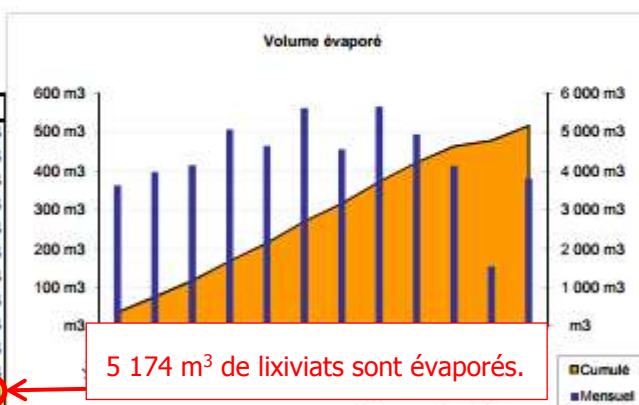
Historique	Mensuel	Cumulé
Janvier	437 m <sup>3</sup>	437 m <sup>3</sup>
Février	515 m <sup>3</sup>	952 m <sup>3</sup>
Mars	506 m <sup>3</sup>	1 458 m <sup>3</sup>
Avril	632 m <sup>3</sup>	2 090 m <sup>3</sup>
Mai	561 m <sup>3</sup>	2 651 m <sup>3</sup>
Juin	758 m <sup>3</sup>	3 409 m <sup>3</sup>
Juillet	598 m <sup>3</sup>	4 007 m <sup>3</sup>
Août	805 m <sup>3</sup>	4 812 m <sup>3</sup>
Septembre	764 m <sup>3</sup>	5 576 m <sup>3</sup>
Octobre	621 m <sup>3</sup>	6 197 m <sup>3</sup>
Novembre	190 m <sup>3</sup>	6 387 m <sup>3</sup>
Décembre	442 m <sup>3</sup>	6 829 m <sup>3</sup>



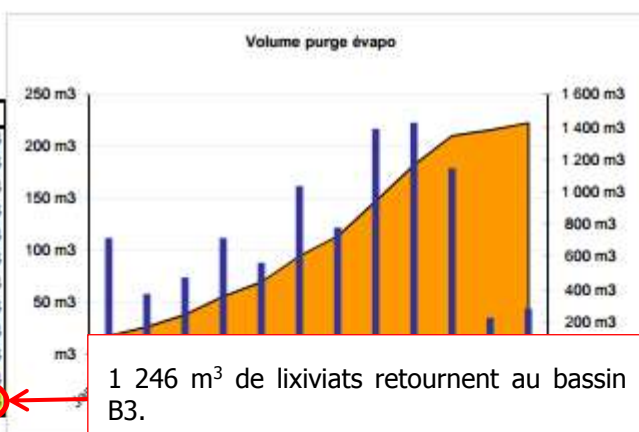
6 829 m<sup>3</sup> de lixivats alimentent l'évaporateur.

Destinataires	Helene Batteur Bernard Breuil Stephane Carlier Agnes Joron	<a href="mailto:helene.batteur@hotelier.fr">helene.batteur@hotelier.fr</a> <a href="mailto:bernard.breuil@ikos.fr">bernard.breuil@ikos.fr</a> <a href="mailto:stephane.carlier@ikos.fr">stephane.carlier@ikos.fr</a> <a href="mailto:agnes.joron@ikos.fr">agnes.joron@ikos.fr</a>
Emetteur	Juien Tintilier	<a href="mailto:jtintilier@ovive.fr">jtintilier@ovive.fr</a>

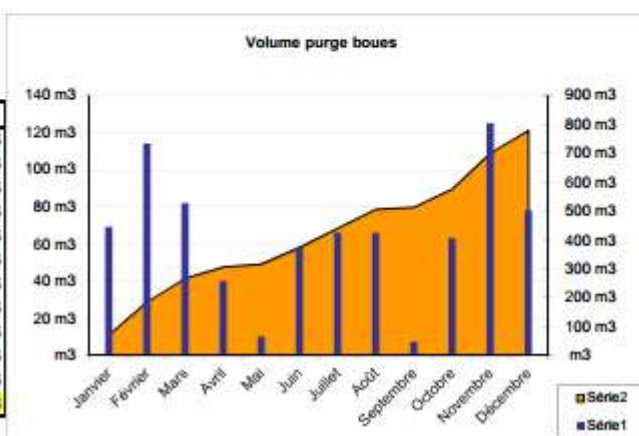
Historique	Mensuel	Cumulé
Janvier	363 m <sup>3</sup>	363 m <sup>3</sup>
Février	397 m <sup>3</sup>	760 m <sup>3</sup>
Mars	415 m <sup>3</sup>	1 175 m <sup>3</sup>
Avril	507 m <sup>3</sup>	1 682 m <sup>3</sup>
Mai	465 m <sup>3</sup>	2 147 m <sup>3</sup>
Juin	562 m <sup>3</sup>	2 709 m <sup>3</sup>
Juillet	456 m <sup>3</sup>	3 165 m <sup>3</sup>
Août	566 m <sup>3</sup>	3 731 m <sup>3</sup>
Septembre	495 m <sup>3</sup>	4 226 m <sup>3</sup>
Octobre	414 m <sup>3</sup>	4 640 m <sup>3</sup>
Novembre	154 m <sup>3</sup>	4 794 m <sup>3</sup>
Décembre	380 m <sup>3</sup>	<b>5 174 m<sup>3</sup></b>



Historique	Mensuel	Cumulé
Janvier	112 m <sup>3</sup>	112 m <sup>3</sup>
Février	58 m <sup>3</sup>	170 m <sup>3</sup>
Mars	74 m <sup>3</sup>	244 m <sup>3</sup>
Avril	112 m <sup>3</sup>	356 m <sup>3</sup>
Mai	88 m <sup>3</sup>	444 m <sup>3</sup>
Juin	162 m <sup>3</sup>	606 m <sup>3</sup>
Juillet	122 m <sup>3</sup>	728 m <sup>3</sup>
Août	217 m <sup>3</sup>	945 m <sup>3</sup>
Septembre	223 m <sup>3</sup>	1 168 m <sup>3</sup>
Octobre	179 m <sup>3</sup>	1 347 m <sup>3</sup>
Novembre	35 m <sup>3</sup>	1 382 m <sup>3</sup>
Décembre	44 m <sup>3</sup>	<b>1 426 m<sup>3</sup></b>

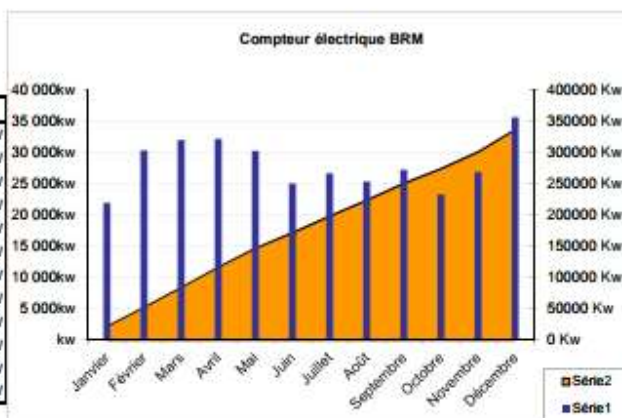


Historique	Mensuel	Cumulé
Janvier	69 m <sup>3</sup>	69 m <sup>3</sup>
Février	114 m <sup>3</sup>	183 m <sup>3</sup>
Mars	82 m <sup>3</sup>	265 m <sup>3</sup>
Avril	40 m <sup>3</sup>	305 m <sup>3</sup>
Mai	10 m <sup>3</sup>	315 m <sup>3</sup>
Juin	58 m <sup>3</sup>	373 m <sup>3</sup>
Juillet	66 m <sup>3</sup>	439 m <sup>3</sup>
Août	66 m <sup>3</sup>	505 m <sup>3</sup>
Septembre	7 m <sup>3</sup>	512 m <sup>3</sup>
Octobre	63 m <sup>3</sup>	575 m <sup>3</sup>
Novembre	125 m <sup>3</sup>	700 m <sup>3</sup>
Décembre	78 m <sup>3</sup>	<b>778 m<sup>3</sup></b>

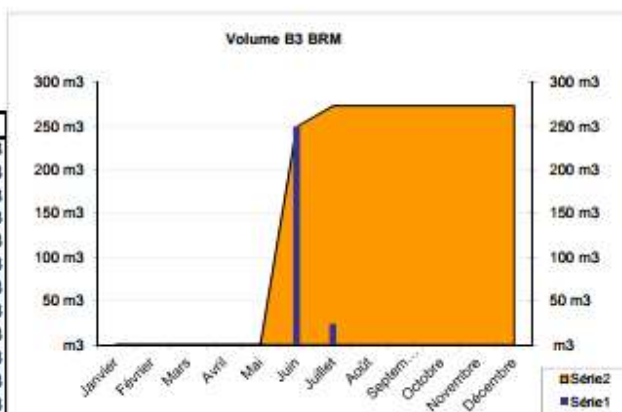


Destinataires	Helene Batteur Bernard Breuil Stephane Carlier Agnes Joron	<a href="mailto:helene.batteur@hotelier.fr">helene.batteur@hotelier.fr</a> <a href="mailto:bernard.breuil@ikos.fr">bernard.breuil@ikos.fr</a> <a href="mailto:stephane.carlier@ikos.fr">stephane.carlier@ikos.fr</a> <a href="mailto:agnes.joron@ikos.fr">agnes.joron@ikos.fr</a>
Emetteur	Juïen Tintillier	<a href="mailto:jtintillier@ovive.fr">jtintillier@ovive.fr</a>

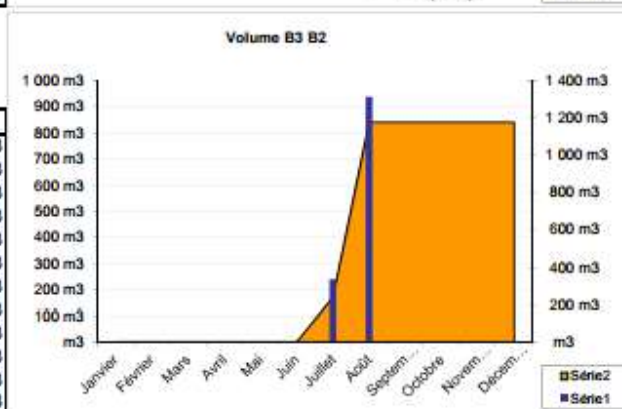
Historique	Mensuel	Cumulé
Janvier	21 883kw	21883 Kw
Février	30 291kw	52174 Kw
Mars	31 944kw	84118 Kw
Avril	32 132kw	116250 Kw
Mai	30 194kw	146444 Kw
Juin	24 982kw	171426 Kw
Juillet	26 620kw	198046 Kw
Août	25 295kw	223341 Kw
Septembre	27 186kw	250527 Kw
Octobre	23 235kw	273762 Kw
Novembre	26 839kw	300601 Kw
Décembre	35583 Kw	336184 Kw



Historique	Mensuel	Cumulé
Janvier	m3	m3
Février	m3	m3
Mars	m3	m3
Avril	m3	m3
Mai	m3	m3
Juin	249 m3	249 m3
Juillet	24 m3	273 m3
Août		273 m3
Septembre		273 m3
Octobre		273 m3
Novembre		273 m3
Décembre		273 m3



Historique	Mensuel	Cumulé
Janvier	m3	m3
Février	m3	m3
Mars	m3	m3
Avril	m3	m3
Mai	m3	m3
Juin	m3	m3
Juillet	239 m3	239 m3
Août	938 m3	1 177 m3
Septembre		1 177 m3
Octobre		1 177 m3
Novembre		1 177 m3
Décembre		1 177 m3



Annexe 2.  
**Conformité de l'ISDI avec l'arrêté du  
12/12/2014**

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL
<p><b>Article 1 :</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations de stockage de déchets inertes soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2760.</p> <p>A l'exclusion des articles 4 et 6 et du I des articles 5 et 7, qui ne sont pas applicables aux installations existantes, les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ;</li> <li>- des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.</li> </ul> <p>A compter du 1er janvier 2015, les prescriptions fixées avant cette date par arrêté préfectoral aux installations régulièrement autorisées en application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement sont réputées constituer des prescriptions particulières prises au titre des articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	-
<p><b>Article 2 :</b></p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par : « Déchet inerte » : un déchet visé par l'alinéa 4 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; « Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ; « Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li> <li>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li> </ul> <p>« Installation de stockage de déchets inertes » : installation de dépôt de déchets inertes, à l'exclusion des installations de dépôt de déchets où :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ;</li> <li>- les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ;</li> <li>- les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement.</li> </ul>	-



Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL
<p><b>Article 3 :</b></p> <p>Sont exclus du champ d'application du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les stockages de déchets radioactifs au sens de la directive 96/29/EURATOM du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants ;</li> <li>- les stockages de déchets à risques infectieux tels que définis dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique ;</li> <li>- les stockages de déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles, et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures ;</li> <li>- les stockages dans des cavités naturelles ou artificielles en sous-sol.</li> </ul>	<p>L'ISDI de TRINOVAL ne contiendra pas de tels déchets.</p>
Chapitre 1 <sup>er</sup> : Dispositions générales	
<p><b>Article 4 :</b></p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement établie en conformité avec les articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du code de l'environnement.</p> <p>L'installation est implantée hors zone d'affleurement de nappe, cours d'eau, plan d'eau, canaux et fossés, temporaires ou définitifs.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	<p>Aucun cours d'eau, plan d'eau, canal et fossé n'est situé dans les environs proches du site TRINOVAL.</p> <p>La nappe de la craie au droit du site est située en profondeur (entre 63 m et 32 m de profondeur). Les terrassements n'auront pas d'impact sur les eaux souterraines.</p>
<p><b>Article 5 :</b></p> <p>I. - Concernant les installations autorisées après l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement et le dossier qui l'accompagne, tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>II. - Concernant les installations autorisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'autorisation ;</li> </ul>	<p>TRINOVAL tiendra un jour un dossier respectant les dispositions du présent article.</p>

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL
<ul style="list-style-type: none"> <li>- le dossier d'autorisation et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques.</li> </ul>	
<p><b>Article 6 :</b></p> <p>L'installation est implantée à une distance d'éloignement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 mètres des constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des zones destinées à l'habitation ou des captages d'eau ;</li> <li>- 10 mètres des voies d'eau, voies ferrées ou voie de communication routières.</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant propose des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de nuisances des tiers équivalent. Les stockages sont éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site.</p>	<p>L'ISDI et le stockage de déchets inertes de TRINOVAL respecteront les 10 m d'éloignement.</p> <p>(cf. Plans au chapitre <b>4.2</b> du <b>Dossier n°2 – Notice descriptive des installations</b>)</p>
<p><b>Article 7 :</b></p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <p>I. - Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.).</p> <p>II. - Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.</p> <p>III. - Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.</p> <p>Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</p> <p>IV. - Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p>	<p>Les mesures prises concernant les envols de poussières sont décrites dans le chapitre <b>6.10.2</b> du <b>Dossier n°3 – Etude d'impact.</b></p>
<p><b>Article 8 :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>	<p>Les mesures prises concernant l'intégration de l'ISDI dans le paysage sont prises en compte dans le chapitre <b>6.4</b> du <b>Dossier n°3 – Etude d'impact.</b></p>
<p><b>Article 9 :</b></p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) conformément aux chapitres V, VI et VII du présent arrêté.</p> <p>Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.) ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements.</p>	<p>TRINOVAL tiendra à jour une notice à jour disponible sur le site.</p>

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL
Chapitre 2 : Prévention des accidents et des pollutions		
Section 1 : généralités		
<p><b>Article 10 :</b></p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant identifie sur une liste les produits dangereux, leur nature, la quantité maximale détenue, les risques de ces produits dangereux, grâce aux fiches de données de sécurité et sur un plan leur localisation sur le site. Ces documents sont disponibles sur le site. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>		<p>Aucune substance susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol ne sera stockée sur le site.</p> <p>Les engins d'exploitation sont contrôlés annuellement afin de limiter le risque de fuite et leur maintenance est effectuée en dehors du site. Lors du ravitaillement en carburant, en cas de pollution accidentelle, il est à noter que le sol sera étanche et que des kits anti-pollution seront utilisés de manière à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de la plateforme.</p>
Section 2 : Dispositions constructives		
<p><b>Article 11 :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>		<p>L'ISDI de TRINOVAL sera aménagée au sein d'un site ICPE déjà équipé d'un accès pour les services de secours.</p>
<p><b>Article 12 :</b></p> <p>Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site.</p>		<p>Les mesures particulières contre les risques d'incendie contre l'incendie sont décrites dans le chapitre <b>9.8.2.2</b> du <b>Dossier n°5 – Etude de danger</b>.</p>
Section 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles		
<p><b>Article 13 :</b></p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une</p>		<p>Une cuve de 2 500 L est présente sur le site est placée sur une rétention</p>

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL
<p>capacité de rétention adaptée au volume des récipients.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p> <p>II. - Rétention et confinement.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.</p>	<p>adaptée. Elle sera équipée d'une jauge et d'un détecteur de niveau.</p> <p>Il n'y aura pas de stockage de déchets dangereux.</p>
<b>Section 4 : Dispositions d'exploitation</b>	
<p><b>Article 14 :</b></p> <p>I. - L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>II. - Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces préconisations.</p>
<b>Chapitre 3 : Conditions d'admission des déchets</b>	
<p><b>Article 15 :</b></p> <p>Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces préconisations (procédure d'acceptation des déchets).</p>
<b>Chapitre 4 : Règles d'exploitation du site</b>	
<p><b>Article 16 :</b></p> <p>L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.</p>	<p>L'ISDI de TRINOVAL sera aménagée au sein d'un site ICPE déjà équipé de portails fermés, clôturé et interdit aux personnes étrangères aux installations.</p>
<p><b>Article 17 :</b></p>	<p>Les phases de travaux et d'exploitation</p>

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL
<p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci, et les bruits émis par les installations sont réduits au maximum.</p> <p>La livraison de déchets se fait en période diurne, sauf autorisation préfectorale spécifique.</p>	<p>se feront en respectant les prescriptions de l'article 17 (voir également chapitre 6.11 du <b>Dossier n°3 – Etude d'impact</b>).</p>
<p><b>Article 18 :</b>  Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.</p>	<p>Aucun déchet ne sera brûlé.</p>
<p><b>Article 19 :</b>  Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p>	<p>Une procédure sera mise en place pour le déchargement des déchets conformément à l'article 19.</p>
<p><b>Article 20 :</b>  L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ;</li> <li>- elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ;</li> <li>- elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement.</li> </ul>	<p>La morphologie du dôme sera étudiée pour en assurer la stabilité.</p> <p>Le phasage du réaménagement est décrit dans le paragraphe <b>5.2</b> du <b>Dossier n° 2 – Notice descriptive des installations</b>.</p>
<p><b>Article 21 :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces préconisations.</p>
<p><b>Article 22 :</b>  Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification de l'installation de stockage ;</li> <li>- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;</li> <li>- les jours et heures d'ouverture ;</li> <li>- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;</li> <li>- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p>	<p>Un panneau est actuellement en place du fait du fonctionnement du site de TRINOVAL. Il sera complété au besoin.</p>



Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL
Chapitre 5 : Utilisation de l'eau		
<p><b>Article 23 :</b></p> <p>L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations et d'arrosage des pistes. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.</p>		<p>Une partie des eaux de ruissellement de la plateforme des déchets verts seront traitées par phyto-remédiation ; aucun rejet au milieu naturel ne sera effectué.</p> <p>Les lixiviats seront réinjectés dans les casiers de stockage afin d'accélérer le processus de dégradation.</p>
Chapitre 6 : Emissions dans l'air		
<p><b>Article 24 :</b></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Les déchets inertes stockés sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p>		<p>Les mesures prises pour limiter les émissions dans l'air sont décrites dans le chapitre <b>6.10.2</b> du <b>Dossier n°3 – Etude d'impact.</b></p>
<p><b>Article 25 :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera selon les normes en vigueur par la méthode des jauges de retombées et en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Les normes utilisées pour mesurer les poussières sont les normes NF X 44-052 (version mai 2002) et NF EN 13284-1 (version mai 2002). La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 mètres de l'installation ne dépasse pas 200 mg/m<sup>2</sup>/j. Cette valeur limite s'impose à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>		<p>Les mesures de surveillance de la qualité de l'air sont décrites dans le chapitre <b>6.10.4</b> du <b>Dossier n°3 – Etude d'impact</b></p> <p>Le programme de surveillance sera conforme à l'arrêté.</p>

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL									
<p>Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets des poussières sont effectuées par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 27 octobre 2011 ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales.</p>											
Chapitre 7 : Bruits et vibrations											
<p><b>Article 26 :</b></p> <p>I. - Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-avant.</p> <p>II. - Véhicules - engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>		NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>Le niveau de bruit du site de TRINOVAL est décrit dans le paragraphe <b>6.11</b> du <b>Dossier n°3 – Etude d'impact</b>.</p> <p>Il respectera les valeurs limites de bruit du présent arrêté.</p> <p>Les engins et véhicules seront régulièrement entretenus et les moteurs des engins et des camions seront conformes à la réglementation en vigueur.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)									
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)									
Chapitre 8 : Déchets											
<p><b>Article 27 :</b></p> <p>Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets inertes reçus par l'installation.</p> <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux</p>		Procédure d'acceptation préalable des déchets									

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL
articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.	
<p><b>Article 28 :</b></p> <p>L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p>	<p>Un centre de tri et une déchetterie sont déjà présents sur le site. TRINOVAL contribue à la réduction des apports de déchets en centre de stockage et à la valorisation des déchets (compostage, biogaz).</p> <p>Un registre des refus sera tenu conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p>
<p><b>Article 29 :</b></p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012. Conformément à l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé, il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.</p>	<p>La séparation des déchets sera effectuée au niveau du centre de tri.</p>
<b>Chapitre 9 : Surveillance des émissions</b>	
<p><b>Article 30 :</b></p> <p>Dans le cas d'une situation accidentelle qui entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines</p>	<p>Le contrôle des eaux souterraines sera réalisé semestriellement sur les 3 piézomètres du site.</p>
<p><b>Article 31 :</b></p> <p>L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>	<p>TRINOVAL indiquera dans sa déclaration annuelle IREP-GEREP ses déchets.</p>
<b>Chapitre 10 : Réaménagement du site après exploitation</b>	
<p><b>Article 32 :</b></p>	<p>TRINOVAL respectera ces</p>

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justifications apportées pour l'ISDI de TRINOVAL
<p>L'exploitant tient à disposition des inspecteurs des installations classées un rapport détaillé de la remise en état du site précisant la nature et les épaisseurs des différentes couches de recouvrement et tous les aménagements à créer et les caractéristiques que le stockage de déchet doit respecter (compacité, nature et quantité des différents végétaux, infrastructures...).</p> <p>Le rapport contient aussi un accord du propriétaire du site si l'exploitant n'est pas le propriétaire et du maire de la commune d'implantation du site. La remise en état du site est conforme à ce rapport.</p>	<p>préconisations.</p>
<p><b>Article 33 :</b></p> <p>Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage proposé par l'exploitant et repris dans l'autorisation préfectorale d'exploiter. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil. La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.</p> <p>Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site, notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager. L'aménagement ne peut pas comporter de création de plan d'eau qui entraîne la mise en contact des déchets stockés avec de l'eau.</p>	<p>La couverture finale sera mise en place à la fin des travaux (cf. chapitre <b>9</b> du <b>Dossier n°3 – Etude d'impact</b>. L'aspect paysager sera pris en compte dans le projet (voir chapitre <b>6.4</b> du <b>Dossier n°3 – Etude d'impact</b>)</p>
<p><b>Article 34 :</b></p> <p>A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet du département dans lequel est située l'installation un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site.</p> <p>Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation, et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces préconisations.</p>
Chapitre 11 : Dispositions diverses	
<p><b>Article 35 :</b></p> <p>L'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes est abrogé.</p>	<p>-</p>
<p><b>Article 36 :</b></p> <p>La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p>	<p>-</p>

## Annexe 3.

# Conformité de l'ISDI avec l'arrêté 26/11/2012



Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL
<p><b>Article 1 :</b>          Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, soumises au régime de l'enregistrement, sous la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations dont la demande d'enregistrement est présentée postérieurement à la date de publication du présent arrêté. Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les conditions précisées en annexe II aux installations existantes. Les installations existantes sont les installations dont la demande est antérieure à la date de publication du présent arrêté ainsi que celles relevant de l'article R. 512-46-30 du code de l'environnement.          Les dispositions suivantes s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières les complétant ou les renforçant dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	-
<p><b>Article 2 :</b>          Au sens du présent arrêté, on entend par :          « Débit moyen interannuel » ou « module » : moyenne des débits moyens annuels d'un cours d'eau sur une période de référence de trente ans de mesures consécutives.          « Eaux pluviales non polluées (EPnp) » : eaux météoriques n'étant pas en contact ni avec des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués, ni avec des fumées industrielles. Sauf configuration spéciale, les eaux de toitures peuvent être considérées comme eaux pluviales non polluées.          « Eaux pluviales polluées (EPP) » : eaux météoriques ruisselant sur des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués ou eaux météoriques susceptibles de se charger en polluants au contact de fumées industrielles.          « Eaux usées (EU) » : effluents liquides provenant des différents usages domestiques de l'eau du personnel (toilettes, cuisines, etc.), essentiellement porteuses de pollution organique          « Eaux industrielles (EI) » : effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations. L'eau d'arrosage des pistes en fait partie.          « Eaux résiduaires » : effluents liquides susceptibles d'être pollués (EPP, EU et EI) rejetés du site vers un exutoire extérieur au site.          « Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).          « Emissaire de rejet » : extrémité d'un réseau canalisé prévu pour rejeter les effluents d'un site.          « Local à risque incendie » : enceinte fermée contenant des matières combustibles ou inflammables et occupée, de façon périodique ou ponctuelle, par du personnel.          « Permis de feu » : permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques par emploi d'une flamme ou d'une source chaude.          « Permis de travail » : permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement, sans emploi d'une flamme ni d'une source chaude, lorsque ceux-ci conduisent à une augmentation des risques.          « Produit pulvérulent » : produit solide constitué de fines particules, peu ou pas liées entre elles, qui dans certaines conditions, a le comportement d'un liquide. Un produit pulvérulent est caractérisé par sa granulométrie (taille et pourcentage des particules dans chacune des classes de dimension).          « QMNA » : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.          « QMNA5 » : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.          « Zones à émergence réglementée » :          - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier de demande d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;          - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier de demande d'enregistrement ;          - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier de demande d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.          « Zone de mélange » : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementale. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementale sur le reste de la masse d'eau.          « Zones destinées à l'habitation » : zones destinées à l'habitation définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.</p>	-
Chapitre I : Dispositions générales	
<p><b>Article 3 :</b>          L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.          L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	Les éléments demandés dans le présent article sont disponible dans notre DDAE, notamment dans le <b>dossier n°2 - Notice descriptive des installations et dans le dossier n°7 - Plans</b>

Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL
<p><b>Article 4 :</b></p> <p>Une fois l'arrêté préfectoral d'enregistrement notifié, le dossier d'enregistrement comprend :</p> <p>Une copie de la demande d'enregistrement et ses pièces jointes.</p> <p>L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation.</p> <p>Une déclaration de mise en service pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p> <p>Un extrait du règlement d'urbanisme concernant la zone occupée par les installations classées (art. 3).</p> <p>La notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de matériaux (art. 6 et 37) ;</p> <p>La description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des matériaux et les moyens mis en œuvre (art. 6).</p> <p>Les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation (art. 7).</p> <p>Le plan de localisation des risques (art. 10).</p> <p>La liste des produits dangereux détenus (nature, quantité) (art. 11).</p> <p>Le plan général des stockages (art. 11).</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque incendie (art. 14).</p> <p>Les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours (art. 17).</p> <p>Les justificatifs relatifs aux capacités de lutte contre l'incendie (art. 17).</p> <p>La description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement (art. 24).</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents liquides (art. 26).</p> <p>La description du nombre de points de mesures de retombées de poussières et des conditions dans lesquelles les appareils de mesures sont installés (art. 39).</p> <p>Les justificatifs attestant de la conformité des rejets liquides (art. 32 et 33).</p> <p>Les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques (art. 38 et 42).</p> <p>Les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques (art. 44).</p> <p>Le programme de surveillance des émissions (art. 56).</p> <p>L'exploitant établit, date et tient à jour un dossier d'exploitation comportant les documents suivants :</p> <p>La copie des documents informant le préfet des modifications apportées à l'installation.</p> <p>Les résultats des mesures sur les effluents (art. 58 et 59), le bruit (art. 52) et l'air (art. 57) sur les cinq dernières années.</p> <p>Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées, pour les installations appelées à fonctionner plus de six mois.</p> <p>Le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (art. 11).</p> <p>Les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation (art. 12).</p> <p>Les rapports de vérifications périodiques (art. 13 et 20).</p> <p>Les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations (art. 16).</p> <p>Les consignes d'exploitation (art. 19).</p> <p>Le registre d'entretien et de vérification des systèmes de relevage autonomes (art. 21-III).</p> <p>Le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (art. 24).</p> <p>Le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (art. 35).</p> <p>Les registres des déchets (art. 54 et 55).</p> <p>Ces dossiers (dossier d'enregistrement et dossier d'exploitation) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.</p>	<p>Les éléments demandés dans le présent article sont disponible dans notre DDAE, notamment dans le <b>dossier n°2 - Notice descriptive des installations</b></p>
<p><b>Article 5 :</b></p> <p>Les installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.</p> <p>Toutefois, pour les installations situées en bord de voie d'eau ou de voie ferrée, lorsque celles-ci sont utilisées pour l'acheminement de produits ou déchets, cette distance est réduite à 10 mètres et ne concerne alors que les limites autres que celles contiguës à ces voies.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ;</li><li>- aux installations existantes telles que définies à l'article 1er.</li></ul> <p>Les distances ci-dessus sont celles séparant les machines de broyage, concassage, criblage, etc. et la limite de l'installation figurant sur le plan prévu au 3° de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces dispositions.</p>
<p><b>Article 6 :</b></p> <p>L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <p>Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</p> <p>Les surfaces où cela est possible sont végétalisées.</p> <p>Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Les matériaux entrants ou sortants sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet.</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de matériaux (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, etc.) des matériaux traités et à traiter ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;</li><li>- les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.</li></ul>	<p>Les mesures prises concernant ces dispositions sont présentées sans le <b>chapitre 6.10 du dossier n°3 - Etude d'impact.</b></p>

Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL
<b>Article 7 :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.		Les mesures prises concernant l'intégration de l'installation de criblage / broyage dans le paysage sont prises en compte dans le <b>chapitre 6.4 du dossier n°3 - Etude d'impact</b>
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions		
Section I : Généralités		
<b>Article 8 :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.		L'exploitation de cette installation sera réalisée par TRINOVAL avec du personnel qualifié et formé.
<b>Article 9 :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières.		L'installation sera soumise à des opérations de nettoyages réguliers.
<b>Article 10 :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible. L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.		Ces mesures sont détaillées au sein du <b>dossier n°5 - Etude de dangers</b>
<b>Article 11 :</b> La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site.		Aucune substance de ce type n'est présente au droit de l'installation de broyage / concassage.
<b>Article 12 :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.		Aucune substance de ce type n'est présente au droit de l'installation de broyage / concassage.
Section II : Tuyauteries de fluides		
<b>Article 13 :</b> Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.		Aucune substance de ce type n'est présente au droit de l'installation de broyage / concassage.
Section III : Comportement au feu des locaux		
<b>Article 14 :</b> Les locaux à risque incendie, identifiés à l'article 10, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - murs extérieurs REI 60 ; - murs séparatifs E 30 ; - planchers/sol REI 30 ; - portes et fermetures EI 30 ; - toitures et couvertures de toiture R 30.  Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, de canalisations ou de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.  Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas : - aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - aux installations existantes telles que définies à l'article 1er.		Aucun local ne sera présent pour l'installation de broyage / concassage.
Section IV : Dispositions de sécurité		
<b>Article 15 :</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.		Ces dispositions sont présentées dans le <b>dossier n°5 - étude de dangers</b> .

Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL
<p><b>Article 16 :</b>          Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire.          Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont disposés aux abords des installations, entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces dispositions.</p>
<p><b>Article 17 :</b>          L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :          - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;          - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;          - d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p> <p>Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>Ces dispositions sont présentés dans le <b>dossier n°5 - étude de dangers</b>.</p>
Section V : Exploitation	
<p><b>Article 18 :</b>          Dans les parties de l'installation recensées à risque en application de l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces dispositions.</p>
<p><b>Article 19 :</b>          Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :          - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;          - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;          - l'obligation du « permis de travail » pour les parties concernées de l'installation ;          - les conditions de stockage des matériaux, notamment les précautions à prendre pour éviter les chutes et éboulements de matériaux ;          - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et convoyeurs ;          - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;          - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues dans le présent arrêté ;          - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;          - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;          - les modes opératoires ;          - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;          - les instructions de maintenance et nettoyage ;          - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p> <p>Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces dispositions.</p>



Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL						
Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.							
<b>Article 20 :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	TRINOVAL respectera ces dispositions.						
<b>Section VI : Pollutions accidentelles</b>							
<b>Article 21 :</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.	Aucune substance susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol ne sera stockée sur le site. Les engins d'exploitation sont contrôlés annuellement afin de limiter le risque de fuite et leur maintenance est effectuée en dehors du site. Lors du ravitaillement en carburant, en cas de pollution accidentelle, il est à noter que le sol sera étanche et que des kits anti-pollution seront utilisés de manière à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de la plateforme.						
II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.  Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées aux paragraphes I et II du présent article. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.	Aucune substance de ce type n'est présente au droit de l'installation de broyage / concassage.						
III. Rétention et confinement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.  Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume des matières stockées ; - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.  Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : <table border="1"> <tr> <td>Matières en suspension totales</td><td>35 mg/l</td></tr> <tr> <td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>125 mg/l</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/l</td></tr> </table>	Matières en suspension totales	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l	TRINOVAL respectera ces dispositions.
Matières en suspension totales	35 mg/l						
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l						
Hydrocarbures totaux	10 mg/l						
IV. - Isolement des réseaux d'eau. Le circuit nécessaire à la réutilisation des eaux industrielles telle que prévue au dernier alinéa de l'article 23 est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel des eaux réutilisées, est prévu.	TRINOVAL respectera ces dispositions.						
<b>Chapitre III : Emissions dans l'eau</b>							
<b>Section I : Principes généraux</b>							
<b>Article 22 :</b> Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus. Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu. La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.	TRINOVAL respectera ces dispositions.						



Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL
<b>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</b>	
<b>Article 23 :</b> Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser 75 m <sup>3</sup> /h ni 75 000 m <sup>3</sup> /an. L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau. Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées.	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé.
<b>Article 24 :</b> L'exploitant indique, dans son dossier d'enregistrement, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas l'écoulement normal des eaux et n'entravent pas les continuités écologiques.	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé.
<b>Article 25 :</b> Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé.
<b>Section III : Collecte et rejet des effluents liquides</b>	
<b>Article 26 :</b> La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux équipés de tuyauteries pour les autres effluents. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site. Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou canalisations), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.	Les éléments concernant cette partie sont présentés dans la partie 4 du <b>dossier n°2 - notice descriptive des installations</b> .
<b>Article 27 :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.	Les points de rejet pour cette installation sont les mêmes que pour le reste du site.
<b>Article 28 :</b> Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.	Les prescriptions réalisées pour cette installation sont les mêmes que pour le reste du site.
<b>Article 29 :</b> Les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés. Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol. Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées. Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parkings, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5. En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal. Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de	TRINOVAL respectera ces dispositions.

Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL
respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.	
<b>Article 30 :</b> Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	TRINOVAL respectera ces dispositions.
<b>Section IV : Valeurs limites de rejet</b>	
<b>Article 31 :</b> La dilution des effluents est interdite.	TRINOVAL respectera ces dispositions.
<b>Article 32 :</b> Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel. L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10e du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5. La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de mélange : - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchylicoles ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchylicoles. - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles. Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.	Aucun rejet direct au milieu naturel n'est prévu.
<b>Article 33 :</b> Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : - matières en suspension totales : 35 mg/l ; - DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	Aucun rejet direct au milieu naturel n'est prévu.
<b>Article 34 :</b> Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie par le(s) gestionnaire(s) du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Sous réserve de l'autorisation de raccordement à la station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie du site ne dépassent pas : - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter. Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	TRINOVAL respectera ces dispositions.
<b>Section V : Traitement des effluents</b>	
<b>Article 35 :</b> Les installations de traitement sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée. Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans. Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement. Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	TRINOVAL respectera ces dispositions.

Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL
<b>Article 36 :</b> L'épandage des boues, déchets, effluents ou sous-produits est interdit.	TRINOVAL respectera ces dispositions.
<b>Chapitre IV : Emissions dans l'air</b>	
<b>Section I : Généralités</b>	
<b>Article 37 :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs issus du fonctionnement des installations sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, par exemple) que de l'exploitation sont mises en œuvre.	Les mesures prises pour limiter les émissions dans l'air sont décrites dans le <b>chapitre 6.10 du dossier n°3 - Etude d'impact</b>
<b>Section II : Rejets atmosphériques</b>	
<b>Article 38 :</b> L'exploitant prend toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions diffuses de poussières générées par l'exploitation de ses installations. Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières.	Les mesures prises pour limiter les émissions dans l'air sont décrites dans le <b>chapitre 6.10 du dossier n°3 - Etude d'impact</b>
<b>Article 39 :</b> L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée ou dans son environnement proche. A défaut, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées et maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.	Les mesures de surveillance de la qualité de l'air sont décrites dans le <b>chapitre 6.10 du dossier n°3 - Etude d'impact</b> Le programme de surveillance sera conforme à l'arrêté.
<b>Section III : Valeurs limites d'émission</b>	
<b>Article 40 :</b> Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.	Les mesures de surveillance de la qualité de l'air sont décrites dans le <b>chapitre 6.10 du dossier n°3 - Etude d'impact</b> Le programme de surveillance sera conforme à l'arrêté.
<b>Article 41 :</b> La concentration en poussières totales des émissions canalisées est inférieure à 40 mg/Nm³. Dans le cas où les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. Dans le cas des émissions diffuses de poussières, un réseau de plaquettes permettant de mesurer les retombées de poussières dans l'environnement est mis en place en périphérie de l'installation.	
<b>Article 42 :</b> Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Lorsqu'il existe des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, par exemple). A défaut d'installation de traitement, l'exploitant démontre dans son dossier d'enregistrement, l'absence d'odeurs perceptibles émanant des installations.	
<b>Chapitre V : Emissions dans les sols</b>	
<b>Article 43 :</b> Les rejets directs dans les sols sont interdits.	Aucun rejet direct dans les sols n'est prévu.
<b>Chapitre VI : Bruit et vibrations</b>	
<b>Article 44 :</b> Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. Les installations sont, en tant que de besoin, soit installées dans des encoffrements avec des dispositifs de traitement des poussières et des calories, soit capotées au maximum ou équipées de tout autre moyen équivalent. La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.	TRINOVAL respectera ces dispositions.

Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL																
<p><b>Article 45 :</b> Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté. Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :</p> <p>Tableau 1. - Niveaux d'émergence</p> <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Pour les installations appelées à ne fonctionner que sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois, les niveaux limites de bruit prévus à l'alinéa précédent s'appliquent sous réserve de dispositions plus contraignantes prévues par les documents d'urbanisme ou les plans de prévention du bruit. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies au point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	<p>Le niveau de bruit du site de TRINOVAL est décrit dans le <b>paragraphe 6.11 du Dossier n°3 - Etude d'impact</b> Il respectera les valeurs limites de bruit du présent arrêté.</p>							
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés															
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)															
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)															
<p><b>Article 46 :</b> Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Les engins et véhicules seront régulièrement entretenus et les moteurs et engins et des camions seront conformes à la réglementation en vigueur.</p>																
<p><b>Article 47 :</b> L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les cribles, sauterelles-cribleuses ou toutes autres installations sources de bruit par transmission sol-dienne sont équipées de dispositifs permettant d'absorber des chocs et des vibrations ou de tout autre équipement permettant d'isoler l'équipement du sol.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces dispositions.</p>																
<p><b>Article 48 :</b> La vitesse particulière des vibrations émises est mesurée selon la méthode définie à l'article 51 du présent arrêté. Sont considérées comme sources continues ou assimilées : - toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ; - les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d'émissions. Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :</p> <p>Tableau 2. - Valeurs limites des sources continues ou assimilées</p> <table><tr><th>FRÉQUENCES</th><th>4 Hz - 8 Hz</th><th>8 Hz - 30 Hz</th><th>30 Hz - 100 Hz</th></tr><tr><td>Constructions résistantes</td><td>5 mm/s</td><td>6 mm/s</td><td>8 mm/s</td></tr><tr><td>Constructions sensibles</td><td>3 mm/s</td><td>5 mm/s</td><td>6 mm/s</td></tr><tr><td>Constructions très sensibles</td><td>2 mm/s</td><td>3 mm/s</td><td>4 mm/s</td></tr></table>	FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz	Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s	Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s	Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s	<p>TRINOVAL respectera ces dispositions.</p>
FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz														
Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s														
Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s														
Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s														
<p><b>Article 49 :</b> Sont considérées comme sources impulsionnelles à impulsions répétées, toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1 s et dont la durée d'émissions est inférieure à 500 ms. Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :</p> <p>Tableau 3. - Valeurs limites des sources impulsionnelles</p> <table><tr><th>FRÉQUENCES</th><th>4 Hz - 8 Hz</th><th>8 Hz - 30 Hz</th><th>30 Hz - 100 Hz</th></tr><tr><td>Constructions résistantes</td><td>8 mm/s</td><td>12 mm/s</td><td>15 mm/s</td></tr><tr><td>Constructions sensibles</td><td>6 mm/s</td><td>9 mm/s</td><td>12 mm/s</td></tr><tr><td>Constructions très sensibles</td><td>4 mm/s</td><td>6 mm/s</td><td>9 mm/s</td></tr></table> <p>Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchent de 0,5 Hz des fréquences de 8,30 et 100 Hz, la valeur limite à retenir est celle correspondant à la bande fréquence immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>	FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz	Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s	Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s	Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s	<p>TRINOVAL respectera ces dispositions.</p>
FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz														
Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s														
Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s														
Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s														



Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL
<p><b>Article 50 :</b> Pour l'application des limites de vitesses particulières, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>- constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;</li><li>- constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;</li></ul> <p>Les constructions suivantes sont exclues de cette classification :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les installations liées à la sûreté générale sauf les constructions qui les contiennent ;</li><li>- les barrages, les ponts ;</li><li>- les châteaux d'eau ;</li><li>- les tunnels ferroviaires ou routiers et autres ouvrages souterrains d'importance analogue ;</li><li>- les ouvrages portuaires tels que digues, quais et les ouvrages se situant en mer, notamment les plates-formes de forage,</li></ul> <p>pour celles-ci, l'étude des effets des vibrations est confiée à un organisme qualifié. Le choix de cet organisme est approuvé par l'inspection des installations classées.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces dispositions.</p>
<p><b>Article 51 :</b> 1. Eléments de base. Le mouvement en un point donné d'une construction est enregistré dans trois directions rectangulaires dont une verticale, les deux autres directions étant définies par rapport aux axes horizontaux de l'ouvrage étudié sans tenir compte de l'azimut. Les capteurs sont placés sur l'élément principal de la construction (appui de fenêtre d'un mur porteur, point d'appui sur l'ossature métallique ou en béton dans le cas d'une construction moderne).</p> <p>2. Appareillage de mesure. La chaîne de mesure à utiliser permet l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulière dans la bande de fréquence allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. La dynamique de la chaîne est au moins égale à 54 dB.</p> <p>3. Précautions opératoires. Les capteurs sont complètement solidaires de leur support. Il faut veiller à ne pas installer les capteurs sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage...) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Il convient d'effectuer, si faire se peut, une mesure des agitations existantes, en dehors du fonctionnement de la source.</p>	<p>TRINOVAL respectera ces dispositions.</p>
<p><b>Article 52 :</b> L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :</p> <p>1. Pour les établissements existants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la fréquence des mesures est annuelle ;</li><li>- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;</li><li>- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</li></ul> <p>2. Pour les nouvelles installations :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ;</li><li>- puis, la fréquence des mesures est annuelle ;</li><li>- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;</li><li>- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</li></ul> <p>3. Pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois et pour lesquelles les distances d'isolement citées à l'article 5 ne sont pas applicables, une campagne de mesures est effectuée le premier mois.</p>	<p>Le niveau de bruit du site de TRINOVAL est décrit dans le <b>paragraphe 6.11 du Dossier n°3 - Etude d'impact</b></p> <p>Il respectera les valeurs limites de bruit du présent arrêté.</p>
Chapitre VII : Déchets	



Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL
<b>Article 53 :</b> A l'exception de l'article 55, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets non dangereux inertes reçus pour traitement par l'installation. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisations, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires.	Un centre de tri et une déchetterie sont déjà présents sur le site. TRINOVAL contribue à la réduction des apports de déchets en centre de stockage et à la valorisation des déchets (compostage, biogaz). Un registre des refus sera tenu conformément à l'arrêté du 29 février 2012.
<b>Article 54 :</b> L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination. L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.	La séparation des déchets sera effectuée au niveau du centre de tri. TRINOVAL respectera ces dispositions.
<b>Article 55 :</b> Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté du 6 juillet 2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées. Le brûlage à l'air libre est interdit. L'exploitant assure la traçabilité des déchets issus du traitement des installations. A ce titre, il tient à jour un registre reprenant : - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée ; - la date et le lieu d'expédition des déchets.	TRINOVAL respectera ces dispositions.
Chapitre VIII : Surveillance des émissions	
Section I : Généralités	
<b>Article 56 :</b> L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 57 à 59. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides et gazeux sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées. L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.	Le contrôle des eaux souterraines sera réalisé semestriellement sur les 3 piézomètres du site.
Section II : Emissions dans l'air	
<b>Article 57 :</b> L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.	TRINOVAL respectera ces dispositions.
Section III : Emissions dans l'eau	

Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification apportée pour l'installation de TRINOVAL								
<p><b>Article 58 :</b> Que les eaux pluviales polluées (EPp) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <table><tr><th>POLLUANTS</th><th>FRÉQUENCE</th></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si, pendant une période d'au moins vingt-quatre mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; - si le résultat d'une analyse est supérieur ou égal à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant vingt-quatre mois continus.</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum mensuelle ; - si, pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses mensuelles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 33, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum trimestrielle ;</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>- si, pendant une période supplémentaire de douze mois continus (soit au total vingt-quatre mois continus), les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 33 ou 39, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum semestrielle ; - si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 33, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum mensuelle pendant douze mois continus.</td></tr></table> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	POLLUANTS	FRÉQUENCE	DCO (sur effluent non décanté)	Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si, pendant une période d'au moins vingt-quatre mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; - si le résultat d'une analyse est supérieur ou égal à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant vingt-quatre mois continus.	Matières en suspension totales	Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum mensuelle ; - si, pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses mensuelles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 33, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum trimestrielle ;	Hydrocarbures totaux	- si, pendant une période supplémentaire de douze mois continus (soit au total vingt-quatre mois continus), les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 33 ou 39, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum semestrielle ; - si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 33, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum mensuelle pendant douze mois continus.	Non concerné.
POLLUANTS	FRÉQUENCE								
DCO (sur effluent non décanté)	Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si, pendant une période d'au moins vingt-quatre mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; - si le résultat d'une analyse est supérieur ou égal à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant vingt-quatre mois continus.								
Matières en suspension totales	Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum mensuelle ; - si, pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses mensuelles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 33, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum trimestrielle ;								
Hydrocarbures totaux	- si, pendant une période supplémentaire de douze mois continus (soit au total vingt-quatre mois continus), les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 33 ou 39, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum semestrielle ; - si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 33, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum mensuelle pendant douze mois continus.								
Section IV : Impacts sur l'air									
Sans objet	-								
Section V : Impacts sur les eaux de surface									
Sans objet	-								
Section VI : Impacts sur les eaux souterraines									
<p><b>Article 59 :</b> Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.</p>	Le contrôle des eaux souterraines sera réalisé semestriellement sur les 3 piézomètres du site.								
Section VII : Déclaration annuelle des émissions polluantes									
Sans objet	-								
Section IX : Exécution									
<p><b>Article 60 :</b> Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p>	-								

Annexe 4.  
**Conformité de l'ISDND avec l'arrêté du  
15/02/2016**

Réf.	Contenu de l'article	Commentaires
Article 1	<p>Pour l'application du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :</p> <p>Biogaz : gaz produit par la décomposition des déchets non dangereux stockés dans les casiers ;</p> <p>Casier : subdivision de la zone à exploiter assurant l'indépendance hydraulique, délimitée par des flancs et un fond ;</p> <p>Casier exploité en mode bioréacteur : est considéré comme exploité en mode bioréacteur un casier dont la zone en cours d'exploitation est équipée d'un système de captage du biogaz, mis en place dès le début de la production de biogaz, et d'un système de recirculation des lixiviats ; le casier est équipé au plus tard six mois après la fin de sa période d'exploitation d'une couverture dont les modalités sont définies à l'article 55 ;</p> <p>Mono-déchets : déchets de même nature non mélangés. Les déchets biodégradables ne peuvent pas être considérés comme des mono-déchets ;</p> <p>Déchets à radioactivité naturelle renforcée : déchet issu d'activités industrielles mettant en œuvre des matières premières contenant naturellement des radionucléides non utilisés en raison de leurs propriétés radioactives ;</p> <p>Déchets biodégradable : tout déchet pouvant faire l'objet d'une décomposition aérobie ou anaérobie, tels que les déchets alimentaires, les déchets de jardin, le papier et le carton ;</p> <p>Ordures ménagères résiduelles : déchets des ménages et assimilés collectés en mélange ;</p> <p>Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante : déchets générés par une activité de construction, rénovation ou déconstruction d'un bâtiment ou par une activité de construction, rénovation ou déconstruction de travaux de génie civil, tels que les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité, les déchets de terres naturellement amiantifères et les déchets d'agrégats d'enrobés bitumineux amiantés ;</p> <p>Déchets de plâtre : déchet de construction contenant au moins 95 % en masse de plâtre ;</p> <p>Déchets ultimes : déchet non valorisable dans les conditions techniques et économiques du moment. Lorsqu'une collectivité ne met en place aucun système de collecte séparée, les ordures ménagères résiduelles qu'elle collecte ne peuvent pas être considérées comme des déchets ultimes. Les déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée à des fins de valorisation ne peuvent pas être considérés comme des déchets ultimes, à l'exception des refus de tri ;</p> <p>Équivalence entre deux barrières passives d'étanchéité : deux barrières passives d'étanchéité sont considérées comme équivalentes lorsqu'elles assurent un même niveau de protection en termes d'impact potentiel de l'installation de stockage sur une ressource en eau souterraine dans les mêmes conditions et pour les mêmes objectifs de protection ;</p> <p>Gestion passive des lixiviats et du biogaz : mode de gestion ne nécessitant pas d'énergie électrique ;</p> <p>Installation de stockage de déchets non dangereux : installation d'élimination de déchets non dangereux par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre ;</p> <p>Installation nouvelle de stockage de déchets non dangereux : une installation autorisée après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ;</p> <p>Lixiviat : tout liquide filtrant par percolation des déchets mis en installation de stockage et s'écoulant d'un casier ou contenu dans celui-ci ;</p> <p>Période d'exploitation d'un casier : période commençant à la date de réception des premiers déchets dans un casier et se terminant à la date de réception des derniers déchets dans ce même casier ;</p> <p>Période de post-exploitation d'un casier : période d'une durée minimale de 10 ans pour les casiers mono-déchets et de 20 ans pour les autres casiers, commençant à la date de notification à l'inspection des installations classées par l'exploitant de l'achèvement de la couverture finale du casier et s'achevant dès lors que les données de suivi des lixiviats et du biogaz ne montrent pas d'évolution des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et de la qualité des lixiviats qui nécessiterait des dispositifs actifs de gestion des effluents ;</p> <p>Période de suivi long terme : période comprenant la période de post-exploitation et la période de surveillance des milieux, sa durée ne pouvant être inférieure à 15 ans pour les casiers mono-déchets et 25 ans pour les autres casiers ;</p> <p>Période de surveillance des milieux : période d'une durée minimale de 5 ans débutant au terme de la période de post-exploitation, au cours de laquelle les milieux dans lesquels s'intègre l'installation sont suivis ;</p> <p>Réaménagement final : ensemble des travaux, complétant la couverture finale et permettant le confinement d'une zone exploitée ;</p> <p>Refus de tri : déchet issu d'une opération de tri effectuée par une installation de transit regroupement ou tri, non valorisable sous forme de matière dans les conditions techniques et économiques du moment ;</p> <p>Zone à exploiter : emprise foncière maximale affectée au stockage des déchets non dangereux, sans prendre en compte la surface occupée par les équipements connexes nécessaires au fonctionnement de l'installation ;</p> <p>Zone en cours d'exploitation : zone à exploiter ouverte à la réception des déchets ;</p> <p>Zone isolée : portion du territoire ne comptant pas plus de 500 habitants et dont la densité de population est inférieure ou égale à 5 habitants par kilomètre carré. Cette portion du territoire est située à plus de 100 km de l'agglomération urbaine la plus proche comptant plus de 250 habitants par kilomètre carré et n'est pas reliée à cette dernière par une voie classée dans le domaine public routier.</p>	<p>Le casier 2 de stockage de déchets non dangereux (DND) en mode bioréacteur d'une superficie totale de 8 000 m² sera composé de 10 blocs ou sous-casiers d'une superficie inférieure à 7 000 m².</p>
Article 2	<p>À l'exception des articles 65 et 66, le présent arrêté s'applique aux installations de stockage de déchets non dangereux relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, que les déchets proviennent d'un ou plusieurs producteurs, y compris aux installations exploitées par un producteur de déchets pour ses propres déchets, sur son site de production.</p> <p>Le préfet peut décider que les articles 8 à 14, l'article 16 (II, III, IV et V), les articles 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30 (à l'exception du contrôle visuel et de l'information en cas de refus), 31, 33-II, 34, 35, les articles 40, 47, 48, 49 et les chapitres 4 et 5 du titre V ne sont pas, en tout ou partie, applicable à une installation desservant une zone isolée lorsque le site est destiné à recevoir exclusivement les déchets provenant de cette zone.</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les cavités géologiques profondes stockant des déchets ;</li><li>- les installations de stockage de déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement des minéraux sur le site d'extraction ;</li><li>- les installations stockant des déchets non dangereux :<ul style="list-style-type: none"><li>- pour une durée inférieure à un an si les déchets sont destinés à élimination ; ou</li><li>- pour une durée inférieure à trois ans si les déchets sont destinés à valorisation ;</li></ul></li><li>- les installations de stockage de déchets inertes ;</li><li>- les installations de stockage de déchets de sédiments ;</li><li>- les travaux d'aménagement ou de réhabilitation ou de remblai à des fins de construction avec des déchets inertes, même ceux situés dans les installations de stockage visées par le présent arrêté ;</li><li>- les bassins de décantation ou de lagunage en fonctionnement ;</li><li>- les épandages sur le sol de déchets ou de boues, y compris les boues d'épuration et les boues résultant d'opérations de dragage, ainsi que de matières analogues dans un but de fertilisation ou d'amendement.</li></ul>	/
Article 3	<p>Les déchets autorisés dans une installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets non dangereux ultimes, quelle que soit leur origine, notamment provenant des ménages ou des entreprises.</p> <p>Les déchets suivants ne sont pas autorisés à être stockés dans une installation de stockage de déchets non dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- tous les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, y compris les déchets dangereux des ménages collectés séparément, mais à l'exception des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante ;</li><li>- les déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée à des fins de valorisation à l'exclusion des refus de tri ;</li><li>- les ordures ménagères résiduelles collectées par une collectivité n'ayant mis en place aucun système de collecte séparée ;</li><li>- les déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont</li></ul>	<p>Les déchets autorisés sur l'ISDND demeurent tous des déchets ultimes au sens de la définition de l'article 1 du présent arrêté. Les intrants seront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les Déchets Ménagers et Assimilés non dangereux (DMA) tels que les Ordures Ménagères Résiduelles et les encombrants ;</li><li>- les autres déchets non dangereux compatibles avec un traitement en ISDND.</li></ul>

	<p>la siccité est inférieure à 30 %. Dans le cas d'une part des installations de stockage mono-déchets et d'autre part des installations de stockage de déchets non dangereux de Mayotte, cette valeur limite peut être revue par le préfet, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement fournie par l'exploitant ;</p> <p>- les déchets radioactifs au sens de l'article L. 542-1 du code de l'environnement ;</p> <p>- les déchets d'activités de soins à risques infectieux provenant d'établissements médicaux ou vétérinaires, non banalisés ;</p> <p>- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.) ;</p> <p>- les déchets de pneumatiques, à l'exclusion des déchets de pneumatiques équipant ou ayant équipé les cycles définis à l'article R. 311-1 du code de la route.</p>	<p>Aucun déchet dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ou autre déchets interdits par l'article 3 ne sera accepté sur les installations.</p>
Article 4	<p>L'autorisation préfectorale d'exploiter l'installation de stockage délivrée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement mentionne notamment :</p> <p>- les références cadastrales et les surfaces des parcelles d'implantation de l'installation ;</p> <p>- les références cadastrales et les surfaces des parcelles constituant la bande d'isolement mentionnée à l'article 7 ;</p> <p>- la capacité totale de stockage exprimée en masse de déchets pouvant être admis sur l'installation ;</p> <p>- la durée de la période d'exploitation ;</p> <p>- la durée prévisionnelle de la période de post-exploitation ;</p> <p>- la capacité annuelle de stockage exprimée en masse de déchets pouvant être admis sur l'installation ;</p> <p>- la capacité journalière de stockage exprimée en masse de déchets ;</p> <p>- la nature des déchets qui peuvent être stockés ;</p> <p>- l'origine géographique des déchets pouvant être admis ;</p> <p>- les caractéristiques des équipements de valorisation ou de destruction du biogaz ;</p> <p>- casier par casier :</p> <p>- la superficie à la base du casier ;</p> <p>- la superficie de la couverture du casier ;</p> <p>- la hauteur de déchets stockés ;</p> <p>- le mode d'exploitation du casier ;</p> <p>- la nature des déchets admis.</p>	<p>Références cadastrales et surfaces des parcelles d’implantation de l’ISDND - Pas de modification du périmètre ICPE actuellement autorisé par AP du 11/06/2001</p> <p>L’ISDND sera implantée au droit de la parcelle YX3 sur la commune d’Hornoy le Bourg.</p> <p>Les éléments concernant la bande d’isolement autour du site sont disponibles dans le <b>Dossier 1 – Pièces administratives Pièce IV maîtrise foncière dans la bande des 200 m.</b></p> <p>La capacité de stockage <b>maximale autorisé par an est de 30 000 t (AP du 11 juin 2001, article 18), pour une capacité totale de stockage de 600 000 m3 ou 540 000 t sur les casiers 1 et 2. La durée de vie autorisée de l’ISDND est de 25 ans (jusqu’en 2031).</b></p> <p><b>Nature des déchets qui peuvent être stockés</b></p> <p>Les déchets autorisés sur l’ISDND demeurent tous des déchets ultimes au sens de la définition de l’article 1 du présent arrêté.</p> <p>Les intrants seront principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les Déchets Ménagers et Assimilés non dangereux ultimes (DMA) tels que les Ordures Ménagères Résiduelles et les encombrants ;</li><li>- les autres déchets non dangereux ultimes compatibles avec un traitement en ISDND.</li></ul> <p>Aucun déchet dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ou autre déchets interdits par l’article 3 ne sera accepté sur les installations.</p> <p><b>Origine géographique des déchets pouvant être admis :</b> Seine Maritime, Oise et Somme.</p> <p>Caractéristiques des équipements de valorisation ou de destruction du biogaz : le site est équipé d’une torchère de combustion interne d’une capacité de 350 m³/h dont la maintenance est assurée par un prestataire extérieur.</p> <p>Caractéristiques opérationnelles des activités ISDND :</p> <p>Superficie à la base des casiers :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Casier 2 = 8 000 m² comprenant 10 sous-casiers d’une superficie inférieure à 7 000 m²</li></ul> <p>Superficie de la couverture des casiers :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Casier 2 = 30 000 m²</li></ul> <p>Hauteur des déchets stockés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Casier 2 = 15 m maximum</li></ul> <p><b>Mode d'exploitation des casiers en bioréacteur</b></p>
Article 5	<p>L'installation est implantée sur des terrains au contexte géologique, hydrologique et hydrogéologique favorable. Le sous-sol de la zone à exploiter constitue une barrière de sécurité passive qui ne doit pas être sollicitée pendant l'exploitation et permet d'assurer à long terme la prévention de la pollution des sols, des eaux souterraines et de surface par les déchets et les lixiviats.</p> <p>L'implantation ne perturbe pas les régimes d'écoulement des eaux souterraines. Les zones épaisses d'alluvions sont notamment à éviter. S'il n'est pas possible d'éviter une zone épaisse d'alluvions, l'étude d'impact mentionne les dispositions techniques susceptibles d'être prises pour prévenir les amenées d'eau dans la zone à exploiter. Dans de telles situations, les éventuels réseaux de drainage des eaux sont implantés de manière à ne pas rompre la continuité de la barrière passive mise en place selon les modalités spécifiées à l'article 8.</p>	<p>Contexte géologique</p> <p>Le secteur d’étude est implanté sur des limons de lavage sableux parfois argileux sur une épaisseur de 0 à 5 m de profondeur recouvrant la craie blanche. Le fond de forme des casiers de stockage de l’ISDND reposera sur le toit de la craie est favorable à la reconstitution de la barrière de sécurité passive. La reconstitution de la barrière passive, décrite dans le paragraphe 4.1.1.4 du présent document permettra de répondre aux prescriptions réglementaires attendues pour la protection contre les infiltrations et même au-delà ; l’épaisseur de la couche de matériaux mis en œuvre étant en effet supérieure à l’épaisseur réglementaire.</p> <p>Contexte hydrogéologique</p> <p>L’aquifère concerné par le site est celui de la nappe de la craie. La nappe de la craie est située entre 63 m de profondeur (Pz1) et 32 à 36 m de profondeur (Pz2 et Pz3). Elle est exploitée pour l’alimentation en eau potable. Un suivi piézométrique est réalisé sur le site à fréquence semestrielle. Le contexte hydrogéologique local est favorable à la continuité d’exploitation du site.</p> <p>Contexte hydrologique</p> <p>Le secteur étudié est localisé dans le bassin hydrographique de la Somme. Le site est éloigné des cours d’eau qui constituent ses affluents. Le contexte hydrologique local est favorable à la continuité d’exploitation du site.</p>
Article 6	<p>Les terrains d'implantation sont compatibles avec la nature et l'intensité des risques d'inondation, de faille, d'avalanche ou de mouvements de terrain, tel qu'affaissement, glissement de terrain ou éboulement. Ils ne sont pas situés à l'intérieur des périmètres de protection immédiat et rapproché des captages d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>Dans les outre-mer, dans le cas particulier, justifié dans le cadre de la demande d'autorisation établie en application de l'article L. 512-2 du code de l'environnement, où ces risques ne peuvent être écartés, la demande d'autorisation décrit d'une part les mesures de conception et de construction prévues pour limiter les effets d'une inondation, d'un affaissement ou d'un glissement de terrain ou d'une avalanche et, d'autre part, les dispositions particulières de surveillance des milieux qu'il convient de mettre en place.</p>	<p>Compte tenu de sa position topographique, le site n’est pas assujéti au risque d’inondation par débordement d’entité hydrographique. Sa situation, perchée sur un dôme crayeux à + 125 à + 150 m NGF environ, la préserve également du risque d’inondation par remontée de nappe.</p> <p>Le site est localisé à l’écart des failles en fond de vallée réduisant les risques de présence de failles susceptibles de mettre en relation les eaux superficielles avec les ressources souterraines.</p> <p>Les communes de Thieulloy l’Abbaye et d’Hornoy Le Bourg ne sont pas concernées par le risque de mouvement de terrain, de retrait-</p>



	<p>L'ensemble de ces dispositions est mis en œuvre par l'exploitant pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>L'installation n'est pas implantée sur des terrains comportant un patrimoine naturel ou culturel à protéger, sauf si des mesures de compensation sont mises en œuvre pour en garantir la protection.</p>	<p>gonflement des argiles, ou d'inondation par ruissellement. De plus, le site se trouve sur « zone de sismicité 1 » (Aléa très faible).</p> <p>Le site d'étude n'est pas inclus dans un périmètre de protection de captage. Le plus proche est le captage AEP <b>00612X0001/PC</b> d'Horny-le-Bourg, implanté à 1,5 km au sud-ouest en position amont hydraulique par rapport au site (absence d'impact).</p> <p>Aucun monument historique n'a été recensé sur les communes <b>Thieulloy l'Abbaye et d'Hornoy Le Bourg</b> selon la base de données Mérimée. Le site n'est inclus dans aucune ZPPAUP.</p> <p>Aucun site classé ou site inscrit n'est répertorié sur les communes Thieulloy l'Abbaye et d'Hornoy Le Bourg.</p> <p>D'après les informations fournies par le Service Régional de l'Archéologie (DRAC), il n'existe pas de vestiges archéologiques dans l'aire d'étude.</p> <p>Le projet n'engendrera aucun impact sur le patrimoine touristique et culturel. Les distances sont trop importantes pour que le projet ait un impact sur les monuments de la zone d'étude.</p> <p>Aucune zone NATURA 2000 n'est présente dans un rayon de 10 km autour de l'ISDND.</p> <p>Aucune ZNIEFF n'est recensée dans un rayon de 3,5 km autour du site. La zone identifiée la plus proche est référencée <b>80SAM106 « Bois de Semermesnil et des monts à Moulliens-Dreuil »</b> à 3,5 km au nord-est du site.</p> <p>Aucun APB n'est recensé dans un rayon de 10 km autour du site. <b>Aucune zone humide RAMSAR n'est recensée dans un rayon de 10 km autour du site.</b></p>
Article 7	<p>Afin d'éviter tout usage des terrains périphériques incompatibles avec l'installation, les casiers sont situés à une distance minimale de 200 mètres de la limite de propriété du site. Cette distance peut être réduite si les terrains situés entre les limites de propriété et la dite distance de 200 mètres sont rendus inconstructibles par une servitude prise en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement pendant la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site, ou si l'exploitant a obtenu des garanties équivalentes en termes d'isolement sous forme de contrats ou de conventions pour la même durée.</p> <p>Une bande d'isolement de 50 mètres est instaurée autour de l'ensemble des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats. Cette bande peut être incluse dans la bande de 200 mètres instituée autour des casiers.</p> <p>La bande d'isolement de 200 mètres peut être réduite à 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets ayant une fraction soluble inférieure à 5 %.</p> <p>Dans le cas où le demandeur de l'autorisation d'exploiter ne serait pas propriétaire des terrains d'emprise de l'installation, le demandeur de l'autorisation d'exploiter justifie à l'administration, pour la zone à exploiter, qu'il dispose de l'accord écrit sous forme d'un acte notarié des propriétaires des terrains pour un usage d'installation de stockage de déchets non dangereux, et de mono-déchets spécifiques le cas échéant, valide pour la période d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Les documents afférents sont joints à la demande d'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article L. 512-2 du code de l'environnement. Pour la bande d'isolement, la demande d'établissement de servitudes d'utilité publique est jointe à la demande d'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article L. 512-2 du code de l'environnement, le cas échéant.</p>	<p>Un dossier de demande d'instauration de servitudes au droit des parcelles concernées par la bande d'isolement est inclus dans le présent DDAE. La bande d'isolement du site regroupe des éloignements de 200 mètres pour les casiers ISDND.</p> <p>Les éléments concernant la bande d'isolement autour du site sont disponibles dans le <b>dossier 1 – Pièces administratives Pièce IV maîtrise foncière dans la bande des 200 m.</b></p>
Article 8	<p>La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10<sup>-9</sup> m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10<sup>-6</sup> m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;</li><li>- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10<sup>-9</sup> m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.</li></ul> <p>La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.</p> <p>L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.</p>	<p>La reconstitution de la barrière passive, décrite dans le paragraphe 4.1.1.4 du présent document, permettra de répondre aux prescriptions réglementaires.</p> <p>Elle comprend les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Reconstitution <b>du mètre de perméabilité inférieure à 1.10<sup>-9</sup> m/s sur la totalité du fond et en remontée de 2 m par rapport au fond sur les flancs périphériques du casier 2, à l'aide des limons argileux disponibles sur le site ;</b></li><li>- Complément <b>de la barrière passive par Géosynthétique Bentonitique (GSB) de perméabilité inférieure à 5.10<sup>-11</sup> m/s sur la totalité des 4 flancs périphériques.</b></li></ul> <p><b>Il convient de se reporter à l'étude d'équivalence de la barrière passive du casier 2 en Annexe1 du Dossier 8 et à la Tierce expertise de la proposition d'équivalence de la barrière d'étanchéité passive en fond et flanc de casier en Annexe 2 du Dossier 8.</b></p>
Article 9	<p>I. - Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».</p> <p>Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.</p> <p>Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>II. - En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10<sup>-4</sup> m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.</p> <p>III. - Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.</p> <p>Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p>	<p>La reconstitution de la barrière active, décrite dans le paragraphe 4.1.1.4 du présent document permettra de répondre aux prescriptions réglementaires.</p>

Article 10	<p>Une extension de la zone exploitée au droit ou en appui sur des casiers existants ne peut être réalisée que sur un massif de déchets ne présentant pas de risque de tassements qui par leur amplitude peuvent affecter le bon fonctionnement des barrières de sécurité passive et active. L'exploitant en apporte la preuve. L'exploitant apporte également la preuve de la stabilité du casier construit au droit ou en appui sur des casiers existants.</p> <p>Si les dispositifs d'étanchéité du casier existant ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté, une barrière de sécurité passive conforme à l'article 8 est mise en place sur le fond et les flancs des nouveaux casiers.</p>	<p>Aucune extension de la zone exploitée n'est prévue.</p> <p>En effet, l'extension est située sur la même surface précédemment autorisée (ex casier C2).</p> <p>Le casier 2 comprenant 10 blocs sera créé à proximité immédiate du casier 1, mais pas au droit ou en appui de ce casier existant.</p>
Article 11	<p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.</p> <p>Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.</p> <p>En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.</p> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.</p> <p>Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>II. - Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats.</p> <p>Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent.</p> <p>Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire.</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.</p> <p>La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.</p> <p>L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une bouée ;</li><li>- une échelle par bassin ;</li><li>- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.</li></ul> <p>Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.</p> <p>III. - Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I.</p> <p>Les lixiviats collectés sur le site sont traités avant d'être rejetés dans le milieu naturel ou réinjectés dans les conditions prévues au chapitre 4 du titre V. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I sont rejetés dans le milieu naturel.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel des lixiviats traités sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p> <p>Les boues issues du traitement des lixiviats sont admissibles dans les casiers de l'installation uniquement dans le cas où elles sont non dangereuses.</p> <p>IV. - Pour les installations nouvelles, le traitement des lixiviats est réalisé selon la hiérarchie suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Traitement dans une installation implantée dans le périmètre de l'installation génératrice de lixiviats.</li><li>2. Traitement dans une installation implantée dans une installation de stockage de déchets non dangereux disposant des autorisations nécessaires.</li><li>3. Uniquement en cas de défaillances ponctuelles des traitements prévus aux deux points précédents : traitement dans une installation autorisée à recevoir ce type d'effluents.</li></ol>	<p>Le dispositif de gestion des lixiviats est présenté dans le paragraphe 4.1.2 Gestion des effluents sur l'ISDND du présent document.</p>
Article 12	<p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.</p> <p>Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article L. 512-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p> <p>II. - Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 21.</p> <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.</p> <p>A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>Lorsque le biogaz est utilisé dans des véhicules en tant que carburant de substitution ou réinjecté dans le réseau de distribution de gaz, le biogaz est épuré selon les normes en vigueur. Les effluents gazeux issus de l'épuration, s'ils contiennent plus de 5 % de méthane, subissent une oxydation préalablement à leur rejet dans l'atmosphère.</p> <p>En cas de stockage du gaz avant utilisation, les réservoirs utilisés satisfont les prescriptions de l'arrêté ministériel relatif au stockage de gaz en vigueur.</p>	<p>Un système de récupération du biogaz est présent sur le site. Le dispositif de gestion du biogaz est présenté dans le paragraphe 4.1.2 Gestion des effluents sur l'ISDND du présent document.</p>
Article 13	<p>La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation.</p> <p>Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce nombre ne peut être inférieur à trois et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval. Dans tous les cas, les études hydrogéologiques précisent le nombre de puits de contrôle nécessaires.</p> <p>Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.</p>	<p>Un réseau de 3 piézomètres de contrôle a été implanté en 2001 sur le site afin de surveiller l'impact des activités sur la qualité des eaux souterraines. Aucune modification n'est envisagée dans le cadre du présent projet.</p> <p>Les piézomètres ont été réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.</p>

Article 14	<p>I. - Afin d’éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte est implanté sur toute la périphérie de l'installation à l'intérieur de celle-ci, sauf si la topographie du site permet de s'en affranchir. Le fossé est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et raccordé à un dispositif de rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Un second fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie de la zone à exploiter pour recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d’être polluées, ce fossé ne porte pas atteinte à l'intégrité de la tranchée d'ancrage de la géomembrane. Les eaux collectées dans ce second fossé sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de stockage. Le fossé est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et raccordé à un dispositif de contrôle et de traitement le cas échéant avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Les eaux issues des éventuels réseaux de drainage des eaux superficielles ou souterraines sont collectées et rejetées au milieu naturel sans traitement, après contrôles. Elles ne peuvent en aucun cas être mélangées aux eaux de ruissellement collectées dans les fossés mentionnés aux deux alinéas précédents.</p> <p>Les eaux issues des voiries internes sont dirigées vers un dispositif dimensionné de traitement, de type séparateur à hydrocarbures, avant d’être rejeté au milieu naturel ou vers un des bassins de collecte des eaux internes.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel des eaux de ruissellement sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui, et à ne pas gêner la navigation.</p> <p>II. - Le bassin de stockage des eaux de ruissellement internes au site est étanche et dimensionné pour contenir au moins la quantité d'eau de ruissellement résultant d'un événement pluvieux de fréquence décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire.</p> <p>La zone des bassins est équipée d'une clôture sur son périmètre.</p> <p>L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une bouée ;</li><li>- une échelle par bassin ;</li><li>- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.</li></ul>	<p>Les eaux de ruissellement externes sont constituées de l’ensemble des eaux de pluie situées en dehors du site en exploitation et qui ne devront pas entrer sur le périmètre d’étude. Elles sont non susceptibles d’être polluées. La topographie haute du site associée à la présence de ce fossé fait que les eaux de ruissellement extérieures ne peuvent pénétrer sur le site. De plus, un fossé de collecte des eaux de ruissellement extérieures au site est aménagé sur le pourtour du site.</p> <p>Le point de rejet des eaux pluviales au milieu naturel est le bassin d’infiltration localisé au nord du site.</p> <p>Le dimensionnement des bassins est présenté en <b>Annexe 8</b> du <b>Dossier n°3</b>.</p> <p>Les points de rejet sont aménagés de manière à assurer une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p>
Article 15	<p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ;</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires et de stockage des lixiviats.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits ou déchets qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit ou déchet éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits ou déchets pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les produits ou déchets récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matière de rejets ou sont éliminés comme des déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou des déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits ou de déchets dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les stockages des déchets dangereux générés par l'exploitation susceptibles de contenir des substances polluantes sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>	<p>Tous les produits susceptibles de créer une pollution des eaux sont stockés sur rétention dont les capacités de rétention sont adaptées aux volumes.</p> <p>Le stockage et la manipulation des substances ou mélanges dangereux sont réalisés sur des surfaces étanches et aménagées pour la récupération de fuites.</p>
Article 16	<p>I. - L'accès à l'installation de stockage est limité et contrôlé. L'installation de stockage est clôturée par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter. Les accès au site sont équipés de systèmes qui sont fermés à clef en dehors des heures de travail. La clôture protège l'installation des agressions externes et empêche l'intrusion de personnes et de la faune.</p> <p>II. - L'installation est équipée d'un instrument de pesage d'une portée maximale suffisante pour peser les véhicules apportant des déchets. Les voies d'accès à la zone à exploiter ou aux installations connexes imposent le passage des véhicules sur cet équipement, à l'exception des voies de secours.</p> <p>Ce dispositif est d'un modèle approuvé pour les transactions commerciales.</p> <p>III. - Toute canalisation de rejet à l'extérieur de l'installation est équipée d'un dispositif, synchronisé avec les rejets, mesurant le pH, la conductivité et la quantité d'effluents rejetés.</p> <p>IV. - L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.</p> <p>L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchet(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d’éviter toute contamination.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d’équivalent de dose de 0,5 µSv/h. La benne doit être protégée des intempéries afin d’éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.</p> <p>V. - Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie et sont précisés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sur la base de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation.</p> <p>A cette fin, une réserve de matériaux de recouvrement est disponible à proximité de la zone exploitée.</p> <p>Si nécessaire, les bassins de stockage des eaux de ruissellement mentionnés à l'article 14 et les bassins de stockage de lixiviats traités conformes aux critères minimaux définis à l'annexe I peuvent également constituer une réserve d'eau d'extinction en cas d'incendie. Dans ce cas, ils sont équipés de dispositifs permettant le raccordement des moyens de secours internes et externes au site autorisant un débit de 60 m3/h pendant 2 heures. Leur niveau est maintenu de manière à répondre au volume et débit précités en préservant la capacité de stockage décennal mentionnée à l'article 14.</p>	<p>L'accès au site est limité et contrôlé. L’ensemble du site est clôturé par une clôture. Les accès au site sont fermés par des portails verrouillés en dehors des heures de travail.</p> <p>Le site dispose d’un pont-bascule en entrée de site pour la gestion automatisée des pesées.</p> <p>Tous les rejets externes sont contrôlés. Le pH, la conductivité et la quantité d'effluents rejetés sont mesurés. Cette approche perdurera dans le cadre du projet.</p> <p>Le CVD possède un portique de détection de la radioactivité identifié en entrée de site au niveau du pont-bascule. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée à 2 fois le bruit de fond local.</p> <p>Des moyens de lutte contre l’incendie sont disponibles en permanence sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- extincteurs muraux répartis sur l’ensemble des installations et dans les lieux présentant des risques spécifiques,</li><li>- plans du site facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers,</li><li>- stocks de matériaux inertes en cas de départ de feu éventuel dans les casiers de stockage de déchets, au moins égale à la qualité utilisé pour 15 jours d’exploitation ;</li><li>- une réserve incendie disponible sur le site.</li></ul>
Article 17	<p>Avant la mise en service des installations, l'exploitant réalise une analyse de la qualité des eaux souterraines. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>Cette analyse porte sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- paramètres physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydoréduction, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+Al+Zn+Sn), NO2-, NO3-, NH4+, SO42-, NTK, Cl-, PO43-, K+, Ca2+, Mg2+, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;</li></ul>	<p>L'évaluation de la qualité des eaux souterraines est effective sur le réseau de piézomètres opérationnels depuis le démarrage de l’activité ISDND au sein du site.</p> <p>Conformément à l'arrêté préfectoral d’autorisation d’exploiter en vigueur, les contrôles de qualité des eaux souterraines sont effectués 2 fois par an, par un laboratoire indépendant. Dans le cadre du présent projet, la fréquence d’analyse sera conservée.</p> <p>En amont de toute réception de déchet, un levé topographique est transmis, dans le cadre du processus de réception, à l'Inspection des</p>



	<ul style="list-style-type: none"><li>- paramètres biologiques : DBO5 ;</li><li>- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;</li><li>- autres paramètres : hauteur d'eau.</li></ul> <p>Les résultats d'analyse sont transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard trois mois après la réalisation des prélèvements, et sont accompagnés des commentaires de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables procède avant la première réception de déchets à une mesure de la qualité de l'air au droit du site. Le programme de mesures ainsi que les méthodes de mesures retenues sont spécifiées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Un relevé topographique de la zone à exploiter et un plan d'exploitation sont réalisés préalablement à la première réception de déchets.</p>	Installations Classées.
Article 18	<p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive.</p> <p>Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier.</p> <p>En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.</p> <p>Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.</p> <p>Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.</p> <p>L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.</p>	<p>À l'instar de l'aménagement des casiers de l'ISDND en mode bioréacteur, TRINOVAL aura à disposition un programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifiera le tiers indépendant pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues.</p> <p>Le programme sera transmis par TRINOVAL à minima 3 mois avant l'engagement des travaux.</p> <p>Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.</p> <p>Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fera l'objet d'une information à l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour chaque casier, les résultats des contrôles par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Un relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme, complètera la transmission.</p>
Article 19	<p>Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.</p> <p>Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.</p> <p>Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Le contrôle et la pose de la géomembrane de la Barrière de Sécurité Active seront réalisés par un organisme tiers indépendant.</p> <p>Une inspection visuelle de la géomembrane sera réalisée et complétée à minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples. Les contrôles susvisés seront réalisés par un organisme tiers. Les résultats des contrôles seront conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Article 20	<p>I. - Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;</li><li>- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ;</li><li>- du réseau de contrôle des eaux souterraines (article 13) ;</li><li>- de plusieurs fossés extérieurs de collecte, des bassins de stockage des eaux de ruissellement et de la procédure permettant de s'assurer de la réalisation d'une analyse avant rejet (article 14) ;</li><li>- des procédures et équipements permettant de respecter les conditions de l'article 16, du débroussaillage des abords du site (article 33) et du chapitre 4 du titre III (admission des déchets) ;</li><li>- d'une analyse initiale des eaux souterraines et du relevé topographique prévus à l'article 17 ;</li><li>- de la procédure de détection de la radioactivité visée à l'article 31.</li></ul> <p>II. - Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> <p>Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;</li><li>- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).</li></ul> <p>III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> <p>IV. - Pour chaque nouveau bassin de stockage des lixiviats, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement.</p> <p>Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant avant la mise en service du bassin.</p>	<p>Avant le début de l'exploitation du casier l'ISDND, TRINOVAL informera le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;</li><li>- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ;</li><li>- du réseau de contrôle des eaux souterraines (article 13) ;</li><li>- de plusieurs fossés extérieurs de collecte, des bassins de stockage des eaux de ruissellement et de la procédure permettant de s'assurer de la réalisation d'une analyse avant rejet (article 14) ;</li><li>- des procédures et équipements permettant de respecter les conditions de l'article 16, du débroussaillage des abords du site (article 33) et du chapitre 4 du titre III (admission des déchets) ;</li><li>- d'une analyse initiale des eaux souterraines et du relevé topographique prévus à l'article 17 ;</li><li>- de la procédure de détection de la radioactivité visée à l'article 31.</li></ul> <p>Tout dépôt de déchets sera conditionné par une visite de site de l'Inspection des Installations Classées et aux conclusions favorables des vérifications et de la complétude du dossier technique d'exécution établi par l'organisme tiers. Le démarrage de l'exploitation de chaque casier sera asservi à l'accord de l'Inspection des Installations Classées.</p>
Article 21	<p>I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p> <p>II. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et</p>	<p>A minima de fréquence mensuelle, TRINOVAL assurera un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz et procédera au besoin aux réglages des réseaux de collecte du biogaz. Les opérations de réglages des réseaux seront consignées sur un registre à disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>TRINOVAL disposera en permanence sur site de moyens de contrôle (qualité, quantité du biogaz et dépression) portatifs destinés aux puits et aux collecteurs biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles de suivi et du réglage des organes de captage et des réseaux seront tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils seront également, pour information, notifiés dans le rapport annuel d'activité. Toutes les dérives seront signalées à l'Inspection des Installations Classées dans un délai d'un mois.</p> <p>TRINOVAL aura à disposition un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de</p>

	<p>sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p> <p>III. - Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.</p> <p>La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :</p> <p>SO2 (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm3 ;</p> <p>CO : 150 mg/Nm3.</p> <p>Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées par m3 rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.</p> <p>Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.</p> <p>IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>	<p>destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Les résultats des contrôles et les relevés réalisés seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et seront présentés dans le rapport annuel. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Le contrôle des installations de traitement du biogaz (équipements de valorisation et de destruction du biogaz - temps de fonctionnement, débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O2)) est assuré à minima mensuellement durant la phase d'exploitation et semestriellement pendant la période de suivi long-terme.</p> <p>Les concentrations en polluants seront exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène. Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et seront présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive des résultats sera signalée à l'Inspection des Installations Classées dans un délai d'un mois.</p>
Article 22	<p>I. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>II. - L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p> <p>- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;</p> <p>- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;</p> <p>- les quantités d'effluents rejetés ;</p> <p>- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.</p> <p>Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. - Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.</p> <p>IV. - Lorsque les lixiviats sont traités dans une installation externe, conformément au point 3 de la hiérarchie de traitement de l'article 11, l'exploitant s'assure, avant tout envoi des lixiviats, de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de cette installation de traitement.</p> <p>La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans le bassin de collecte est contrôlée tous les trimestres selon les modalités prévues à l'annexe II.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures mentionnées au paragraphe précédent sont effectuées par un organisme agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Cet organisme est indépendant de l'exploitant.</p>	<p>TRINOVAL aura à sa disposition un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Les résultats des contrôles réalisés seront tracés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et seront présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive des résultats sera signalée à l'Inspection des Installations Classées dans un délai d'un mois.</p> <p>TRINOVAL tiendra également un registre mensuel tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées indiquant :</p> <p>- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;</p> <p>- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;</p> <p>- les quantités d'effluents rejetés ;</p> <p>- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.</p> <p>Les données météorologiques seront enregistrées in situ ou à défaut récupérées auprès de la station météorologique locale la plus représentative. Elles seront tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Elles comporteront la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents.</p> <p>La composition physico-chimique des lixiviats (<b>pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, phénols et légionnelles</b>) stockés dans les bassins de rétention sera contrôlée tous les trimestres en période d'exploitation et semestriellement pendant la période de suivi long-terme.</p> <p>Au moins une fois par an, l'évaluation de la composition physico-chimique sera effectuée par un organisme agréé auprès du ministère chargé de l'environnement et indépendant de l'exploitant.</p>
Article 23	<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence déterminée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Une convention avec un tiers indépendant de l'exploitant peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles inopinés à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.</p>	<p>Pour les bassins d'infiltration, des contrôles trimestriels seront réalisés sur les critères suivants : pH, conductivité, MES, DCO et hydrocarbures totaux.</p> <p>Ces résultats d'analyses seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et archivées par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de post-exploitation. Au moins une fois par an, elles seront réalisées par un organisme tiers indépendant.</p>
Article 24	<p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <p>- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO2-, NO3-, NH4+, SO42-, NTK, Cl-, PO43-, K+, Ca2+, Mg2+, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;</p> <p>- paramètres biologiques : DBO5 ;</p> <p>- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;</p> <p>- autres paramètres : hauteur d'eau.</p>	<p>TRINOVAL réalisera à tous les 6 mois (1 fois en période de basses eaux et 1 fois en période de hautes eaux) des analyses sur les eaux souterraines suivants les paramètres suivants :</p> <p>- <b>physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO2-, NO3-, NH4+, SO42-, NTK, Cl-, PO43-, K+, Ca2+, Mg2+, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;</b></p> <p>- <b>paramètres biologiques : DBO5 ;</b></p> <p>- <b>paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries</b></p>



	<p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.</p> <p>En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.</p>	<p><b>coliformes, entérocoques, salmonelles ;</b></p> <p><b>- autres paramètres : hauteur d'eau.</b></p> <p>Tous les 5 ans, IKOS ENVIRONNEMENT réalisera une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse sera réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Les prélèvements et analyses seront réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement indépendant.</p> <p>Les résultats des analyses des eaux souterraines seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et seront présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive significative des résultats sera signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, IKOS ENVIRONNEMENT procédera au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.</p> <p>En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établira et mettra en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures seront communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.</p>
Article 25	A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.	A minima une fois par an, TRINOVAL mettra à jour les relevés topographiques et évaluera les vides de fouilles résiduels. Ces informations seront tenues à disposition de l'Inspection des Installations Classées dans le rapport annuel.
Article 26	<p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles réalisés sur le site pendant l'année écoulée et, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage.</p> <p>L'exploitant adresse le rapport annuel d'activité à la commission de suivi de site.</p> <p>Plus généralement, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.</p>	<p>Comme actuellement, TRINOVAL adressera à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles réalisés sur le site pendant l'année écoulée et, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage. Ce rapport sera également adressé aux membres constitutifs de la CSS.</p> <p>Tout incident ou accident, ainsi que les mesures prises à titre conservatoire, seront également signalées dans l'immédiat à l'Inspection des Installations Classées.</p>
Article 27	<p>Pour être admis dans une installation de stockage les déchets satisfont :</p> <p>- à la procédure d'information préalable visée à l'article 28 ou à la procédure d'acceptation préalable visée à l'article 29 ;</p> <p>- à la production d'une attestation du producteur justifiant, pour les déchets non dangereux ultimes, d'une opération préalable de collecte séparée ou de tri en vue d'une valorisation matière ou d'une valorisation énergétique ;</p> <p>- au contrôle à l'arrivée sur le site visé à l'article 30.</p> <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.</p>	<p>Au droit de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux, les déchets satisferont à la procédure d'information préalable ou à la procédure d'acceptation préalable. Cette traçabilité est actuellement effective sur le site.</p> <p>En sus, chaque apport sera associé à une attestation du producteur justifiant, pour les déchets non dangereux ultimes, d'une opération préalable de collecte séparée ou de tri en vue d'une valorisation matière ou d'une valorisation énergétique.</p>
Article 28	<p>Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la production de l'attestation du producteur telle que définie à l'article précédent.</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.</p> <p>L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.</p>	<p>Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines entrants sur le site seront soumis à la seule procédure d'information ainsi qu'à la production de l'attestation du producteur telle que définie à l'article précédent.</p> <p>Avant toute admission de déchets dans les casiers ISDND, le ou les collectivités de collecte ou détenteurs seront soumis à la procédure d'acceptation préalable via la fiche d'information préalable en place sur site. Cette information sera renouvelée annuellement et conservée à minima 5 ans sur site.</p> <p>La demande d'information préalable en place sur le site contient à minima les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie dans le présent arrêté. Un registre regroupant l'ensemble des informations préalables est opérationnel sur le site et tenu à la disposition des Installations Classées. Les refus d'admission demeurent également consignés.</p>
Article 29	<p>Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.</p> <p>Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe III. Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe III.</p> <p>Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.</p> <p>Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe III. Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.</p> <p>Pour les installations de stockage internes, le certificat d'acceptation préalable n'est pas requis dès lors qu'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion des déchets est mise en place. Toutefois, les essais de caractérisation de base et de vérification de la conformité tels que définis aux points 1 et 2 de l'annexe III restent nécessaires.</p>	<p>Les déchets non visés à l'article précédent seront soumis, à l'instar d'aujourd'hui, à la procédure d'acceptation préalable regroupant deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.</p> <p>La procédure interne comprend pour chaque intrant concerné :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une caractérisation de base telle que définie par le présent arrêté et effectué par le producteur ou le détenteur de déchets ;</li><li>- une vérification de la conformité telle que définie dans le présent arrêté ; cette dernière devra être réalisée au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base. Cette vérification de la conformité est à renouveler annuellement.</li></ul> <p>Les déchets ne pourront être admissibles sur les installations qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce document de traçabilité est effectif sur le site. Il sera établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité.</p> <p>Les certificats d'acceptation préalable seront renouvelés au besoin tous les ans.</p> <p>Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précisera lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe III. Le certificat d'acceptation préalable sera</p>

		soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.
Article 30	<p>I. - Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ;</li><li>- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</li><li>- réalise une pesée ;</li><li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li><li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</li></ul> <p>II. - Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.</p> <p>Pour les déchets stockés par un producteur de déchets dans une installation de stockage dont il est l'exploitant et dans la mesure où il dispose d'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion de ses déchets, cette vérification peut s'effectuer au point de départ des déchets et les documents requis peuvent ne pas être exigés.</p> <p>III. - En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.</p>	<p>Chaque admission de déchet fera l'objet de la part du personnel d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;</li><li>- d'une vérification, au besoin, des documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</li><li>- d'une pesée au droit du pont-bascule ;</li><li>- d'un contrôle visuel lors de l'admission sur site et lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement.</li><li>- d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</li></ul> <p>Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées par TRINOVAL en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.</p> <p>Pour les déchets générés en interne (et faisant l'objet d'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion des déchets) et traités au droit des ISDND, la vérification s'effectuera au point de départ des déchets sans exigence des documents requis.</p> <p>En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, TRINOVAL informera sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet.</p> <p>Le chargement sera alors refusé, en partie ou en totalité.</p> <p>Dans ce cas, TRINOVAL adressera dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département de la Somme.</p>
Article 31	<p>L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.</p> <p>La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;</li><li>- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétant en radioprotection devant intervenir ;</li><li>- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.</li></ul> <p>Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.</p> <p>Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isole le chargement sur l'aire mentionnée à l'article 16-IV en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h.</p> <p>L'organisme compétent en radioprotection doit identifier sa nature, caractériser les radionucléides présents, mettre en sécurité le(s) déchet(s) incriminé(s), puis le(s) entreposer temporairement dans un local sécurisé sur le site, permettant d'éviter tout débit d'équivalent de dose supérieur à 0,5 µSv/h au contact des parois extérieures.</p> <p>Suivant la nature des radionucléides présents dans le déchet, le déchet pourra être traité dans la filière adaptée :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive très courte ou courte (&lt; 100 jours), en général d'origine médicale, le déchet peut être laissé en décroissance sur place pendant une durée qui dépendra de la période radioactive des radionucléides présents puis éliminé par la filière conventionnelle adaptée quand son caractère radioactif aura disparu ;</li><li>- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive moyenne ou longue (&gt; 100 jours), le déchet est géré dans une filière d'élimination spécifique, soit des déchets radioactifs avec l'ANDRA, soit de déchets à radioactivité naturelle renforcée avec une installation de stockage de déchets qui les accepte.</li></ul> <p>Le déchet est placé dans un container adapté, isolé des autres sources de dangers, évitant toute dissémination ou si possible, directement dans un colis permettant sa récupération par l'ANDRA. Ce container ou colis est placé dans un local sécurisé qui comporte a minima une porte fermée à clef, une détection incendie, un système de ventilation et, lorsque des déchets radioactifs sont présents, une signalisation adaptée.</p> <p>La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne peuvent être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA. Cette prise en charge peut prendre plusieurs mois afin de prendre en compte les modalités administratives, les modalités de conditionnement spécifique pour l'acceptation dans une installation de stockage de déchets radioactifs de l'ANDRA et les modalités d'emballage spécifique pour le déchet et son transport dans les conditions de l'accord européen relatif au transport de marchandises dangereuses par route (ADR) avec un chauffeur ayant un permis classe 7.</p> <p>La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.</p>	<p>Dans le cadre de ses activités actuelles, TRINOVAL dispose d'une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection. Le personnel d'exploitation est sensibilisé à la radioactivité et la radioprotection en plus des dispositions normales applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.</p> <p>Ladite procédure contient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;</li><li>- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétant en radioprotection devant intervenir ;</li><li>- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.</li></ul> <p>Toute détection fera l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité restera sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement pourra poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.</p> <p>Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isolera le chargement sur une aire dédiée, matérialisée et signalée. L'aire sera également équipée d'un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h.</p> <p>L'organisme compétent en radioprotection identifiera sa nature, caractérisera les radionucléides présents, mettra en sécurité le(s) déchet(s) incriminé(s), puis le(s) entreposera temporairement dans un local sécurisé sur le site, permettant d'éviter tout débit d'équivalent de dose supérieur à 0,5 µSv/h au contact des parois extérieures.</p> <p>Suivant la nature des radionucléides présents dans le déchet, le déchet pourra être traité dans la filière adaptée.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive très courte ou courte (&lt; 100 jours), en général d'origine médicale, le déchet peut être laissé en décroissance sur place pendant une durée qui dépendra de la période radioactive des radionucléides présents puis éliminé par la filière conventionnelle adaptée quand son caractère radioactif aura disparu ;</li><li>- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive moyenne ou longue (&gt; 100 jours), le déchet est géré dans une filière d'élimination spécifique, soit des déchets radioactifs avec l'ANDRA, soit de déchets à radioactivité naturelle renforcée avec une installation de stockage de déchets qui les accepte.</li></ul> <p>Le déchet concerné sera placé dans un container adapté, isolé des autres sources de dangers, évitant toute dissémination ou si possible,</p>



		<p>directement dans un colis permettant sa récupération par l'ANDRA. Ce container ou colis sera placé dans un local sécurisé qui comporte a minima une porte fermée à clef, une détection incendie, un système de ventilation et, lorsque des déchets radioactifs sont présents, une signalisation adaptée.</p> <p>La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne pourra être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA. Cette prise en charge pourra prendre plusieurs mois afin de prendre en compte les modalités administratives, les modalités de conditionnement spécifique pour l'acceptation dans une installation de stockage de déchets radioactifs de l'ANDRA et les modalités d'emballage spécifique pour le déchet et son transport dans les conditions de l'accord européen relatif au transport de marchandises dangereuses par route (ADR) avec un chauffeur ayant un permis classe 7.</p> <p>La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sera informée de toute découverte de déchets radioactifs.</p>
Article 32	<p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).</p> <p>En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;</li><li>- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.</li></ul>	<p>Dans le cadre de son exploitation actuelle, TRINOVAL tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).</p> <p>En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, IKOS consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;</li><li>- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.</li></ul>
Article 33	<p>I. - Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure ou égale à 7 000 m<sup>2</sup>. Cette superficie peut être adaptée par arrêté préfectoral notamment pour des motifs de sécurité de la circulation en sécurité.</p> <p>II. - Le mode de stockage permet de limiter les envois de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envois et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.</p> <p>L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les modalités de mise en place des déchets, la fréquence et le mode de leur recouvrement et la quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être présente sur le site. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement.</p> <p>Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux peuvent être notamment utilisés.</p> <p>III. - Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.</p> <p>Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.</p> <p>L'exploitant établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation et organise des formations de sensibilisation au risque incendie pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.</p> <p>IV. - Toutes dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols.</p> <p>V. - Toute humidification des déchets autre que celle visée au chapitre 4 du titre V est interdite. L'aspersion des lixiviats est interdite.</p> <p>VI. - Les activités de tri, chiffonnage et récupération des déchets sont interdites sur la zone en cours d'exploitation. Elles ne peuvent être pratiquées sur le site que sur une aire spécialement aménagée et disposant de prescriptions techniques appropriées.</p> <p>VII. - L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs, des insectes et des oiseaux, en particulier, pour ces derniers, au voisinage des aérodromes, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.</p> <p>L'installation est exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</p>	<p>Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie des zones d'exploitation sont adaptées. Le casier ISDND sera exploité par blocs au nombre de 10. Chaque sous-casier ou bloc aura une superficie inférieure à 7 000 m<sup>2</sup>, la surface totale du casier 2 étant de 8 000 m<sup>2</sup> (fond de casier).</p> <p>Un fossé sera mis en place pour récupérer les eaux pluviales extérieures.</p> <p>L'exploitation par blocs, le recouvrement périodique des zones en exploitation et les filets anti-envols permettront de limiter les envois de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes.</p> <p>Des campagnes de nettoyage des abords de l'installation seront régulièrement réalisées.</p> <p>L'exploitant disposera en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation.</p> <p>TRINOVAL tiendra à la disposition de l'Inspection des Installations Classées le bilan matière des matériaux de recouvrement.</p> <p>Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux pourront également être utilisés dans les phases de couverture périodiques.</p> <p>Le brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit sur le site.</p> <p>Les abords du site seront entretenus et débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; le personnel opérationnel est formé et sensibilisé au risque incendie.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols.</p> <p>Aucune humidification des déchets et aspersion, autre que celle associée à la réinjection des lixiviats au sein du massif, est interdite.</p> <p>Les activités de tri, chiffonnage et récupération des déchets sont interdites sur la zone en cours d'exploitation.</p> <p>TRINOVAL a mis en place les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs, des insectes et des oiseaux (dératisations régulières, dispositifs effaroucheurs,...).</p> <p>L'installation ne sera pas à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</p>
Article 34	<p>Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à 1.10<sup>-7</sup> m/s. La couverture intermédiaire est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2.</p>	<p>À la fin d'exploitation de chaque casier, une couverture intermédiaire, mise en œuvre sur les casiers exploités, sera constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre (matériaux inertes). La géomembrane PEHD de perméabilité inférieure à 1.10<sup>-7</sup> m/s inhérent au mode bioréacteur viendra compléter le complexe d'étanchéité dans les 6 mois suivant la fin d'exploitation d'un casier.</p>
Article 35	<p>Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires.</p> <p>La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une couche d'étanchéité ;</li><li>- une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ;</li></ul>	<p>Outre les matériaux constitutifs de la couverture intermédiaire (épaisseur de 0,5 m), la couverture finale sera composée (du bas vers le haut) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 0,3 m de terre végétale ;</li><li>- 0,2 m de matériau granulaire drainant d'une perméabilité K supérieure à 10<sup>-4</sup> m/s ou tout autre dispositif équivalent qui aurait reçu l'accord préalable de l'inspection des installations classées ;</li><li>- Une couche imperméable d'épaisseur 1 m composée de 30 cm de craie, 30 cm de limons de perméabilité 10<sup>-9</sup> m/s,</li></ul>

	<p>- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre.</p> <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.</p> <p>Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.</p> <p>Les dispositions de cet article peuvent être adaptées par le préfet sur demande de l'exploitant, sous réserve que les dispositions constructives prévues garantissent une efficacité équivalente à celle qui résulte de la mise en œuvre des prescriptions de cet article. En tout état de cause, la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement est supérieure à 0,8 mètre.</p> <p>Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.</p>	<p>30 cm de craie et une couche de support de matériaux inertes.</p> <p>TRINOVAL spécifiera le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifiera le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrira explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il sera transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Dans le cadre du mode d'exploitation en bioréacteur des ISDND ultimes, IKOS ENVIRONNEMENT justifiera de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.</p> <p>Les travaux de revégétalisation seront engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale. La flore utilisée sera autochtone et non envahissante. Elle permettra de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site (vocation agricole et/ou non industrielle).</p> <p>Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, TRINOVAL confirmera l'exécution des travaux et transmettra au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.</p>
Article 36	<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets pendant la période de suivi long terme. Ce programme comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II, et de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.</p>	<p>TRINOVAL mettra en place un programme de surveillance de ses rejets pendant la période de suivi long terme. Ce programme comprendra au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement et de la qualité des eaux souterraines à fréquence semestrielle.</p> <p>Les résultats des mesures seront transmis à l'inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Tous les résultats de ces contrôles seront archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.</p>
Article 37	<p>Dès la fin de d'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations suivantes :</p> <p>- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;</p> <p>- l'article 21 concernant le contrôle des équipements de collecte et traitement du biogaz s'applique jusqu'au passage en gestion passive du biogaz ;</p> <p>- l'article 22 concernant le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ;</p> <p>- les articles 23, 24 et 25 (hors capacités d'accueil de déchets disponibles restantes) concernant respectivement la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;</p> <p>- la fréquence des contrôles prévue à ces articles est adaptée selon les fréquences suivantes :</p> <p>- volumes des lixiviats collectés : semestriel ;</p> <p>- composition des lixiviats collectés : semestriel ;</p> <p>- composition du biogaz CH4, CO2, O2, H2S : semestriel.</p> <p>Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires. Sur cette base, l'exploitant peut proposer des travaux complémentaires de réaménagement final du casier.</p> <p>Le cas échéant, le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux. Sur la base du rapport de synthèse et de l'éventuelle proposition de travaux complémentaires, le préfet peut définir une modification du programme de suivi post-exploitation par arrêté complémentaire.</p> <p>Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.</p> <p>Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt comprise entre six mois et deux ans, l'exploitant :</p> <p>- mesure les émissions diffuses d'effluents gazeux ;</p> <p>- mesure la qualité des lixiviats ;</p> <p>- contrôle la stabilité fonctionnelle, notamment en cas d'utilisation d'une géomembrane.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôle réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.</p> <p>Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.</p> <p>Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :</p> <p>- démontre le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 35 ;</p> <p>- démontre l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;</p> <p>- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.</p> <p>Le préfet valide la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article R. 512-33 du code de l'environnement qui :</p> <p>- prescrit les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 38 ;</p> <p>- lève l'obligation de la bande d'isolement prévue à l'article 7 ;</p> <p>- autorise l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise</p>	<p>Dès la fin de d'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation sera mis en place et permettra de respecter les obligations définies ci-contre à savoir :</p> <p>- le maintien et l'entretien de la clôture et de la végétation présentes sur le site ;</p> <p>- l'application des prescriptions de l'article 21 dudit arrêté concernant le contrôle des équipements de collecte et traitement du biogaz jusqu'au passage en gestion passive du biogaz ;</p> <p>- l'application des prescriptions de l'article 22 dudit arrêté concernant le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ;</p> <p>- l'application des prescriptions des articles 23, 24 et 25 dudit arrêté (hors capacités d'accueil de déchets disponibles restantes) concernant respectivement la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique durant toute la période ;</p> <p>- la fréquence des contrôles prévue à ces articles est adaptée selon les fréquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>o volumes des lixiviats collectés : semestriel ;</li><li>o composition des lixiviats collectés : semestriel ;</li><li>o composition du biogaz CH4, CO2, O2, H2S : semestriel.</li></ul> <p>Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, TRINOVAL élaborera et transmettra au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires. Sur cette base, TRINOVAL pourra proposer des travaux complémentaires de réaménagement final du casier.</p> <p>Dix ans après le début de la période de post-exploitation, TRINOVAL élaborera et transmettra au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.</p> <p>Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrêtera les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt comprise entre six mois et deux ans, TRINOVAL :</p> <p>- mesurera les émissions diffuses d'effluents gazeux ;</p> <p>- mesurera la qualité des lixiviats ;</p> <p>- contrôlera la stabilité fonctionnelle, notamment en cas d'utilisation d'une géomembrane.</p> <p>TRINOVAL adressera au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôle réalisés et les comparera à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.</p> <p>Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, TRINOVAL pourra proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, TRINOVAL pourra proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.</p> <p>Pour demander la fin de la période de post-exploitation, TRINOVAL transmettra au préfet un rapport qui :</p> <p>- démontrera le bon état du réaménagement final et notamment sa</p>



	<p>en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol.</p> <p>Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans.</p>	<p>conformité à l'article 35 ;</p> <p>- démontrera l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;</p> <p>- fera un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démonter et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.</p> <p>Le préfet validera la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article R. 512-33 du code de l'environnement qui :</p> <p>- prescrira les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 38 ;</p> <p>- lèvera l'obligation de la bande d'isolement prévue à l'article 7 ;</p> <p>- autorisera l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol.</p> <p>Si le rapport fourni par TRINOVAL ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans.</p>
Article 38	<p>La période de surveillance des milieux débute à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux. Elle dure cinq années.</p> <p>À l'issue de cette période quinquennale, un rapport de surveillance est transmis au préfet et aux maires des communes concernées. Si les données de surveillance des milieux ne montrent pas de dégradation des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et, au vu des mesures de surveillance prescrites, en cas d'absence d'évolution d'impact au vu des mesures de surveillance prescrites, sans discontinuité des paramètres de suivi de ces milieux pendant cinq ans, le préfet prononce la levée de l'obligation des garanties financières et la fin des mesures de surveillance des milieux par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p> <p>Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la surveillance des milieux, la période de surveillance des milieux est reconduite pour cinq ans.</p>	<p>La période de surveillance des milieux sur 5 ans débutera à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux.</p> <p>À l'issue de cette période quinquennale, un rapport de surveillance sera transmis au préfet et au maire de Thieulloy l'Abbaye.</p> <p>Si les données de surveillance des milieux ne montrent pas de dégradation des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et, au vu des mesures de surveillance prescrites, en cas d'absence d'évolution d'impact au vu des mesures de surveillance prescrites, sans discontinuité des paramètres de suivi de ces milieux pendant cinq ans, le préfet prononcera la levée de l'obligation des garanties financières et la fin des mesures de surveillance des milieux par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p> <p>Si le rapport fourni par TRINOVAL ne permet pas de valider la fin de la surveillance des milieux, la période de surveillance des milieux sera alors reconduite pour cinq ans.</p>
Article 39	<p>Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont admis dans une installation de stockage de déchets non dangereux dans des casiers mono-déchets dédiés, sous réserve qu'ils ne contiennent pas de substance dangereuse autre que l'amiante.</p> <p>Les casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante ne sont pas soumis aux dispositions des articles 8 à 12, l'article 16-III, les articles 18, 19, 21, 22, 36 et 37. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, l'exploitant établit que l'exploitation des casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante n'entraîne aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les durées prescrites fixées aux articles 35 et 38 peuvent être adaptées.</p> <p>La bande d'isolement de 200 mètres peut être réduite à 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.</p>	<p>Le casier Amiante AM1 est antérieur aux dispositions de l'AM du 15/02/2016. Il dispose de l'antériorité.</p> <p>Les déchets admis sur l'extension du stockage d'amiante lié seront les mêmes que ceux admis actuellement (code 17 06 05 *).</p> <p><b>Dans le cadre de l'activité existante, une procédure d'acceptation spécifique à ces déchets a été mise en place. La bande d'isolement du casier ISDND a été fixé à 100 mètres autour de ce casier.</b></p>
Article 40	<p>Pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :</p> <p>- le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure à 1.10-7 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ;</p> <p>- les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à 1.10-7 m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur.</p> <p>La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que l'installation dédiée au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante n'entraîne aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, les exigences mentionnées aux alinéas précédents peuvent être assouplies en conséquence par arrêté préfectoral.</p>	<p>Aucune BSP n'est aménagée pour l'ancien casier disposant de l'antériorité.</p> <p>Pour le nouveau casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, les terrains en place au droit du casier ne présentent pas ces niveaux de perméabilité. Par conséquent, la barrière passive sera reconstituée à l'aide de matériaux d'apport. Leur mise en œuvre devra faire l'objet de contrôles de perméabilité en cours de travaux, conformément aux règles de l'art.</p> <p>Par ailleurs, l'article 9 de l'arrêté du 15 février 2016 n'étant pas applicable aux casiers mono-déchets dans lesquels sont stockés des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, aucune barrière de sécurité dite « active » n'est à aménager au niveau des flancs et fonds des casiers.</p>
Article 41	<p>Pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, l'exploitant indique dans le registre des admissions, en plus des éléments indiqués à l'article 32 :</p> <p>- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante ;</p> <p>- le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET ;</p> <p>- le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;</p> <p>- l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés.</p>	<p>Ce registre est mis en place conformément à la réglementation en vigueur.</p>
Article 42	<p>Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.</p> <p>À cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. Elle est équipée, si nécessaire, d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés.</p> <p>Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites.</p> <p>Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai.</p> <p>Lors de la présentation de déchets contenant de l'amiante, l'exploitant complète le bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861.</p>	<p>Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante seront stockés sur une aire de déchargement isolée de l'aire de déchargement des autres déchets inertes.</p> <p>Le déchargement sera effectué avec précaution à l'aide d'un chariot élévateur.</p> <p>L'exploitant vérifiera que les sacs ou les palettes contenant de l'amiante arrivent sur le site en double conditionnement étanche ou filmés pour les palettes, et que ceux-ci sont étiquetés « amiante ».</p> <p>Il vérifiera également que le chargement est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA) sur lequel sont indiqués les numéros des scellés.</p> <p>L'exploitant procédera ensuite au stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.</p> <p>Les déchets d'amiante seront entreposés dans l'un des deux casiers dédiés sur le site. Les déchets d'amiante y seront quotidiennement recouverts par une couche de matériaux inertes de garantir leur confinement au sein du casier.</p>
Article 43	<p>I. - Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.</p> <p>II. - Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.</p>	<p>Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante seront recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception, par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement sera supérieure à 20 cm. L'exploitant s'assurera de disposer d'une réserve d'au moins 15 jours d'avance en matériaux de recouvrement.</p> <p>Les eaux de ruissellement internes au casier récupérées par la couche de drainage située au fond de casier seront acheminées gravitairement</p>



		jusqu’au point bas du casier. Ces eaux seront ensuite renvoyées par pompage, qui évoluera dans le temps, vers le bassin CET1. Des mesures des fibres d’amiante seront réalisées dans ce bassin.
Article 44	Pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la couverture finale comprendra une couche anti-érosion composée d'éléments minéraux grossiers, d'une épaisseur minimale d'un mètre.	Dès que la cote maximale pour le dépôt des déchets sera atteinte, une couverture finale sera mise en place. Les casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la couverture finale comprendra une couche anti-érosion composé d’éléments minéraux grossiers d’une épaisseur de 1,5 à 1,6 m.  En fin d'exploitation d'un casier d'amiante, une couverture de 20 à 30 cm terre végétale sera régalée sur le casier afin de faciliter le retour à une vocation agricole.
Article 45	<p>I. - Le programme de suivi post-exploitation mentionné à l'article 37 est adapté pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.</p> <p>Ce programme permet le respect des obligations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;</li><li>- le cas échéant l'article 22 concernant le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ;</li><li>- les articles 23, 24 et 25 (hors capacités d'accueil de déchets disponibles restantes) concernant respectivement la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;</li><li>- le cas échéant la fréquence des contrôles prévue à ces articles est adaptée selon les fréquences suivantes :</li><li>- volume des lixiviats collectés : semestriel ;</li><li>- composition des lixiviats collectés : semestriel.</li></ul> <p>II. - Pour les casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, lorsque le rapport de synthèse à dix ans de suivi post-exploitation montre qu'il n'y a pas d'évolution des paramètres de surveillance des milieux contrôlés, le préfet acte la fin de la période de post-exploitation dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement. L'arrêté préfectoral prescrit les mesures de surveillance des milieux en appliquant l'article 38.</p>	Ces dispositions seront respectées.
Article 46	Pour les casiers mono-déchets, la bande d'isolement de 200 mètres pourra être réduite, sur demande de l'exploitant, par arrêté préfectoral s'il est établi l'absence d'inconvénients pour le voisinage et la santé humaine, en tenant compte des usages des terrains environnants.	La bande d’isolement du casier ISDND a été fixé à 100 mètres autour des installations conformément aux prescriptions de l’article 51 du présent arrêté.
Article 47	<p>Pour les casiers de stockage mono-déchets dédiés à des déchets présentant une fraction soluble inférieure à 5 %, mesurée selon les normes en vigueur autres que ceux visés au chapitre Ier du présent titre, les dispositions de la barrière de sécurité passive définie à l'article 8 sont adaptées dans les limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ;</li><li>- Les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.</li></ul> <p>La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle peut être complétée artificiellement et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente.</p> <p>Le dimensionnement de ce système équivalent est justifié par une étude d'équivalence. En tout état de cause, l'étude montrant que le niveau de protection sur la totalité du fond et des flancs de la barrière reconstituée est équivalent aux exigences fixées au premier alinéa du présent article figure dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>En tout état de cause, l'épaisseur du système équivalent ne peut être inférieure à 0,5 mètre pour le fond et les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.</p> <p>Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers de stockage mono-déchets n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées aux alinéas précédents peuvent être assouplies en conséquence par arrêté préfectoral.</p>	Non concerné
Article 48	Lorsqu’il est établi, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, que les casiers de stockage mono-déchets autres que ceux visés au chapitre Ier du présent titre n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences relatives à la barrière de sécurité active mentionnée à l'article 9 peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.	Non concerné.
Article 49	Les déchets stockés dans un casier mono-déchet sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux inertes de manière à limiter tout envol de déchets et de limiter les odeurs.	Non concerné.
Article 50	<p>I. - Le programme de suivi post-exploitation mentionné à l'article 37 est adapté pour les casiers mono-déchets. Ce programme permet le respect des obligations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;</li><li>- le cas échéant l'article 22 concernant le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ;</li><li>- les articles 23, 24 et 25 (hors capacités d'accueil de déchets disponibles restantes) concernant respectivement la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;</li><li>- le cas échéant la fréquence des contrôles prévue à ces articles est adaptée selon les fréquences suivantes :</li><li>- volume des lixiviats collectés : semestriel ;</li><li>- composition des lixiviats collectés : semestriel.</li></ul> <p>II. - Pour les casiers dédiés au stockage de mono-déchets, lorsque le rapport de synthèse à dix ans de suivi post-exploitation montre qu'il n'y a pas d'évolution des paramètres de surveillance des milieux contrôlés, le préfet acte la fin de la période de post-exploitation dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement. L'arrêté préfectoral prescrit les mesures de surveillance des milieux en appliquant l'article 38.</p>	Non concerné.
Article 51	<p>Les déchets de plâtre sont admis dans des casiers dédiés aux déchets de plâtre, conformes aux prescriptions du chapitre II du présent titre, dès lors qu'ils sont non dangereux et respectent les valeurs limites ci-après : le test de potentiel polluant est basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation et la mesure du contenu total. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé en vigueur.</p> <p>COT (carbone organique total) sur éluat : 800 mg/kg de déchet sec (*) COT (carbone organique total) : 5 % (*) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères</p>	Non concerné.

	<p>d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 800 mg/kg.</p> <p>La bande d'isolement de 200 mètres peut être réduite à 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets de plâtre.</p>	
Article 52	<p>Les casiers contenant des déchets biodégradables peuvent être équipés des dispositifs de réinjection des lixiviats. L'aspersion des lixiviats est interdite.</p> <p>Seule la réinjection de lixiviats n'inhibant pas la méthanogénèse peut être réalisée sans traitement préalable des lixiviats. Dans le cas contraire, les lixiviats sont traités avant leur réinjection.</p> <p>Les lixiviats ne sont jamais réinjectés dans des casiers dédiés au stockage des mono-déchets.</p> <p>Les lixiviats ne sont réinjectés que dans un casier dans lequel il n'est plus apporté de déchets et où la collecte du biogaz est en service dès la production du biogaz.</p> <p>Le dispositif de réinjection est conçu pour résister aux caractéristiques physico-chimiques des lixiviats et dimensionné en fonction des quantités de lixiviats à réinjecter.</p> <p>Chaque réseau d'injection peut être isolé hydrauliquement et équipé d'un dispositif de mesure du volume de lixiviats réinjectés. Le ou les débits de réinjection tiennent compte de l'humidité des déchets.</p> <p>Le réseau d'injection est équipé d'un système de contrôle en continu de la pression. En cas d'augmentation anormale de la pression dans le réseau d'injection, un dispositif interrompt la réinjection.</p> <p>Le bon état de fonctionnement du réseau d'injection doit pouvoir être contrôlé.</p> <p>Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau d'injection des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>	<p>Les casiers ISDND ultimes seront équipés, dans le cadre de l'exploitation en mode bioréacteur, de dispositifs de réinjection des lixiviats de type drain ou équivalent.</p> <p>Les lixiviats bruts, sans traitement préalable, n'inhibant pas la méthanogénèse pourront être réinjectés. De même, les lixiviats traités pourront être utilisés.</p> <p>La réinjection s'opérera uniquement sur des casiers dont la fin d'exploitation a été actée et où la collecte du biogaz est opérationnelle dès le début des premières phases de méthanogénèse.</p> <p>Le dispositif de réinjection sera conçu pour résister aux caractéristiques physico-chimiques des lixiviats (en PEHD) et dimensionné en fonction des quantités de lixiviats à réinjecter.</p> <p>Chaque réseau d'injection pourra être isolé hydrauliquement et sera équipé d'un dispositif de mesure du volume de lixiviats réinjectés. Le ou les débits de réinjection tiendront compte de l'humidité des déchets estimés selon les retours d'expériences de TRINOVAL.</p> <p>Le réseau d'injection sera équipé d'un système de contrôle en continu de la pression. En cas d'augmentation anormale de la pression dans le réseau d'injection, un dispositif interrompra la réinjection. Le bon état de fonctionnement du réseau d'injection sera contrôlable.</p>
Article 53	<p>Dans le cas d'un casier exploité en mode bioréacteur, l'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de réinjection des lixiviats et de leurs équipements. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>	<p>Dans le cadre de l'exploitation en mode bioréacteur, TRINOVAL dispose d'un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de réinjection des lixiviats et de leurs équipements spécifiant les critères d'évaluation en conditions normales, accidentelle et incidentelle.</p> <p>Les résultats sont archivés sur site et tenus à disposition des Installations Classées.</p>
Article 54	<p>I. - L'exploitant d'une installation gérée en mode bioréacteur tient à jour un registre sur lequel il reporte quotidiennement, outre les informations précisées à l'article 22, les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets et le contrôle de l'humidité des déchets entrants.</p> <p>II. - Lorsqu'un casier est exploité en mode bioréacteur, la composition physico-chimique des lixiviats réinjectés est contrôlée tous les trois mois. Dans ce cadre, les paramètres suivants sont analysés : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres et phénols.</p>	<p>Dans le cadre de l'exploitation en mode bioréacteur, TRINOVAL dispose d'un registre contenant les résultats des contrôles précités dans l'article 22 et les volumes quotidiens des lixiviats réinjectés et le contrôle de l'humidité des déchets entrants (suivant retour d'expérience TRINOVAL).</p> <p>De fréquence trimestrielle, la composition physico-chimique des lixiviats réinjectés sera contrôlée suivant les paramètres : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+Al+Zn+Sn), As, N total, CN libres et phénols.</p>
Article 55	<p>Tout casier exploité en mode bioréacteur est équipé d'une couverture d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre et d'une perméabilité inférieure à 5.10<sup>-9</sup> m/s au plus tard six mois après la fin d'exploitation de la zone exploitée en mode bioréacteur.</p>	<p>La couverture intermédiaire de 0,5 de matériaux mise en œuvre à la fin de l'exploitation de chaque casier, et la géomembrane PEHD 1 mm ou équivalent disposée dans les 6 mois permettront d'assurer une perméabilité du complexe inférieure à 5.10<sup>-9</sup> m/s.</p> <p><b>Elle sera</b> mise sur chaque bloc ou sous-casier avant la mise en exploitation du sous-casier n+2.</p>
Article 56	<p>L'acceptation de déchets à radioactivité naturelle renforcée dans une installation de stockage de déchets non dangereux est faite conformément à l'annexe IV du présent arrêté. L'étude d'acceptabilité est réalisée conformément au guide méthodologique IRSN/DEI/SARG/2006-009.</p> <p>Dès lors que le déchet respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral de l'installation et que l'étude d'acceptabilité montre qu'il peut être négligé du point de vue de la radioprotection tant pour les personnes présentes sur le site que pour la population voisine, le déchet peut être éliminé dans cette installation.</p>	<p>Non concerné</p>
Article 57	<p>Avant la mise en service des installations, outre les analyses définies à l'article 17, l'exploitant qui reçoit des déchets à radioactivité naturelle renforcée réalise des mesures de la qualité des eaux souterraines concernant les paramètres radiologiques : spectrométrie gamma pour mesurer tous les radionucléides détectables, en particulier ceux des chaînes de l'uranium-238, du thorium-232 et de l'uranium-235 ; ces analyses doivent être réalisées soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Avant la mise en service, l'exploitant fait mesurer le radon dans l'air du site et exhalant du sol dans des conditions favorables à sa mesure et représentatives de son activité moyenne.</p>	<p>Non concerné</p>
Article 58	<p>Lorsque l'installation reçoit des déchets à radioactivité naturelle renforcée, outre les dispositions de l'article 21, la concentration en Rn222 dans le biogaz capté est mesurée tous les six mois. Les résultats sont exprimés en Bq/m3.</p>	<p>Non concerné</p>
Article 59	<p>Dans le cadre de la réception de déchets à radioactivité naturelle renforcée, l'exploitant met en œuvre un programme de contrôle radiologique adapté incluant les limites de propriété de l'installation.</p> <p>Ce programme comporte a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un contrôle permanent de l'exposition externe sur le site : par des dosimètres environnementaux (dosimètre d'ambiance), relevé trimestriellement, permettent de surveiller l'exposition externe pour les personnes présentes sur le site (qui ne doit jamais dépasser 1 mSv/an) ;</li><li>- un contrôle annuel du radon pour la qualité de l'air intérieure et extérieure (en Bq/m3) : soit sur plusieurs mois avec une méthode intégrée, soit en continu avec un appareil de mesure en continu.</li></ul> <p>L'exploitant définit, au regard des déchets à radioactivité naturelle renforcée acceptés dans l'installation et des études d'impact radiologiques correspondantes, la liste des paramètres à contrôler et leur fréquence, en particulier, les besoins en prélèvements et analyses (eau, air, sol).</p> <p>Le système informatique associé au dispositif de détection de rayonnement gamma ambiant doit permettre de contrôler les dérives potentielles des détecteurs par rapport au bruit de fond ambiant. Cette analyse est réalisée par une personne habilitée par l'exploitant. Cette vérification doit être réalisée a minima une fois par mois et est tracée dans les documents de suivi relatifs à la procédure « détection de radioactivité » mise en place par l'exploitant. En cas de dérive constatée, la personne habilitée fait intervenir dans les plus brefs délais l'organisme de maintenance qualifié pour régler et entretenir le dispositif. A minima, la personne habilitée fait intervenir une fois par an l'organisme de maintenance qualifié pour entretenir et calibrer le dispositif de détection et son système informatique associé.</p>	<p>Non concerné</p>

	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et de calibrage réalisées sur le dispositif de détection.	
Article 60	<p>Lorsque l'installation reçoit des déchets à radioactivité naturelle renforcée, les radionucléides présents dans les lixiviats stockés dans le bassin de collecte et celle des boues issues du traitement des lixiviats sont analysées par spectrométrie gamma une fois par an. Les résultats, exprimés en activité volumique (Bq/l), devront indiquer en particulier les teneurs en radionucléides des chaînes de l'uranium-238, du thorium-232 et de l'uranium-235. Ces analyses doivent être réalisées soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le bilan annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>	Non concerné
Article 61	L'exploitant d'une installation qui reçoit des déchets à radioactivité naturelle renforcée réalise, une fois par an des analyses des eaux souterraines par spectrométrie gamma. Les résultats, exprimés en activité volumique (Bq/l), indiquent, en particulier, les teneurs en radionucléides des chaînes de l'uranium-238, du thorium-232 et de l'uranium-235. Ces analyses sont réalisées soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.	Non concerné
Article 62	<p>Dans le cas des installations recevant des déchets à radioactivité naturelle renforcée, le rapport annuel visé à l'article 26 devra également comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une synthèse des études d'acceptabilité réalisées pendant l'année écoulée ;</li><li>- une justification du respect des critères d'acceptabilité de ces déchets tenant compte de leur éventuel cumul ;</li><li>- un bilan des déchets effectivement reçus pendant l'année (a minima : surface occupée par les déchets, volume et composition des déchets, méthode de dépôt, date et durée du dépôt, calcul de la capacité restante de stockage) ;</li><li>- le relevé topographique de la zone utilisée pour stocker ces déchets ;</li><li>- le nombre de déclenchements du dispositif de détection de la radioactivité relatifs à des déchets ayant fait l'objet d'une évaluation d'impact radiologique et acceptés sur l'installation ;</li><li>- les résultats des analyses d'émissions atmosphériques de chaque installation de valorisation du biogaz, la qualité du gaz rejeté par les équipements de destruction du biogaz et leur temps de fonctionnement ;</li><li>- les résultats de l'analyse par spectrométrie gamma des radionucléides présents dans les lixiviats stockés dans le bassin de collecte et celle des boues issues du traitement des lixiviats ;</li><li>- les résultats de l'analyse des eaux souterraines par spectrométrie gamma des radionucléides présents.</li></ul>	Non concerné
Article 63	<p>L'ensemble des dispositions de cet arrêté sont applicables aux installations de stockage de déchets non dangereux autorisées après le 1er juillet 2016.</p> <p>Les installations de stockage de déchets non dangereux ainsi que les casiers ne recevant plus de déchets après le 1er juillet 2016 ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Pour les installations de stockage de déchets non dangereux autorisées avant le 1er juillet 2016, les dispositions du présent arrêté s'appliquent à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des servitudes d'utilité publique et de la bande d'isolement de 50 mètres prévues à l'article 7 ;</li><li>- des articles 11 et 14 pour les casiers construits au 1er juillet 2016 ;</li><li>- de l'article 11 pour les bassins de collecte des lixiviats construits au 1er juillet 2016 ;</li><li>- des articles 14 et 16-V pour les bassins de stockage des eaux de ruissellement construits au 1er juillet 2016 ;</li><li>- de l'article 17 ;</li><li>- des deux premiers paragraphes de l'article 20 relatifs à la période préalable à la mise en service de l'installation.</li></ul>	Le présent projet est concerné par l'arrêté préfectoral du 15 février 2016 relative aux Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux.
Article 64	Pour les sites dont la rubrique principale est la rubrique 3540 de la nomenclature des installations classées, la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du code de l'environnement est mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets. Ce réexamen est à réaliser pour l'ensemble des installations présentes sur le site.	La procédure de réexamen et la compatibilité du projet vis-à-vis des Meilleures Techniques Disponibles est exposé dans le présent DDAE (Pièce 3 « Étude d'impact »).
Article 65	<p>Le dernier alinéa de l'article 46 de l'arrêté du 30 décembre 2002 susvisé est remplacé par :</p> <p>« L'autorisation de ce type de stockage, selon ces modalités, ne peut être accordée que par arrêté préfectoral après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. »</p>	Non concerné
Article 66	<p>L'article 25 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé est remplacé par :</p> <p>« Art. 25.-L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m2/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p>	Non concerné

Article 67	L'arrêté du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux est abrogé.  Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 2016 à l'exception de l'article 66 qui entre en vigueur le lendemain de la publication du présent arrêté.	/
Article 68	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française	/